

2013



CEPII
RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

2013

RAPPORT D'ACTIVITÉ

RAPPORT D'ACTIVITÉ

CEPII





Rapport d'activité 2013

MIRAGE

PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
LES PROGRAMMES DE TRAVAIL	19
POLITIQUES COMMERCIALES	23
Maintenance des outils et développement du modèle MIRAGE	23
<i>Base IDE 2007</i>	23
<i>Base protection dans les services</i>	23
<i>MIRAGE 2</i>	23
<i>MIRAGE-e</i>	24
<i>MIRAGE standard</i>	24
<i>Wiki et SVN</i>	24
Environnement et politiques de long terme	25
<i>Sentiers de long terme (2035 et 2100)</i>	25
<i>Politique climatique et taxes à l'exportation sur les produits intensifs en énergie en Chine</i>	25
<i>Contenu carbone du commerce et différentiels de prix</i>	26
<i>Fuites de carbone dans le monde des accords de Copenhague et mécanisme d'inclusion carbone</i>	27
Accords commerciaux régionaux et autres politiques commerciales	27
<i>Impact des accords régionaux sur la protection douanière</i>	27
<i>Estimation des effets prix des barrières non tarifaires</i>	28
<i>Un modèle empirique d'exportateurs multi-destinations sous incertitude de la demande et contraintes en ressources</i>	28
<i>Un bilan des programmes d'aide au commerce</i>	29
<i>Les enjeux économiques du partenariat transatlantique</i>	29
<i>Libéralisation et échanges agricoles</i>	30
ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL	33
Les outils d'analyse : base de données et méthodes d'estimation	33
<i>Mise à jour et développement de la base CHELEM - Commerce international</i>	33
<i>Mise à jour et développement de la base CHELEM - PIB</i>	33
<i>Mise à jour et développement de la base CHELEM - Balance des paiements</i>	34
<i>Mise à jour et développement de la Base pour l'Analyse du Commerce International (BACI)</i>	34
<i>Mise à jour et développement de la base Trade Unit Value (TUV)</i>	35
<i>Rédaction d'un article de référence sur les "équations de gravité"</i>	35
<i>Une nouvelle mesure des avantages comparatifs</i>	36
Analyses de la compétitivité	36
<i>Comparaison des niveaux de prix et de coûts salariaux unitaires par rapport à l'Allemagne : évolutions 1995-2012</i>	36
<i>L'évolution des marges des exportateurs français</i>	37
<i>Coût du transport et exportations</i>	37



<i>Compétitivité, concurrence internationale et pénétration des exportations</i>	38
<i>Des entreprises industrielles sans usines ?</i>	38
<i>Internationalisation des enseignes de grande distribution et exportations des firmes agro-alimentaires françaises</i>	39
<i>Les déterminants du recours à la sous-traitance internationale</i>	39
<i>(Not) Made in France</i>	40
<i>Les exportateurs français face aux variations de l'euro</i>	40
 Mondialisation et marché du travail :	
<i>L'impact du commerce international sur les emplois et les salaires</i>	41
<i>Mondialisation et mutation de la demande de travail des entreprises françaises</i>	41
<i>L'avantage compétitif des entreprises intensives en travail qualifié : une étude sur le long terme</i>	42
<i>White-collars blues ? L'impact du commerce de services sur l'emploi et les salaires</i>	42
 Ouverture commerciale et croissance économiques	43
<i>Termes de l'échange et performances économiques</i>	43
<i>Ouverture commerciale, changements technologiques et qualité des institutions</i>	44
 ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES	47
 Économies émergentes	47
<i>L'évolution du secteur manufacturier chinois entre 1998 et 2007</i>	47
<i>L'impact des hausses différenciées de salaire minimum sur les entreprises chinoises</i>	47
<i>L'économie chinoise et le piège du revenu intermédiaire ("middle income trap")</i>	48
<i>L'impact de la libéralisation des services sur la performance exportatrice des entreprises manufacturières : le cas de l'Inde</i>	48
<i>Chronique de l'économie turque</i>	49
 Migrations internationales	49
<i>Les politiques d'immigration sélectives sont-elles efficaces?</i>	49
<i>Les migrations internationales de personnel médical : une étude comparative entre les pays de l'OCDE</i>	49
<i>Les déterminants des choix de localisation des étudiants en mobilité internationale : une étude sur un panel d'universités européennes</i>	50
<i>Information des médias et formation des préférences individuelles relatives à l'immigration en Europe</i>	50
 MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	55
 Chômage, croissance et cycles	55
<i>Croissance et désendettement dans les pays de l'OCDE</i>	55
<i>L'impact des inégalités sur le niveau et la structure de l'endettement privé</i>	55
<i>Cycles économiques et développement, une analyse sur le long terme</i>	56
<i>Une danse à l'unisson ? L'origine étrangère des co-mouvements de cycles réels entre régions</i>	56
<i>Chômage et prix de l'immobilier dans les pays industrialisés</i>	57



<i>Le poids des cycles immobiliers dans les déséquilibres internes à la zone euro</i>	57
<i>L'économie mondiale 2014 - Chapitre 1</i>	58
<i>Suivi des politiques mises en œuvre pour juguler la crise de l'Euro</i>	58
<i>Post-recession US employment through the lens of a non-linear Okun's law.....</i>	59
Allongement de la durée de la vie et croissance	59
<i>Allongement de la durée de la vie, productivité et soutenabilité de la politique publique : un modèle de comptabilité générationnelle appliquée aux cas de la France et de l'Allemagne</i>	59
<i>Les conséquences de l'allongement de la durée de la vie de la population sur la productivité et la croissance en France et en Allemagne et leur impact sur la convergence fiscale entre les deux pays</i>	60
<i>Analyse comparée en France et au Japon du marché du travail des seniors.....</i>	60
Politique monétaire et système monétaire international	61
<i>Politiques monétaires non-conventionnelles et canal du crédit bancaire.....</i>	61
<i>Politiques monétaires non conventionnelles et risque de désastre dans un modèle néo-keynésien.....</i>	61
<i>Prix de l'énergie et taux de change réels des pays exportateurs.....</i>	62
<i>L'incidence des prix de l'énergie sur le solde du compte courant des pays producteurs.....</i>	63
<i>Inflation et rigidité des prix dans les pays de l'OCDE.....</i>	64
<i>Les monnaies peuvent-elles jouer un rôle de valeur refuge pendant les crises ?</i>	65
<i>Travaux sur le système monétaire international.....</i>	66
<i>How macroeconomic imbalances interact?</i>	
<i>Evidence from a panel VAR analysis.....</i>	67
<i>Current-account adjustments and exchange-rate misalignments</i>	67
Systèmes financiers et régulation	68
<i>La séparation des activités bancaires dans l'UE.....</i>	68
<i>Qui supporte le coût des taxes bancaires ?</i>	69
<i>L'efficacité de l'intermédiation bancaire durant la crise</i>	70
<i>L'évolution de l'intermédiation financière et la taxation des transactions financières</i>	71
LES ANNEXES	73
<i>Annexe 1 - Les publications du CEPII</i>	75
<i>Annexe 2 - Le site internet du CEPII</i>	121
<i>Annexe 3 - Les publications hors CEPII</i>	131
<i>Annexe 4 - Le CEPII dans les médias</i>	141
<i>Annexe 5 - Interventions, rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations</i>	147
<i>Annexe 6 - Rencontre organisées par le CEPII et le Club du CEPII.....</i>	161
<i>Annexe 7 - Participation à des groupes de travail, comités de lecture et comités d'experts.....</i>	181
<i>Annexe 8 - Relations internationales du CEPII</i>	185
<i>Annexe 9 - Prix et distinctions</i>	191

PRÉFACE

Après plusieurs années marquées par la crise économique et financière internationale puis les tensions au sein de la zone euro, l'année 2013 a été à différents égards dominée par des débats sur des questions structurelles, de plus long terme. Le cadre institutionnel accompagnant la monnaie unique en Europe, la transmission internationale des politiques monétaires, les perspectives de croissance de long terme dans les économies développées et émergentes ou la multiplication des négociations commerciales régionales en sont des illustrations. Ces dernières années ont été riches en changements potentiellement transformateurs, qui demandent, dans différents domaines, de réexaminer les idées considérées comme acquises pour s'interroger sur l'émergence éventuelle d'une nouvelle norme.

Pour un centre de recherche et d'expertise comme le CEPII, ce contexte fournit un terreau fécond qui a nourri les travaux présentés dans ce rapport d'activité. Qu'il s'agisse du développement de bases de données, d'évaluations empiriques ou de modélisation, ces derniers sont souvent issus d'investissements collectifs dans la durée. Ils visent à améliorer voire renouveler la connaissance de phénomènes souvent complexes.

Ils combinent des recherches centrées sur l'amélioration de l'information et des outils disponibles, avec des expertises et l'organisation de débats plus étroitement liés aux développements et questionnements récents.

S'intéressant à des questions d'économie internationale complexes et souvent sensibles, le CEPII rend publics tous ses travaux au travers de ses publications et de son site internet. Il les diffuse également à l'occasion de nombreuses conférences qu'il organise ou auxquelles il participe et d'innombrables interventions dans les médias. Ses collaborations, en France comme à l'étranger, avec la communauté scientifique, les think tanks, les administrations publiques et les organisations internationales lui permettent d'entretenir un dialogue permanent avec les parties intéressées par ses travaux et de contribuer ainsi au débat public, à l'information des acteurs économiques, mais également à la formulation des politiques publiques.

Jean Lemierre
Président du Conseil du CEPII

INTRODUCTION

Pour accomplir sa mission qui consiste à approfondir la connaissance et la compréhension de l'économie internationale et des débats que suscitent ses mutations, le CEPII réalise à la fois des études de fond et des travaux en lien avec une actualité plus immédiate ou récente. À ce titre, plusieurs grands thèmes ont joué un rôle structurant dans l'activité du Centre en 2013 : les projets d'accords régionaux, en particulier le partenariat transatlantique, les questions de compétitivité et leur lien avec les parités de change, les interrogations sur la stabilité des économies émergentes, la politique monétaire dans la zone euro, aux Etats-Unis et au Japon et la taxe sur les transactions financières.

Ce projet de rapport d'activité détaille les principales publications et les travaux relatifs aux modèles et aux bases données du CEPII. Il recense également en annexe les séminaires, conférences et débats qui sont une autre composante importante du travail du Centre, qui en a organisé 18 directement en 2013, et 16 par l'intermédiaire du Club du CEPII (leur liste figure en annexe 6).

Il convient de souligner que les économistes du Centre participent par ailleurs largement au débat public sur les questions d'économie internationale par leurs interventions dans les médias. En 2013, les économistes du CEPII ont réalisé 204 interviews exclusives et publié 49 articles de presse. Au total, le CEPII est apparu 373 fois dans la presse écrite, 108 fois dans les médias audiovisuels et 1 146 fois sur internet pour un total de 1 627 mentions dans les médias. Cette année, l'essentiel des interventions a porté sur la mondialisation, le commerce international et les accords régionaux, ainsi que sur les questions monétaires et financières. Les données principales caractérisant la présence du CEPII dans les médias sont présentées en annexe 4.

Enfin, les économistes du CEPII participent à de nombreux séminaires et réunions publiques, ainsi qu'à des groupes de travail de l'administration. L'équipe du Centre s'emploie à être active d'une façon équilibrée sur ces différents créneaux complémentaires.

En ce qui concerne les écrits, l'année 2013 a été productive, avec un grand nombre de travaux publiés sous forme de documents de travail, d'articles scientifiques, de rapports d'étude, de Lettres du CEPII. Outre leur diffusion papier, ces différents documents, ainsi que les bases de données, ont donné lieu à 50 000 téléchargements au cours de l'année (voir annexe 2). Les efforts

de valorisation académique ont par ailleurs été récompensés par des publications de haut niveau. Mentionnons également les publications à destination d'un public plus large, notamment au travers d'ouvrages et du Blog du CEPII, qui a publié 84 billets en 2013, pour près de 55 000 visites et environ 106 000 pages vues. La palette des produits du Centre s'est en outre enrichie avec le lancement d'une série de Policy Briefs, destinée à contribuer plus directement aux débats européens de politique économique, et la conception d'une série de Panoramas, visant une meilleure mise en valeur des travaux statistiques du Centre.

La présentation de ce rapport d'activité suit fidèlement celle qui avait été adoptée pour le programme de travail pour 2013, afin de faciliter le suivi de sa réalisation. L'activité de chaque programme scientifique est décrite de manière générale dans la suite de cette introduction. Le bilan de chaque projet est ensuite brièvement détaillé.

Politiques commerciales

Chaque année le programme "Politiques commerciales" partage son activité entre analyse et entretien des outils. En 2013, l'entretien des outils a concerné tout d'abord l'achèvement de la base 2007 d'investissements directs internationaux. Il s'agit d'un outil unique aux multiples utilisations potentielles. Les débats récents sur l'attractivité de la France ont souligné la difficulté à traiter convenablement les séries statistiques et à bien comprendre les stratégies de firmes sous-jacentes. Le CEPII joue ici un rôle de défrichement du sujet, comme il l'avait fait par le passé sur les données de protection douanière appliquée, sujet aujourd'hui stabilisé et pour lequel la contribution du CEPII se limite désormais à une simple évaluation de la base développée au niveau international avec des moyens importants.

Le deuxième investissement du CEPII dans les méthodes concerne l'amélioration de son modèle d'équilibre général calculable MIRAGE. La version dédiée aux analyses de long terme accordant un rôle plus central aux aspects énergétiques est désormais opérationnelle. Cette orientation du travail de l'équipe a été renforcée par la collaboration avec le Trésor sur les questions de mécanisme d'inclusion carbone. MIRAGE-e, la nouvelle version du modèle, a été utilisée de façon répétée en 2013 et a fourni les simulations de base pour un chapitre du rapport annuel de l'OMC. Des collaborations avec l'OCDE et l'IPTS de Séville (centre de prospective financé par la Commission Européenne) ont également contribué à disséminer les résultats et

les méthodes. Enfin, la priorité a été donnée à la consolidation de l'existant, étape préalable, avec notamment la mise en place de structures permettant la modélisation partagée entre les membres du Consortium MIRAGE.

Le troisième investissement méthodologique concerne les barrières non tarifaires. L'angle choisi est celui des contraintes réglementaires entravant le commerce de services. Le CEPII, là encore, procède à un défrichement de cette thématique en combinant une base de données de l'OMC (non publique) sur les flux bilatéraux de services avec une base d'obstacles compilée en 2013 par la Banque Mondiale. Les résultats de ce projet sont attendus pour le premier trimestre 2014.

S'agissant des sujets d'analyse, ce programme est toujours proche des préoccupations de politique économique. C'est ainsi qu'ont été étudiés en 2013 les enjeux et conséquences économiques de la négociation de l'accord transatlantique ou les politiques fiscales chinoises à l'exportation de produits intensifs en énergie. Enfin, les questions relatives à l'impact des politiques commerciales sur les pays en développement ont été étudiées à travers le prisme des droits de douane spécifiques (par opposition à ad valorem) et l'estimation des effets prix des barrières non tarifaires aux échanges.

Sur l'ensemble de ces sujets, les avancées permises par les travaux du CEPII sont les suivantes.

Concernant les projections économiques, le CEPII a pu mettre des ordres de grandeur sur le ralentissement de l'économie mondiale prévisible à moyen et long termes. S'agissant des performances européennes, il a été montré que les questions technologiques, d'éducation et migratoires (faisant ici écho à un autre programme du CEPII) joueront un rôle décisif dans les performances macroéconomiques futures de la région. Sur un plan plus méthodologique, ces travaux illustrent toute l'importance du soin apporté à la construction du sentier dynamique de l'économie mondiale, ainsi que des hypothèses sous-jacentes, pour étudier des variantes de politique économique.

Mettant en œuvre les développements du modèle MIRAGE-e, les travaux sur le Mécanisme d'Inclusion Carbone (MIC) ont permis d'identifier les effets d'un ajustement carbone aux frontières de l'Union Européenne pour les biens dont la production européenne est déjà concernée par le système européen d'échange de quotas d'émissions. Les pertes d'exportations des partenaires

commerciaux de l'UE seraient de 1 à 2 milliards de dollars pour les trois partenaires les plus touchés (États-Unis, Russie et Chine), des montants suffisants pour justifier un recours auprès de l'organe de règlement des différends de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Les représailles commerciales qui pourraient potentiellement en découler devraient cibler prioritairement les biens agricoles européens. Les exportations agricoles seraient pénalisées, alors que ce secteur n'était pas favorisé initialement par l'ajustement carbone aux frontières.

Concernant l'accord transatlantique, le Policy Brief du CEPII a permis de proposer une estimation des gains attendus mais surtout de mettre en avant l'importance de la composante mesures non-tarifaires de l'accord sur le montant de ces gains potentiels. Ainsi, les simulations indiquent que le commerce bilatéral pourrait s'en trouver augmenté de moitié si ces barrières tarifaires étaient réduites de manière significative. Au total, l'impact de l'accord sur l'ensemble des échanges extérieurs des partenaires est non négligeable : les exportations des États-Unis augmenteraient de 10 %, celles de l'UE de 8 %. La seule élimination des droits de douane amène à des résultats nettement plus faibles : environ 80 % de la progression attendue des échanges proviennent de l'élimination des barrières non tarifaires, ce qui rend les négociations particulièrement difficiles puisqu'on touche alors aux réglementations.

Toujours dans le domaine agricole, l'étude de l'impact des droits de douane spécifiques (définis par unité de produit importé) menée au niveau fin de la nomenclature des produits montre que ces droits influent positivement sur les valeurs unitaires des produits échangés, en incitant les exportateurs à vendre des produits à des prix élevés. Tout comme les droits ad valorem, les droits spécifiques réduisent les échanges commerciaux en valeur, en particulier pour les exportateurs des pays en développement. Ce dernier point, mettant en valeur l'aspect discriminatoire de cet outil de politique commerciale pour les pays en développement, découle du premier résultat et s'explique par la spécialisation de ces pays en termes de qualité : ils peuvent difficilement ajuster leurs prix à l'exportation en fonction des marchés de destination de leurs exportations.

Les politiques fiscales visant les exportations chinoises sont un domaine peu étudié sur lequel les travaux du CEPII apportent un éclairage original. La première question concerne l'effet du remboursement de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les performances des exportateurs chinois. En réalité, même si les exportations ne sont pas soumises à la TVA, les autorités ne remboursent pas systématiquement la totalité de la TVA que les

exportateurs ont payée sur les intrants achetés dans le pays. Les "taux de rabais" varient d'un produit à l'autre, allant de 0 % – auquel cas, l'exportateur ne bénéficie d'aucun remboursement – à 17 % – auquel cas la totalité de la TVA payée est remboursée. Ainsi, sur la période 2002-2012, seulement 30 % des produits ont bénéficié, au moins une fois, d'un rabais total de la TVA. Les taux de rabais sont également régulièrement modifiés par le gouvernement chinois en fonction de ses objectifs. En 2006, les autorités annonçaient par exemple qu'elles diminuaient ce remboursement pour les produits intensifs en énergie, en ressources naturelles ou très polluants, mais aussi pour les produits à faible valeur ajoutée ou à faible contenu technologique. À l'inverse, à partir de 2008, la crise économique mondiale a incité les autorités à augmenter le taux de remboursement de TVA pour plusieurs milliers de produits, notamment dans le textile. L'instrument, qui a un impact important sur l'évolution des exportations chinoises, explique certainement en partie la bonne tenue des exportations chinoises durant la récente crise économique.

Analyse du commerce international

En 2013, le programme "Analyse du commerce international" a été particulièrement mobilisé sur trois chantiers.

Le premier concerne l'entretien et le développement des bases de données. Celui-ci a nécessité plus d'investissement cette année que les années précédentes. Pour la base CHELEM tout d'abord. La nomenclature géographique de CHELEM a été rénovée en profondeur, ce qui a induit un effort particulier, notamment pour reconstruire des séries cohérentes sur l'ensemble de la période (i.e., depuis 1967), pour les pays issus de scissions ou de regroupements. De plus, nous avons procédé à une refonte de la base balance des paiements de CHELEM de sorte à prendre en compte les changements opérés dans le 6e manuel du FMI. Pour BACI ensuite. À l'origine BACI a été construite dans le but d'avoir non seulement des données de commerce cohérentes sur un très large ensemble de pays et de secteurs, mais aussi pour proposer des valeurs unitaires des flux de commerce (qui ont notamment été largement utilisées dans les travaux du CEPII pour les analyses des spécialisations par gamme de prix). Depuis quelques années, BACI est confronté à un problème lié au fait que les données sources de commerce en quantité (provenant de Comtrade) sont désormais ajustées et estimées, ce qui biaise les mesures des valeurs unitaires. Ce biais devenant, au fil des années, de plus en plus problématique, nous avons mené un travail exploratoire de sorte

à redéfinir la base BACI et la positionner comme un complément à notre base de valeurs unitaires, TUV.

Le second chantier rassemble les analyses de la compétitivité et des déterminants des performances à l'exportation. Nous avons produit un rapport détaillé pour la commission européenne sur la compétitivité de l'UE et des pays membres, et contribué à un rapport pour le CAE sur l'impact du niveau du taux de change sur les exportations et importations françaises. Des estimations détaillées des avantages comparatifs révélés pour un grand nombre de pays ont également été produites, qui ont donné naissance à une nouvelle base de données mise à la disposition du public. Par ailleurs, plusieurs projets ont étudié la réaction des entreprises face aux barrières réglementaires, qui sont un enjeu central des négociations internationales sur les échanges commerciaux. Dans ce domaine, les travaux conduits en 2013 montrent à quel point les normes imposées aux producteurs, qu'elles soient publiques et privées (comme celles imposées par la grande distribution), et les mesures de protection de la propriété intellectuelle influencent grandement les performances à l'exportation et les stratégies d'importation.

Enfin, le troisième grand chantier auquel nous avons consacré une part importante de nos efforts concerne l'analyse détaillée et chiffrée de l'impact du commerce international sur le marché du travail français. Plusieurs études ont été lancées simultanément sur ce thème. À la différence des analyses menées (au CEPII notamment) sur cette question au tournant des années 2000, les projets sur lesquels nous travaillons exploitent des données microéconomiques. Cela permet d'identifier les ajustements du marché du travail induits par la concurrence étrangère et l'internationalisation des entreprises qui prennent forme au sein des secteurs d'activité et des entreprises elles-mêmes. Ces projets de recherche prometteurs nécessitent l'exploitation de données complexes et détaillées. Ils ont été programmés sur plusieurs années et aboutiront en 2014.

Économies émergentes et migrations internationales

Le CEPII contribue à la connaissance et à la compréhension des dynamiques d'émergence dans l'économie mondiale de certains pays en développement.

Après de nombreuses études consacrées au commerce extérieur chinois, les travaux s'orientent aujourd'hui davantage vers l'analyse des structures productives chinoises. Deux projets y ont

été consacrés en 2013. Le premier décrit l'évolution du secteur manufacturier entre 1998 et 2007. Le second analyse l'impact sur les entreprises des hausses différenciées de salaire minimum. Un projet relatif au risque pour la Chine de tomber dans le "piège du revenu inter-médiaire" (*middle income trap*) a été poursuivi.

Le CEPII a continué également à travailler sur les ressorts et les obstacles à l'émergence de l'économie indienne avec cette année un projet sur le lien entre les réformes structurelles et la décision d'innover des entreprises.

La question de l'émergence éventuelle de tout ou partie de l'Afrique sub-saharienne est de plus en plus débattue. Le CEPII souhaite apporter un éclairage avec l'approche et les outils d'analyse qui lui sont propres. En 2013, un premier projet a été engagé. Il porte sur l'analyse des obstacles au commerce intra-africain de produits manufacturés qui pourraient contribuer à freiner cette dynamique.

Enfin, la Turquie est un pays émergent dont les équilibres macro-économiques sont encore fragiles mais qui fait montre d'un grand dynamisme économique, non seulement dans l'Union Européenne avec laquelle elle est en union douanière, mais aussi dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique. Elle fait donc l'objet d'un suivi particulier.

Traditionnellement centré sur l'analyse des flux de marchandises et de capitaux, le CEPII a depuis six ans étendu son champ d'étude aux flux migratoires. Un premier cycle de travaux portait principalement sur le lien entre migrations et finances publiques. En 2013, une série de nouveaux projets portant sur l'analyse des migrations de personnels qualifiés a été engagée. Le premier vise à mesurer l'efficacité des politiques d'immigration sélective, le second s'intéresse aux migrations de personnels médicaux, le troisième aux déterminants de choix des universités par les étudiants étrangers. Un travail économétrique engagé pour deux ans sur le lien entre la conjoncture économique et la perception des migrations a été poursuivi.

Macroéconomie et finance internationales

En 2013, le programme "Macroéconomie et finance internationales" a fait évoluer ses travaux après avoir concentré ceux-ci sur la crise de la zone euro en 2012. Bien que la crise soit loin d'être terminée, l'accalmie des marchés et la stabilisation macroéconomique – toutes relatives – ont conduit le programme à articuler l'actualité à des questions plus structurelles. Elles sont au nombre de quatre.

D'abord, le chômage, la croissance et les cycles. Puis l'allongement de la durée de vie et la croissance. Viennent ensuite la politique monétaire et le système monétaire international. Enfin, les systèmes financiers et la régulation.

Sous le premier thème "chômage, croissance et cycles", le programme a d'abord exploré le lien entre la croissance et le désendettement dans les pays de l'OCDE, mettant au jour la possibilité d'un régime de "désendettement contre-productif". Par ailleurs, l'impact des inégalités sur le niveau et la structure de l'endettement privé a donné lieu à un travail sur données microéconomiques, encore en cours.

C'est ensuite à la relation entre les cycles économiques et le développement – que nous avons expliquée par le niveau de vie, la qualité des institutions et la taille du secteur financier – que nous nous sommes intéressés cette année. Cette analyse a été mise en perspective grâce aux résultats d'autres travaux centrés sur les co-mouvements de cycles réels. Ceux-ci ont montré qu'une partie significative de la corrélation internationale des cycles peut être expliquée par l'activité et la présence de quelques entreprises internationales.

En 2013, l'équipe a également investi le champ des cycles immobiliers via deux projets. Le premier a étudié le lien entre ces derniers et le marché du travail, mettant en évidence que les booms immobiliers ont en effet un impact sur la compétitivité via un effet double (marché du travail, taux de change réel). Le second a montré le poids de l'immobilier dans les déséquilibres courants intra-européens.

Enfin, toujours sous ce premier grand thème, le programme MFI s'est penché sur les politiques de fin de crise, dans la zone euro mais aussi aux États-Unis dans le contexte de la faible croissance de l'emploi au cours de la reprise de 2009.

Le second grand thème du programme MFI, "allongement de la durée de vie et croissance", a été traité autour de trois grands pays : l'Allemagne, la France et le Japon. D'abord par le biais d'une évaluation comptable, qui met en place une comptabilité générationnelle pour la France et l'Allemagne ; ensuite par une modélisation macroéconomique des conséquences de l'allongement de la durée de vie de la population sur la productivité et la croissance en France et en Allemagne et leur impact sur la convergence fiscale entre les pays (cette modélisation est en cours) ; enfin, par une analyse comparée du marché du travail des seniors entre la France et le Japon, encore en cours également.

Le troisième thème, "politique monétaire et système monétaire international", a été traité sous l'angle de la politique monétaire et des banques centrales ; des matières premières et des changes, comme suit :

- Pour la politique monétaire et les banques centrales : avec la crise, le lien entre la sphère financière et la sphère réelle a évolué. Le rôle des banques centrales a été bouleversé. Ce lien et ce rôle ont continué à faire l'objet de travaux au CEPII. Les politiques monétaires non conventionnelles ont été abordées via un modèle d'équilibre général pour mieux comprendre dans quelle mesure ces politiques peuvent être efficaces quand les agents économiques redoutent un "désastre".
- Un autre projet en lien avec la politique monétaire a mesuré le seuil inférieur de rigidité des prix dans les pays de l'OCDE, l'idée étant de comparer l'Europe de la présente décennie avec les États-Unis dans les années 1930, ou avec le Japon dans les années 1990.
- Pour les matières premières et les changes : les variations des prix sur des marchés de matières premières de plus en plus financiarisés et leurs conséquences macroéconomiques ont fait l'objet de plusieurs études empiriques. Ces études contribuent à la littérature empirique relative à l'impact des variations de prix de l'énergie sur le taux de change réel des pays exportateurs en étendant l'analyse à d'autres sources d'énergie que le pétrole et en considérant l'impact de ces variations sur un plus grand nombre de variables, y compris financières. Le second est consacré à l'influence des prix de l'énergie sur la dynamique de moyen-long terme des comptes courants des pays exportateurs en prenant en compte les efforts d'épargne internationale de ces derniers et les effets de seuil.
- Enfin, le rôle des monnaies comme valeur-refuge pendant les crises a également été mis en évidence, confirmant que le yen et le dollar ont été les deux seules devises aptes à jouer ce rôle, du fait de leur excès de rendement négatif à long-terme, mais positif pendant les crises.

Pour le troisième thème ("politique monétaire et système monétaire international"), un projet sur le canal du crédit bancaire sous politique monétaire non-conventionnelle a dû être atermoyé du fait des difficultés rencontrées dans la gestion des bases de données Call Data. En revanche, trois projets hors-programme ont été menés à bien sur le système monétaire international, l'interaction des

déséquilibres macroéconomiques, et le lien entre les ajustements de balance courante et les mésalignements des taux de change.

Concernant le quatrième et dernier thème du programme MFI, "systèmes financiers et régulation", l'équipe s'est penchée sur des thèmes d'actualité, puisque les taxes bancaires, l'efficacité de l'intermédiation bancaire durant la crise et la taxation des transactions financières ont été au centre des préoccupations.

Il ressort des analyses que l'imposition des banques et leurs marges de taux d'intérêt ne sont pas significativement liées, mais que la répercussion de la taxe bancaire par les banques est la plus forte en particulier sur les ménages, dont la demande est la moins élastique. Par ailleurs, il apparaît que les marges nettes d'intérêt des banques exhibent des propriétés cycliques, et qu'elles ont augmenté pendant la crise sans pour autant revenir à leurs niveaux antérieurs. Quant à la taxation des transactions financières, son effet sur la volatilité des variables financières est quasiment nul, ce qui va à l'encontre des arguments de ses détracteurs.

Rapport d'activité



Les programmes de travail

Programme

■ Politiques commerciales

POLITIQUES COMMERCIALES

Maintenance des outils et développement du modèle MIRAGE

Base IDE 2007

Houssein Guimbard

Il s'agissait de mettre à jour pour l'année 2007 la base de données FDImap du CEPII, conçue pour pouvoir être utilisée par un modèle d'équilibre général. Après des vérifications supplémentaires et des ajustements, une version préliminaire de la base 2007 a été construite. Des tests supplémentaires doivent être menés avant une diffusion publique.

Base protection dans les services

Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, Julien Gooris

Le projet a commencé en décembre 2013 et sera de fait essentiellement réalisé en 2014. Un nouvel économiste a été engagé au CEPII, Julien Gooris, qui a pu s'investir dans ce travail lourd. La première étape a été d'obtenir les données de commerce de services, notamment des données non publiées de l'OMC. Ces données ont été mises en cohérence avec la nouvelle base sur les obstacles au commerce de services développée par la Banque mondiale. Le travail économétrique est en cours.

MIRAGE 2

Jean Fouré, Lionel Fontagné, Julien Gourdon, Cristina Mitaritonna, Sébastien Jean, Houssein Guimbard, en collaboration avec Antoine Bouët (IFPRI), Jean-Christophe Bureau (Agro ParisTech), Yvan Decreux (ITC), Christophe Gouel (Banque Mondiale), David Laborde (IFPRI), Simon Mevel (UNECA), Luca Salvatici (Université de Rome), Hugo Valin (IIASA)

La version 2 du modèle MIRAGE vise une remise à plat et un enrichissement des hypothèses de modélisation. Ce travail permettra également d'harmoniser les pratiques de programmation du modèle. Une première phase s'est déroulée en 2012 consistant essentiellement en la mise en place d'un outil de collaboration (les utilisateurs et développeurs sont désormais disséminés dans de nombreux pays). Le chantier est ambitieux et le travail se poursuivra sur plusieurs années concernant la partie modélisation proprement dite.

L'année 2013 a été consacrée à la mise en place de pré-requis nécessaires au développement de cette nouvelle version partagée de MIRAGE (sentier de long-terme, bouclage macro-économique, données source).

MIRAGE-e

Jean Fouré, Houssein Guimbard

L'objectif pour 2013 était de passer d'une version provisoire à une version finale. Les modifications apportées concernent la modularité (activation/désactivation des nouvelles fonctionnalités) et l'accessibilité (automatisation de ces activations pour que le modèle puisse accepter toutes les agrégations possibles).

En parallèle des modifications visant à intégrer le sentier de long terme à l'horizon 2100, le modèle a été mis à jour pour utiliser la nouvelle version de la base de données source, GTAP 8. Une nouvelle méthode d'agrégation a été développée pour rendre plus flexible et pérenne l'utilisation de la base de données. De plus, le modèle MIRAGE-e intègre désormais une plus grande flexibilité dans son utilisation et a fait l'objet de différentes procédures de tests. Le modèle est maintenant proche de sa version stable, qui sera officialisée à l'issue de l'étude sur le TTIP en 2014.

MIRAGE standard

Jean Fouré, en collaboration avec Antoine Bouët

Ce projet vise à mettre en place une version commune du modèle MIRAGE comportant les fonctionnalités les plus utilisées par les différentes équipes membres du consortium au sein duquel il est géré. Cette version sera ensuite diffusée publiquement via le wiki et sera entièrement documentée. Le travail, impliquant d'autres équipes, n'est pas achevé, en raison de contraintes d'emploi du temps et d'arbitrages de priorités. Son opportunité et son calendrier seront prochainement réévalués.

Wiki et SVN

Jean Fouré

Le Wiki et le SVN (logiciel de travail collaboratif permettant la gestion des différentes versions du modèle) sont stables et fonctionnels. Ils ne devraient plus nécessiter que des tâches d'entretien, comme cela a été le cas cette année.

ENVIRONNEMENT ET POLITIQUES DE LONG TERME

Sentiers de long terme (2035 et 2100)

Lionel Fontagné, Jean Fouré, en collaboration avec Priscila Ramos et Alban-Gabriel Kitous (JRC, Séville)

Ce projet inclut différents travaux, tous orientés vers le développement du scénario de référence de long-terme (modèle MaGE) et de son articulation avec MIRAGE. Deux premiers travaux concernent le développement du sentier de long terme à proprement parler (à l'horizon 2050 et 2100) et trois collaborations avec des institutions extérieures en sont les applications directes. Une collaboration avec l'OMC vise à analyser des scénarios très contrastés pour le commerce mondial à l'horizon 2035, dans le cadre de la publication de leur rapport annuel. Une collaboration avec le département économie de l'OCDE se propose d'envisager différentes modalités de libéralisation commerciale à l'horizon 2060.

Enfin, une collaboration avec l'IPTS de Séville porte sur l'endogénérisation des prix de l'énergie. De nouvelles projections ont été réalisées, à l'horizon 2100, combinant MaGE et le modèle énergétique POLES (Prospective Outlook on Long-term Energy Systems). Ces projections introduisent la détermination des prix de l'énergie comme une variable endogène avec une rétroaction sur la croissance, de même qu'elle rend endogène la production d'énergie. À terme, les objectifs sont l'utilisation de prix régionaux de l'énergie et d'indices différentiés du fait de la composition du mix énergétique de chaque région (en opposition au prix moyen mondial du pétrole utilisé actuellement) et la réalisation de 10 scénarios représentant les Socio-Economic Pathways élaborés par l'UNFCCC.

Politique climatique et taxes à l'exportation sur les produits intensifs en énergie en Chine

Stéphanie Monjon, Sandra Poncet, Julien Gourdon

Ce travail s'est concentré sur les répercussions des rabais de TVA à l'export consentis par les autorités chinoises d'une façon discriminante, pour poursuivre des objectifs de politique industrielle mais aussi de politique climatique. Pour étudier dans quelle mesure les variations du taux de remboursement de TVA aux exportateurs

RÉFÉRENCE(S)

"Opening a Pandora's box:
Modelling World Trade Patterns
at the 2035 Horizon",
L. Fontagné & J. Fouré,

*Document de travail CEPPII,
n° 2013-22, Juillet.*

"Opening a Pandora's box:
Modelling World Trade Patterns at
the 2035 Horizon",
L. Fontagné & J. Fouré,

*WTO Staff Paper,
No 2013-9, Août.*

"Multilateral versus regional trade
liberalization",
L. Fontagné & J. Fouré,

*ANNEX 3 to the Working Party No 1
report, "Long-term patterns of trade
and specialization",
ECO/CPE/WP1, OECD,
No 2013-13.*

EconMap database version 2.2
disponible sur le site du CEPPII.

- MaGE version 2.2 disponible en
"open-source" sur le site du CEPPII

"Modeling the world economy at the
2050 horizon",
J. Fouré, A. Bénassy-Quéré &

L. Fontagné,
*Economics of Transition,
No 21(4). 2013.*

"MIRAGE-e: a general
equilibrium long-term path for
the world economy",
L. Fontagné, J. Fouré & P. Ramos,

*Document de travail CEPPII,
n° 2013-39, Décembre.*

RÉFÉRENCE(S)

"Incomplete VAT rebates to
exporters: how do they affect
China's export performance?",
J. Gourdon, S. Monjon & S. Poncet,

*Document de travail CEPPII,
à paraître.*

affectent les volumes exportés, l'analyse économétrique est menée au niveau des produits (HS6) sur la période 2003-2012. L'approche suivie, qui traite du problème d'endogénéité, aboutit à un résultat fort: une hausse d'un point de pourcentage du taux de rabais peut permettre une hausse du volume d'export de 7 %. Ce chiffre élevé permet de mieux comprendre la bonne tenue des exportations de la Chine malgré la récession mondiale, celles-ci ayant bénéficié en moyenne d'une hausse de 1,5 point de pourcentage du rabais.

Contenu carbone du commerce et différentiels de prix

Charlotte Emlinger, Jean Fouré, Stéphanie Monjon

Ce projet propose de décomposer le contenu en CO₂ du commerce (Emissions Embodied in Trade) entre les émissions dues à la localisation de la production (intensité émissive directe unitaire) et celles dues à la technologie disponible sur le lieu de production (émissions des consommations intermédiaires, notamment électriques). Cette évaluation nécessite de corriger les intensités émissives mesurées en quantités de CO₂ émises par dollar de production et disponibles dans la base de données Global Trade Analysis Project (GTAP) pour les différentiels de prix entre pays.

Le problème des différentiels de prix a été formalisé et après une recherche de données appropriées, de premiers essais sur des secteurs individuels agricoles et industriels ont été réalisés.

Les hypothèses nécessaires à l'évaluation du biais de mesure du contenu carbone du commerce dû à une mauvaise prise en compte des différentiels de prix entre pays semble cependant trop importantes, rendant difficile toute valorisation scientifique en tant que telle (données d'émissions trop peu détaillées, manque d'information sur les prix domestiques et les quantités consommées domestiquement). Ce projet ne fera donc pas l'objet d'une production spécifique, mais seulement d'une analyse de sensibilité s'inscrivant dans un autre projet autour des fuites de carbone.

RÉFÉRENCE(S)

"Border Carbon Adjustment and Trade Retaliation: What would be the cost for European Union?",
J. Fouré, H. Guimbard & S. Monjon,
Document de travail CEPPII,
n°2013-34, Novembre.

"Ajustement carbone aux frontières et risque de représailles commerciales : quel coût pour l'UE ?",
J. Fouré, H. Guimbard & S. Monjon,
La Lettre du CEPPII,
n° 332, Mai.

Fuites de carbone dans le monde des accords de Copenhague et mécanisme d'inclusion carbone

Jean Fouré, Houssein Guimbard, Stéphanie Monjon

Les évolutions récentes des négociations internationales sur le climat posent avec une acuité renouvelée la question des fuites de carbone et des transferts d'émissions de CO₂, du fait de contraintes très diverses selon les pays.

Dans ce contexte, un premier objectif de ce projet est de proposer une analyse économique quantifiée d'ensemble des mécanismes à l'œuvre et de leur impact sur les émissions mondiales. Les problèmes d'ordre méthodologique ont été mis en évidence dans un modèle d'équilibre général calculable simple (deux pays, un bien industriel et deux biens énergétiques) construit pour l'occasion. Ce modèle sera utilisé en parallèle du modèle MIRAGE-e pour répondre à la problématique envisagée.

Le second objectif est d'évaluer la proposition du gouvernement français de mécanisme d'inclusion carbone en complément du système communautaire d'échange de quotas d'émission. Ce mécanisme imposerait aux importateurs une contrainte similaire à celle supportée actuellement par les entreprises dont les sites de production sont localisés dans l'UE. Or, le MIC est une mesure commerciale qui pourrait être condamnée par l'OMC et conduire à des représailles de la part des partenaires commerciaux de l'UE. Cette étude utilise le modèle MIRAGE-e pour évaluer le mécanisme ainsi que les potentielles représailles commerciales susceptible de découler de son application.

ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX ET AUTRES POLITIQUES COMMERCIALES

Impact des accords régionaux sur la protection douanière

Houssein Guimbard et Sébastien Jean, en collaboration avec Jean-Christophe Bureau (Agro Paritech)

Le développement débridé du régionalisme commercial depuis le début de ce siècle a sensiblement modifié le paysage du commerce international et les projets en cours de discussion sont susceptibles de le faire bien plus encore. La diversité des accords et des clauses qu'ils incluent rend difficile une vision d'ensemble. Ce travail s'appuie sur des données détaillées pour proposer une évaluation cohérente et exhaustive, focalisée sur la dimension tarifaire des accords. C'est l'occasion de prendre la mesure de l'influence du régionalisme sur les flux commerciaux mondiaux, mais également

d'analyser de quelle manière la libéralisation régionale du commerce mondial a influé sur les enjeux des négociations multilatérales.

Ce projet, initialement essentiellement descriptif, a été modifié en cours d'année pour y inclure une analyse plus approfondie des interactions entre régionalisme et multilatéralisme. De ce fait, il ne sera finalisé qu'en 2014.

Estimation des effets prix des barrières non tarifaires

Julien Gourdon, en collaboration avec Olivier Cadot

Ce projet s'intéresse à l'impact des barrières non tarifaires (BNT) sur les flux de commerce. Les BNT englobent un large ensemble de politiques qui peuvent exercer des effets très divers sur le commerce. Dans le programme 2012, nous avons estimé les coûts liés aux différentes BNT sur le commerce en Afrique. Cette étude achevée et publiée en document de travail CEPII combinait les données prix du International Comparison Project (ICP) de la Banque Mondiale avec la nouvelle base TRAINS sur les mesures non-tarifaires. Il s'agissait pour 2013 d'utiliser les données Unit Value du CEPII plutôt que les données ICP et obtenir ainsi une évaluation des AVE au niveau des produits HS6 et d'étendre l'analyse au-delà de la région Afrique, en couvrant 40 pays dont l'Union européenne et le Japon.

Des premiers résultats ont été présentés dans plusieurs conférences. La finalisation du travail, en cours, inclura une comparaison de l'approche prix avec une approche quantité et d'obtenir plus de pays couverts dans l'étude.

REFERENCE(S)

"A Model of Multi-Destination Exporters under Resource Constraints and Demand Uncertainty",
Z. Akhmetova & C. Mitaritonna, mimeo.

Un modèle empirique d'exportateurs multi-destinations sous incertitude de la demande et contraintes en ressources

Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Zhanar Akhmetova (University of South Wales Australia)

Les données d'exportation de firmes suggèrent que les firmes qui commencent à exporter vers un nouveau marché font face à l'incertitude de la demande pour leur produit. Ceci impose des choix dans la mesure où les ressources financières engagées par les firmes pour payer les coûts d'entrée doivent être allouées de façon optimale. Par ailleurs, comprendre comment les firmes s'organisent pour répondre à cette incertitude intrinsèque est essentiel pour prédire les effets de mesures de politique économique visant à promouvoir les exportations.

On teste des hypothèses concernant les interactions entre les décisions d'exportation d'une entreprise donnée sur différents marchés. En effet, l'exportation vers une destination fournit des informations sur la demande dans les autres pays, mais elle est également à l'origine de contraintes de ressources, qui forcent l'entreprise à limiter le nombre de marchés différents sur lesquels elle s'implante. L'étude montre que la corrélation des demandes entre destinations, la variance des chocs de demande et la demande globale pour les autres destinations influencent la décision d'exporter vers un marché.

Un bilan des programmes d'aide au commerce

Julien Gourdon, en collaboration avec Olivier Cadot, Ana Fernandes, Aaditya Mattoo, Jaime de Melo

La demande pour une évaluation de l'agenda "Aid for Trade" existe de plus en plus mais le suivi de cet agenda s'est jusqu'ici centré sur des études de cas ou même sur de simples récits peu précis. Cette étude propose un bilan des études récentes sur cette question.

Les enjeux économiques du partenariat transatlantique

Julien Gourdon, Lionel Fontagné, Sébastien Jean

En juillet 2013, les États-Unis et l'Union européenne se sont engagés dans la négociation d'un Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement. Compte tenu du faible niveau de leur protection tarifaire réciproque, la libéralisation commerciale consistera surtout à réduire les barrières non tarifaires qui, elles, restent élevées. Une première étude avait été réalisée en 2012 pour évaluer les conséquences potentielles d'un tel accord. Réalisée pour le Ministère des finances, elle suivait cependant des hypothèses spécifiques et n'avait pas été diffusée publiquement. Cette nouvelle évaluation a donc été lancée pour mettre à jour l'analyse en fonction des dernières informations disponibles, à la fois sur les données et sur les orientations de la négociation, et pour la rendre publique. Les simulations indiquent que le commerce bilatéral pourrait s'en trouver augmenté de moitié. Cependant, les enjeux de la négociation en cours vont bien au-delà des échanges bilatéraux et concernent la place des deux partenaires dans les nouveaux rapports de force économiques mondiaux.

RÉFÉRENCE(S)

"Evaluating Aid for Trade: A Survey of Recent Studies",
O. Cadot, A. Fernandes, J. Gourdon, A. Mattoo & J. de Melo,
Document de travail CEPII,
n° 2013-33, Octobre.

RÉFÉRENCE(S)

"Transatlantic Trade: Whither Partnership, Which Economic Consequences?",
L. Fontagné, J. Gourdon & S. Jean,
CEPII Policy Brief,
n° 1, Septembre.

"Les enjeux économiques du partenariat transatlantique",
L. Fontagné, J. Gourdon & S. Jean,
La Lettre du CEPII,
n° 335, Septembre.

"Les échanges transatlantiques dans la concurrence mondiale",
S. Jean & D. Ünal,
L'économie mondiale 2014,
Coll. Repères, La découverte,
Paris, 2013.

REFÉRENCE(S)

"Does Tariff Liberalization Enhance Trade? Evidence from Agriculture in Developing Countries",
A-C. Disdier, C. Emlinger & L. Fontagné,
Mimeo.

"Les transformations des échanges agricoles bousculent l'agenda multilatéral,"
S. Jean & J-C. Bureau, 2013.
La Lettre du CEPII,
n° 336, Octobre.

"L'OMC en quête d'un avenir,"
L. Fontagné & S. Jean,
La lettre du CEPII,
n° 337, Novembre.

Libéralisation et échanges agricoles

Charlotte Emlinger, Lionel Fontagné et Sébastien Jean, en collaboration avec Jean-Christophe Bureau (Agro Paritech) et Anne-Célia Disdier (PSE-INRA)

Les accords de l'OMC sur l'agriculture, négociés lors de l'Uruguay Round ainsi que les différents accords préférentiels sont à l'origine d'une amélioration de l'accès aux marchés agricoles. L'objectif de ce projet est de mesurer l'impact de cette libéralisation tarifaire sur les exportations agricoles des pays en développement. Pour ce faire, des mesures bilatérales de protection douanière à un niveau fin de la nomenclature des produits sont mobilisées pour la période allant de 1996 à 2006.

L'impact de la réduction des droits de douane entre ces deux dates (liée à l'Uruguay Round et aux accords préférentiels mis en place durant cette période) est estimé à la fois sur la marge extensive du commerce agricole mondial (l'exportation vers de nouveaux marchés) et sur sa marge intensive (augmentation des exportations en valeur). Ce projet sera finalisé en 2014.

Un travail complémentaire, plus centré sur les enjeux de politique commerciale, s'est attaché à identifier les enjeux que les transformations des échanges agricoles recèlent pour l'agenda commercial multilatéral.

Programme



Analyse
du commerce international

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

LES OUTILS D'ANALYSE : BASE DE DONNÉES ET MÉTHODES D'ESTIMATION

Mise à jour et développement de la base CHELEM - Commerce international

Alix de Saint Vaulry

Il est essentiel pour les personnes qui s'intéressent à l'économie mondiale d'avoir une vision complète, harmonisée et sur longue période du commerce mondial, détaillé par exportateurs, importateurs et catégories de produits. La base de données CHELEM - Commerce International du CEPII remplit cet objectif sous une forme conviviale, avec des séries commençant en 1967, une nomenclature géographique et trois nomenclatures sectorielles valables sur toute la période.

Cette année, en plus d'une mise à jour de la base de données, avec l'ajout des flux de commerce de l'année 2012, une table de correspondance a été établie entre la version 2012 du Système Harmonisé (SH) et la nomenclature produits de CHELEM pour utiliser toute l'information disponible, quelle que soit la nomenclature de déclaration des pays. Les données pour le Bangladesh, déduites de celles du Pakistan, ont été estimées de 1967 à 1971, sur le modèle de l'estimation des données des républiques tchèque et slovaque avant 1993. Ainsi la nomenclature géographique elle aussi est pérenne sur toute la période.

Mise à jour et développement de la base CHELEM – PIB

Deniz Ünal

La base CHELEM-PIB propose différentes séries de PIB : en valeur, en volume et en Parité de Pouvoir d'Achat. Ces séries sont complétées par celles des populations totales et des taux de change nominaux. Comme les bases CHELEM-CIN et CHELEM-BAL, CHELEM-PIB couvre l'ensemble du monde au niveau de la nomenclature commune des 94 zones élémentaires. Mais elle propose aussi un niveau plus détaillé avec 205 pays individualisés ou territoires statistiques. Les données sont disponibles de 1960 à nos jours.

RÉFÉRENCE(S)

Base de données CHELEM - Commerce International, années 1967 à 2012, sur internet et DVD.
(<http://chelem.bvdep.com>)

RÉFÉRENCE(S)

Base de données CHELEM - PIB, années 1960 à 2018, sur internet et DVD.
(<http://chelem.bvdep.com>)

La base CHELEM-PIB a été réactualisée en automne 2013. Cette réactualisation annuelle à partir des données de la Banque mondiale (WDI), de l'OCDE (données de comptabilités nationales), du FMI (IFS et WEO), du Département du commerce des États-Unis (Bureau of the Census, International Data Base) et des sources nationales a été plus profonde que les années précédentes et requis plus de deux mois de travail pour pleinement respecter la nouvelle nomenclature géographique de CHELEM. La dernière année incluse est 2012 (avec aussi une estimation pour les séries de PIB et de population jusqu'en 2018).

RÉFÉRENCE(S)

Base de données CHELEM - BAL,
années 1967 à 2012,
sur internet et DVD.
(<http://chelem.bvdep.com>)

Mise à jour et développement de la base CHELEM - Balance des paiements

Houssein Guimbard et Laurence Nayman

La base CHELEM-BAL documente les flux de balances des paiements pour l'ensemble des pays du monde de 1967 à 2012. Une refonte de cette base a été mise en oeuvre afin de prendre en compte les changements opérés dans le sixième manuel du FMI. L'ensemble des données disponibles (depuis 1967) ont été converties dans cette nouvelle nomenclature. Certains points méthodologiques ont été revus (données des autres services gardées avant 1995, nouvelle nomenclature sectorielle spécifique à CHELEM BAL, abandon de certaines estimations ad hoc) afin d'améliorer la qualité et la couverture de la base.

RÉFÉRENCE(S)

Base de données BACI,
http://www.cepii.fr/CEPIL/fr/bdd_modele/presentation.asp?id=1

Mise à jour et développement de la Base pour l'Analyse du Commerce International (BACI)

Charlotte Emlinger et Gianluca Orefice

La base de données a été mise à jour en début d'année, comme tous les ans. Par ailleurs, cette année, une réflexion a été menée à propos du traitement des quantités manquantes dans la base de données source UN COMTRADE. En effet, dans COMTRADE, les données relatives aux quantités manquantes (en tonnes) sont estimées en utilisant des valeurs unitaires moyennes. Ce traitement est à l'origine d'un biais lors de l'utilisation de BACI pour analyser les gammes du commerce. Pour essayer de voir quelle était la meilleure stratégie à adopter lors de la mise à jour de BACI (utiliser toutes les données sources ou seulement les données de quantité non recalculées) différentes versions de BACI ont été produites cette année. Il a finalement été décidé, après un long travail préparatoire, de prendre l'ensemble des données fournies par COMTRADE pour les futures mises à jour de la base.

Mise à jour et développement de la base Trade Unit Value (TUV)

Charlotte Emlinger

La base de données de valeurs unitaires utilise les données de commerce en valeurs et quantités par ligne tarifaire fournies par la United Nations Statistic Division. Ces données, qui correspondent aux déclarations des pays aux Nations Unies, sont extrêmement lourdes à télécharger et différents problèmes informatiques ont retardé la mise à jour de la base. Ce problème est maintenant réglé et la base sera mise à jour avec les deux années 2011 et 2012 en février 2014.

RÉFÉRENCE(S)

Base de données TUV,
en cours de mise à jour,
http://www.cepii.fr/CEPII/fr/bdd_monde/presentation.asp?id=2

Rédaction d'un article de référence sur les "équations de gravité"

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (British Columbia University)

Les équations de gravité sont des relations économétriques très largement utilisées pour les analyses du commerce international. Elles viennent expliquer la valeur des échanges bilatéraux en fonction des tailles des pays exportateurs et importateurs et de la distance géographique qui les sépare. Cette relation simple a, depuis longtemps, fait preuve d'une très grande stabilité empirique et d'un fort pouvoir explicatif. De ce fait, ces équations sont un outil précieux pour l'analyse du commerce international puisqu'elles constituent une référence empirique solide permettant d'estimer les performances à l'exportation des pays et l'impact de diverses variables sur les flux (barrières tarifaires et non tarifaires, différences culturelles, flux migratoires, flux d'investissements directs, etc.).

Naturellement, bon nombre de travaux menés au CEPII sont fondés sur ces équations. C'est pourquoi il nous a semblé pertinent d'examiner plus en détail ses fondements théoriques et les différentes méthodes d'estimation économétriques utilisées dans la littérature. Sur le plan théorique, notre étude montre qu'un très grand éventail de théories du commerce permettent d'aboutir à des équations de gravité. Nous pointons néanmoins les différences saillantes qui peuvent avoir des conséquences sur les spécifications empiriques retenues. Sur le plan des techniques économétriques, nous comparons les résultats issus de plusieurs méthodes pour désigner celles qui nous semblent être les plus performantes. Au final, nous proposons un guide, détaillé et argumenté, d'utilisation des équations de gravité pour les analyses empiriques du commerce international.

RÉFÉRENCE(S)

"Gravity Equations:
Workhorse, Toolkit, and
Cookbook",
K. Head & T. Mayer,
(à paraître dans Handbook of
International Economics Vol. 4,
eds. Gopinath, Helpman, and
Rogoff, Elsevier)
Document de travail CEPII,
n° 2013-27, Septembre.

RÉFÉRENCE(S)

"New revealed comparative advantage index: Dataset and empirical distribution", E. Leromain & G. Orefice, *Document de travail CEPII*, n° 2013-20, Septembre. Base de données RCA (http://www.cepii.fr/CEPII/fr/bdd_modele/presentation.asp?id=26)

Une nouvelle mesure des avantages comparatifs

Gianluca Orefice, en collaboration avec Elsa Leromain (Université Paris 1)

L'indice de Balassa permet d'évaluer les avantages comparatifs révélés pour un pays et un secteur donnés. Cet indice est, depuis les années 1960, très largement utilisé pour décrire la structure des échanges commerciaux et discuter de la compétitivité des pays. L'interface de la base CHELEM, par exemple, permet d'en calculer plusieurs versions de façon automatisée. Cet indicateur d'avantage comparatif, simple à calculer et très informatif, souffre néanmoins de quelques limites importantes. Tout d'abord, dans la mesure où il est directement construit à partir des flux de commerce observés, il n'est pas en mesure d'isoler les facteurs propres à l'exportateur ou au secteur qui sont, dans les modèles théoriques du commerce international, à la source des avantages comparatifs. De plus, l'indice de Balassa présente une distribution empirique conceptuellement problématique, puisqu'elle n'est pas constante d'une année sur l'autre. Un article récent (publié par Costinot, Donaldson et Komunjer dans la *Review of Economic Studies* en 2012) propose une nouvelle version, micro-fondée, du modèle ricardien et suggère une nouvelle méthode de calcul des avantages comparatifs à partir d'une estimation économétrique.

Ce travail met cette méthode en application sur l'ensemble des pays et des produits de la base BACI. Le résultat est une base de données complète d'avantages comparatifs révélés, qui permet de donner un éclairage plus précis et détaillé sur les spécialisations commerciales. Elle est à la disposition du public sur le site du CEPII, accompagné d'un document de travail qui la documente.

ANALYSES DE LA COMPÉTITIVITÉ

RÉFÉRENCE(S)

"Emplois européens : les spécialisations nationales", Deniz Ünal, mimeo.

Comparaison des niveaux de prix et de coûts salariaux unitaires par rapport à l'Allemagne : évolutions 1995-2012

Laurence Nayman et Deniz Ünal

Ce projet se situe dans la suite de précédents travaux comparant les niveaux de prix et de coûts salariaux unitaires de plusieurs pays européens (Espagne, Finlande, France, Grèce, Italie, Pologne, Portugal, Royaume-Uni) par rapport à l'Allemagne dans le secteur manufacturier pour l'année 2007 avec l'objectif d'éclairer les débats sur la compétitivité industrielle en Europe. L'apport principal de ces travaux est de calculer des parités de prix de production pour

évaluer les niveaux des valeurs ajoutées nationales dans le même système de prix, en l'occurrence celui de l'Allemagne.

Les niveaux 2007 sont utilisés pour prolonger les comparaisons sur la période 1995-2011 en utilisant des séries d'indices issues des bases qui se réfèrent de préférence aux comptabilités nationales (WorldKlems et Stan, OCDE) ou, le cas échéant, les données des instituts statistiques nationaux. La finalisation de ce projet a pris du retard, les auteures ayant été impliquées dans d'autres activités du centre, mais quelques résultats préliminaires ont d'ores et déjà servi de base à des présentations en séminaire.

L'évolution des marges des exportateurs français

Matthieu Crozet et Charlotte Emlinger

Ce projet avait pour objectif d'analyser l'évolution des marges dans le secteur manufacturier à partir des données d'entreprises BRN de l'INSEE et des données de douane françaises. Il s'agissait en particulier d'étudier dans quelle mesure l'augmentation des coûts a été répercutée dans les prix à l'exportation de ces firmes ou si ces dernières ont réduit leurs marges.

Les premières estimations menées sur les données disponibles, pour la période 1997-2007, n'ont pas produit de résultats très cohérents. Compte tenu de la difficulté à obtenir des données d'entreprises détaillées couvrant les années de crise pour lesquelles la problématique était la plus pertinente, ce projet n'a pas abouti.

Coût du transport et exportations

Daniel Mirza, en collaboration avec Jean-Charles Bricongne (Banque de France)

Le prix du pétrole a été multiplié par cinq pendant les dix années ayant précédé la crise. Toutefois, il n'a pas eu d'effet majeur sur le commerce international. Cette étude propose une explication à ce fait, qui repose sur les choix des technologies du transport. En effet, dans un marché concurrentiel où le prix à la tonne et au kilomètre est fixé par le marché, tant que le transporteur n'est contraint ni par la taille de son véhicule, ni par la réglementation sur le nombre d'heures travaillées, il réagira à une hausse du prix du pétrole en augmentant la quantité de transport servie (nombre de tonnes-km) plutôt qu'en augmentant les prix. Nous proposons de tester ces hypothèses théoriques à l'aide des enquêtes TRM (Transports Routiers de Marchandises) du Ministère des Transports. Ces

données fournissent, sur un échantillon représentatif de camions appartenant à des entreprises françaises, les distances parcourues, les tonnes transportées, le type de camion et le type de produits transportés, en France et à l'étranger. Ce projet, commencé en 2012, n'a pas encore abouti, du fait de l'indisponibilité d'un des co-auteurs.

REFERENCE(S)

Rapport pour la Commission européenne DG Trade,
à paraître.

Compétitivité, concurrence internationale et pénétration des exportations

Charlotte Emlinger, Lionel Fontagné et Gianluca Orefice, en collaboration avec Angela Cheptea (INRA Rennes), Olga Pindyuk et Robert Stehrer

Le projet initial avait pour objectif de comparer la compétitivité des principaux pays européens, en regardant en particulier la concurrence rencontrée par les pays de l'UE sur chaque marché. Suite à une sollicitation de la Commission européenne (DG Trade), ce projet a été réorienté vers l'analyse détaillée sur la compétitivité des pays de l'Union européenne. Ce travail porte sur la période 1995-2010 et une partie importante de l'analyse se focalise sur les conséquences de la crise de 2008 sur les performances à l'exportation des pays de l'UE. Les résultats montrent que la compétitivité européenne s'est globalement détériorée, en particulier sur la période 2000-2010 où la part de marché de l'UE s'est réduite de 16.2 % à 14.9 %. Ce travail est en cours de finition. Les premiers résultats ont été communiqués à DG Trade et le rapport devrait être publié prochainement.

REFERENCE(S)

"The servitization of French manufacturing firms",
M. Crozet & E. Milet,
Document de travail CEPII,
à paraître.
"Vers une industrie moins...
industrielle?",
M. Crozet, E. Milet,
La Lettre du CEPII,
n° 341, Février 2014.

Des entreprises industrielles sans usines ?

Matthieu Crozet, en collaboration avec Emmanuel Milet (Université de Paris 1)

L'économie française, comme beaucoup d'économie développées, se désindustrialise à un rythme inquiétant. Cette évolution du tissu productif est plus profonde qu'il n'y paraît. En effet, au-delà d'un basculement de la production et des emplois depuis les secteurs industriels vers les secteurs de services, les activités des entreprises deviennent plus complexes et plus diversifiées, au point que la frontière entre services et industries est aujourd'hui difficile à cerner. Nous avons exploité des données de bilan d'un échantillon extrêmement large d'entreprises françaises pour étudier la répartition de leurs activités entre production de biens et production de services. Ces données très détaillées révèlent que 83 % des entreprises industrielles ont une production de services pour autrui

et que près du tiers produisent en réalité plus de services que de biens. Au cours des années 1997-2007, cette tendance à produire des services s'est encore renforcée. Cette "servitisation" de l'industrie suggère qu'un processus de désindustrialisation est aussi à l'œuvre au sein même des entreprises industrielles. Cela amène à s'interroger sur la définition de ce qu'est l'industrie, et surtout à repenser en conséquence les analyses de la désindustrialisation et des politiques de compétitivité.

Internationalisation des enseignes de grande distribution et exportations des firmes agro-alimentaires françaises

Charlotte Emlinger, en collaboration avec Karine Latouche (INRA Nantes) et Angela Cheptea (INRA Rennes)

La grande distribution joue un rôle essentiel dans le commerce international de produits alimentaires. Plus de 70 % des ventes de ces produits passent par ce canal dans les pays développés. L'internationalisation des compagnies de grande distribution peuvent, à travers leurs stratégies d'approvisionnement, avoir un impact important sur le commerce, qui a peu été étudié dans la littérature. Dans le prolongement d'une étude précédente, qui avait montré que l'implantation d'enseignes de grande distribution d'un pays d'origine dans un pays hôte stimule le commerce entre les deux pays, cette étude analyse dans quelle mesure les fournisseurs de la grande distribution dans le pays d'origine sont avantagés par leurs implantations à l'étranger. Des données au niveau des firmes agro-alimentaires françaises sont mobilisées (douanes et Amadeus). En l'absence de données relatives aux contrats liant fournisseurs et enseignes, une base de données originale de certification des entreprises agroalimentaires françaises correspondant au standard privé IFS, est utilisée comme proxy des liens des entreprises avec la grande distribution française. Les premiers résultats suggèrent que le développement international des entreprises de la grande distribution est un vecteur important de promotion des exportations dans le secteur agroalimentaire. Une version préliminaire du papier a été présentée, la finalisation du travail est en cours.

Les déterminants du recours à la sous-traitance internationale

Farid Toubal, en collaboration avec Alireza Naghavi (University of Bologna) et Julia Spies (IAW, Tübingen)

Ce projet étudie comment les régimes des droits de propriété intellectuelle influencent l'organisation internationale de la production des entreprises multinationales. Plus particulièrement,

RÉFÉRENCE(S)

"Multinational Retailers and Firm Level Exports",
C. Emlinger, K. Latouche & A. Cheptea,
mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

"IPR, Product Complexity and the Organization of Multinational Firms",
F. Toubal, A. Naghavi & J. Spies,
Document de travail CEPPII,
n° 2013-31, Octobre.

il analyse comment les multinationales allouent les productions de tâches de différents niveaux de complexités, entre des pays ayant différents niveaux de protection des droits de propriété intellectuelle. L'analyse se concentre sur les déterminants du choix organisationnel opéré par les entreprises multinationales entre importer un bien intermédiaire produit par une filiale et le recours à une relation de sous-traitance internationale. Cette étude combine des données au niveau des entreprises françaises sur les choix d'importation à une nouvelle mesure de la complexité des produits, qui donne des informations sur le fait que la relation commerciale peut ou non impliquer un partage de technologies. Les résultats montrent que peu d'entreprises choisissent de passer par une relation de sous-traitance pour des échanges de produits de grande complexité. En étudiant l'interaction entre la complexité des produits et le niveau des protections intellectuelles dans le pays partenaire, il apparaît qu'une meilleure protection des droits de propriété intellectuelle accroît la part d'outsourcing des produits à haut niveau de complexité, mais accroît aussi la part d'outsourcing de produits moins complexes, plus enclins à l'imitation.

REFÉRENCE(S)

"(Not) made in France",
C. Emlinger & L. Fontagné,
La Lettre du CEPII,
n° 333, juin.

(Not) Made in France

Charlotte Emlinger et Lionel Fontagné

Ce projet avait pour objectif de rappeler la nature et l'importance des gains, en termes de pouvoir d'achat, que peuvent tirer les consommateurs de l'ouverture commerciale. Il s'agissait d'évaluer le surcoût potentiel pour les ménages français à acheter français les produits de consommation finale. Un ordre de grandeur des gains potentiels par ménage et par mois est proposé, et les questions méthodologiques liées à ce type d'évaluation sont discutées. En termes de politique économique, nous concluons que les écarts de prix observés constituent une marge de manœuvre pouvant être utilisée pour améliorer les conditions de travail dans les pays exportateurs, sous la pression des consommateurs.

REFÉRENCE(S)

"Les exportateurs français face aux variations de l'euro",
J. Héricourt, P. Martin &
G. Orefice,
La Lettre du CEPII,
n° 340, Janvier 2014.

Les exportateurs français face aux variations de l'euro

Jérôme Héricourt, Gianluca Orefice, en collaboration avec Philippe Martin

Le taux de change est régulièrement incriminé lorsqu'il s'agit de déplorer la perte de compétitivité à l'exportation des entreprises. Rien d'étonnant à cela puisqu'une variation de l'euro modifie subitement les rapports de prix des biens échangés. Mais dans quelles proportions affecte-t-elle les volumes et les prix des

exportations? Son effet est-il différent selon les secteurs, les marchés, la gamme du produit exporté, ou même l'ampleur du mouvement de change ? Ce projet répond à ces interrogations en examinant comment le taux de change affecte les exportations des firmes françaises. Les données que nous utilisons sont fournies par les Douanes françaises sur la période 1995-2010. Les résultats suggèrent notamment qu'une appréciation de l'euro de 10 % entraîne une diminution des exportations de 6 %, mais aussi une baisse des prix des biens intermédiaires importés de 2 à 3 %.

MONDIALISATION ET MARCHÉ DU TRAVAIL : L'IMPACT DU COMMERCE INTERNATIONAL SUR LES EMPLOIS ET LES SALAIRES

Mondialisation et mutation de la demande de travail des entreprises françaises

Lionel Fontagné et Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Ahmed Tritah (Université du Mans)

Ce travail concerne l'impact de la mondialisation sur la demande de travail des entreprises françaises. Il analyse dans quelle mesure ce sont effectivement les salariés affectés à des tâches plus facilement "délocalisables" et échangeables qui supportent le plus durement les conséquences de la mondialisation en termes de salaires et d'emplois. Ce travail est donc inspiré par les résultats de travaux théoriques récents sur le lien entre commerce et marché du travail montrant qu'au-delà des qualifications, mesurées par le niveau d'études, il est nécessaire d'incorporer dans l'analyse le type de tâches accomplies. Nous utilisons des données microéconomiques (Déclaration annuelle de données sociales) sur les salariés et sur les entreprises pour les périodes 1995-2007. Un travail important d'harmonisation des données utilisées a été accompli (en termes de nomenclature d'occupation notamment). Il a été produit un éventail de faits stylisés sur l'évolution des salaires et de l'emploi par occupation, séparément pour l'industrie et les services. La variance salariale a été décomposée pour déterminer notamment dans quelle mesure les variations sont surtout déterminées par le secteur d'activité ou le type d'occupation. Ce travail, programmé sur plusieurs années, doit aboutir en 2014.

L'avantage compétitif des entreprises intensives en travail qualifié : une étude sur le long terme

Farid Toubal, en collaboration avec Ariell Reshef (University of Virginia) et James Harrigan (University of Virginia)

Le modèle théorique et l'analyse empirique présentés par Harrigan et Reshef en 2011 montrent que l'ouverture au commerce a des effets complexes sur le marché du travail, dès lors que l'on considère que les entreprises d'un même secteur peuvent avoir des technologies plus ou moins intensives en travail qualifié. Le modèle montre qu'à partir du moment où les entreprises les plus compétitives sont aussi celles qui sont les plus intensives en travail qualifié, l'ouverture commerciale tend à favoriser le développement de ces dernières, entraînant une mutation de la demande de travail au sein de chaque firme et chaque secteur, au bénéfice des travailleurs qualifiés. Bien sûr ces évolutions se déroulent sur le long terme et dépendent de l'intensité de la concurrence internationale et du degré d'implication des entreprises dans le commerce international.

Ce projet vise à tester ce modèle et ses conclusions dans le cas de la France. L'analyse de long terme pourra aussi permettre de mesurer l'impact sur l'emploi et les salaires dans l'industrie française des grandes mutations de l'environnement international qu'a connues l'industrie française (marché unique européen, élargissements de l'UE, émergence de la Chine...).

Ce projet, programmé sur deux ans, se poursuit en 2014. L'année 2013 a été consacrée à l'établissement d'un accès aux données DADS, à la prise en main de la base et à une série d'analyses statistiques préliminaires.

White-collars blues ? L'impact du commerce de services sur l'emploi et les salaires

Farid Toubal, en collaboration avec Emmanuel Milet (Université de Paris 1) et Raul Sampognaro (Direction du Trésor)

L'impact du commerce international sur les marchés du travail est souvent vu comme un mécanisme inter-sectoriel : les secteurs sur lesquels reposent les avantages comparatifs des pays gagnent des emplois, alors que les secteurs fortement concurrencés par les importations en perdent. Cependant, les analyses récentes tendent à montrer qu'une large part du choc d'ouverture commerciale sur le marché du travail passe par des ajustements entre les entreprises d'un même secteur, voire, au sein de chaque entreprise. Ce projet

exploite les données françaises employeurs-employés pour étudier plus en détail l'impact du commerce international sur les emplois et les salaires. Il confirme qu'une grande partie du choc, notamment sur les écarts de salaires entre employés, a lieu au sein des secteurs et des entreprises elles-mêmes. Les résultats montrent aussi que l'effet du commerce sur les inégalités de salaires qui s'opère à l'intérieur des entreprises est beaucoup plus faible dans le secteur des services que dans le secteur manufacturier. Il est aussi plus faible au sein des entreprises nationales qu'au sein des multinationales. Dans une seconde partie, cette étude montre que l'outsourcing international pèse à la fois sur le travailleurs non qualifiés et qualifiés : l'outsourcing de biens intermédiaires affecte essentiellement les non-qualifiés, mais l'outsourcing de services aux entreprises concurrence les emplois qualifiés au sein des entreprises françaises.

Ce travail est en cours d'achèvement, un document de travail est à paraître prochainement.

OUVERTURE COMMERCIALE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUES

Termes de l'échange et performances économiques

Charlotte Emlinger et Laurence Nayman

Les pays ayant enregistré des gains de termes de l'échange ces dernières années ont-ils été ceux qui ont connu la plus grande croissance ou vu le bien-être de leur population s'améliorer ? Pour répondre à cette question, la première partie du projet a consisté à mener une analyse comparative de sources de données sur les termes de l'échange d'une centaine de pays, au terme de laquelle c'est une nouvelle version de la base BACI qui est apparue comme la source la plus fiable.

Par manque de disponibilité des auteurs, l'achèvement de ce projet a été repoussé à 2014. Les séries de prix agricoles, énergétiques et industriels seront mobilisées pour expliquer l'évolution des termes de l'échange des pays. De même, le lien avec le taux de change, la balance courante et le PIB par tête sera analysé à partir de la base Chelem BOP et PIB.

RÉFÉRENCE(S)

Un document de travail est à paraître au printemps 2014.

Ouverture commerciale, changements technologiques et qualité des institutions

Farid Toubal, en collaboration avec Matteo Cervellati, Alireza Naghavi (Univ. Bologna)

Ce travail étudie le rôle de la libéralisation des échanges, de la démocratisation et de leur interaction pour l'adoption de nouvelles technologies. Il développe un modèle théorique montrant qu'il existe une complémentarité entre le commerce et les régimes politiques. L'ouverture devrait accélérer l'adoption des nouvelles technologies si elle est couplée avec un haut niveau de qualité institutionnelle et un certain degré de démocratie. A l'inverse, l'ouverture aux échanges peut conduire à un ralentissement des changements technologiques dans les pays non-démocratique où une petite élite capture les rentes économiques. Nous utilisons des données de panel sur l'adoption de la technologie au niveau sectoriel pour la période 1980-2000 dans 129 pays. Les résultats montrent l'existence d'une interaction positive entre les changements institutionnels et l'ouverture commerciale : l'ouverture, associée à la démocratie, permet effectivement de favoriser l'adoption des technologies.

Programme

- Économies émergentes et migrations internationales

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES

ÉCONOMIES ÉMERGENTES

L'évolution du secteur manufacturier chinois entre 1998 et 2007

Françoise Lemoine, Sandra Poncet et Deniz Ünal

Ce travail visait à prendre la mesure de la reconfiguration spatiale de l'activité économique en Chine et notamment à préciser l'ampleur et les déterminants du rattrapage de l'intérieur par rapport à la zone côtière. L'étude analyse d'abord la dualité côte/intérieur à travers la distribution du PIB sur longue période (depuis le milieu du 20^e siècle), elle montre ensuite que dans les années 2000, les industries manufacturières de l'intérieur rattrapent les performances de celles de la côte. L'analyse économétrique met en évidence un processus de convergence très rapide au sein de l'industrie chinoise. Les résultats soulignent que le centre de gravité de la croissance économique a glissé depuis 2005 vers l'intérieur, entraînant une réduction de l'écart de PIB par tête entre côte et intérieur. Ce rattrapage macro-économique reflète avec retard un processus de convergence à l'œuvre au sein du secteur manufacturier dès la fin des années 1990. On assiste donc à une intégration croissante de l'économie chinoise en termes technologiques. Ces faits stylisés sont cohérents avec un processus par lequel l'intérieur rattrape la productivité du travail de la côte grâce à un transfert de technologie et de capitaux en provenance de cette région plus avancée.

L'impact des hausses différencierées de salaire minimum sur les entreprises chinoises

Sandra Poncet en collaboration avec Florian Mayneris et Zhang Tao

Ce travail vise à mettre en évidence l'impact sur les entreprises des hausses de salaire minimum mises en œuvre en Chine. L'étude économétrique met en évidence les différentes manières par lesquelles les entreprises manufacturières se sont ajustées pour faire face à l'augmentation des coûts salariaux lors de la réforme de 2004. Les répercussions sur le salaire moyen, le nombre d'employés, la survie, la productivité des entreprises et les profits sont successivement étudiées. Les résultats suggèrent que l'impact sur l'emploi est non significatif tandis que celui sur la productivité

RÉFÉRENCE(S)

"The Geographic Pattern of China's Growth and Convergence Within Industry", F. Lemoine, G. Mayo, S. Poncet & D. Ünal, *Document de travail CEPII*, n° 2014-04.

"Nouvelles dynamiques spatiales et convergence industrielle en Chine", F. Lemoine, S. Poncet & D. Ünal, *La Lettre du CEPII*, n° 339, Décembre.

"Consommation des ménages et régions de l'intérieur portent la croissance chinoise", F. Lemoine & D. Ünal, *Le Blog du CEPII, Faits & Chiffres*, 20 novembre 2013.

RÉFÉRENCE(S)

"Minimum wage and firm level repercussions : evidence from China", F. Mayneris, S. Poncet & Zhang Tao, *Document de travail CEPII*, à paraître.

est positif et significatif. Il apparaît ainsi que la hausse de salaire minimum incite les entreprises à améliorer leur productivité de sorte qu'elle ne se fait pas au détriment de l'emploi mais au contraire profite à la croissance.

RÉFÉRENCE(S)

"Comments on 'Middle-Income Traps – Are They Real?'"
C. Destais,
Draft Chapter 1 of the forthcoming report: Perspectives on Global Development 2014
OECD Development Centre - Paris Experts' meeting 16 - 17 September 2013, mimeo.

L'économie chinoise et le piège du revenu intermédiaire ("middle income trap")

Christophe Destais

La notion de "piège du revenu intermédiaire" (middle income trap) s'appuie sur l'idée avancée par Arthur Lewis dès 1954 selon laquelle le développement économique repose dans un premier temps sur une masse de main-d'œuvre en quantité illimitée issue d'une économie de subsistance. Cette main-d'œuvre est associée, dans l'industrie, à une quantité de capital sans commune mesure avec celle dont elle disposait dans le secteur agricole, ce qui entraîne une forte croissance et la génération d'une rente pour les détenteurs du capital dans la mesure où la persistance d'une surpopulation dans les campagnes fait pression à la baisse sur les salaires. Un butoir apparaîtrait lorsque les effets quantitatifs de cette libération de la main-d'œuvre seraient épuisés et que d'autres sources de la croissance, en particulier le progrès technique, ne prend pas le relai. Cette idée est restée très peu documentée sur le plan scientifique. L'objet du travail sur la Chine est de rendre compte des recherches qui alimentent ce débat et de juger de sa pertinence. En 2013, la revue de littérature a été poursuivie et un dialogue structuré sur la nature et la portée de la notion de middle income trap a été engagé avec le Centre de Développement de l'OCDE, mais le travail n'a pas encore abouti.

RÉFÉRENCE(S)

"Does Services Liberalization Affect Manufacturing Firms' Export Performance? Evidence from India",
Maria Bas,
Document de travail CEPII,
n° 2013-17, Juin.

L'impact de la libéralisation des services sur la performance exportatrice des entreprises manufacturières : le cas de l'Inde

Maria Bas

Ce travail visait à examiner le lien entre la réforme des secteurs de l'énergie, des télécommunications et des services de transport en Inde, au milieu des années 1990, et les performances à l'exportation des entreprises industrielles. L'analyse empirique s'appuie des indicateurs exogènes de régulation des secteurs concernés et des données de firmes détaillées pour la période 1994-2004. Les résultats obtenus montrent que la réforme des secteurs de services a augmenté la probabilité d'exportation et les parts de marché des entreprises industrielles en aval. Ils suggèrent que l'effet a été d'autant plus fort que les sociétés étaient initialement plus productives. Contrôlés par divers tests (causalité

inverse, autres réformes, caractéristiques des firmes), ces résultats empiriques apparaissent robustes.

Chronique de l'économie turque

Deniz Ünal

Depuis le démarrage des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne en 2005, le CEPPII mène un travail de veille sur l'actualité de l'économie turque, qui se traduit notamment par de nombreuses interventions dans les médias. Ce travail trouve son expression des éclairages sur des thèmes intéressants le public européen comme la politique industrielle turque, le redéploiement des exportations turques vers le Moyen-Orient et l'Afrique, la stratégie de l'implantation turque en Afrique comparée à celle de la Chine, les exportations turques de services culturels.

MIGRATIONS INTERNATIONALES

Les politiques d'immigration sélectives sont-elles efficaces?

Xavier Chojnicki, Maëlan Le Goff et Lionel Ragot

Ce projet vise à tester au niveau de chaque pays l'effet de la sélectivité croissante des politiques d'immigration sur le niveau de qualification des migrants. En effet, si la littérature qui s'intéresse à l'effet des politiques restrictives d'immigration sur le volume des flux migratoires est abondante, l'effet des politiques sélectives sur la composition des flux a été très peu étudié.

Le projet consiste à construire un indice de la sélectivité des politiques migratoires en s'inspirant des indicateurs existant qui mesurent la sévérité des politiques d'immigration (Fondazione Rodolfo De Benedetti ; Anna Maria Mayda and Krishna Patel, 2004).

En 2013, le travail a consisté à analyser la littérature existante et à procéder à une première analyse des données. Le projet sera finalisé en 2014.

Les migrations internationales de personnel médical : une étude comparative entre les pays de l'OCDE

Xavier Chojnicki, en collaboration Yasser Moullan (Université de Paris 1)

Ce projet vise à étudier l'impact de l'allongement de la durée de la vie sur l'évolution des flux migratoires internationaux des personnels de santé à destination des pays de l'OCDE. Il se fonde

sur une base de données en panels afin d'estimer les principaux facteurs d'attraction des personnels médicaux vers les pays de l'OCDE, parmi lesquels figure l'allongement de la durée de la vie démographique. Grâce aux coefficients estimés, les effets de l'allongement à venir de la durée de vie sont simulés, ce qui permet de prédire, à l'horizon 2020-2030, le nombre de médecins étrangers dont les pays de l'OCDE auront besoin dans le cas où aucun effort supplémentaire en matière de formation médicale ne serait fait.

Le projet est programmé sur les années 2013-2014. En 2013, la base de données a été construite et les premières régressions économétriques ont été effectuées.

Les déterminants des choix de localisation des étudiants en mobilité internationale : une étude sur un panel d'universités européennes

Lionel Ragot, en collaboration avec Michel Beine (Université du Luxembourg) et Marco Delogu (IRES, Louvain la Neuve)

Ce projet consiste en l'approfondissement d'une étude antérieure sur les déterminants des choix de localisation des étudiants en mobilité internationale (effets de réseaux, proximité linguistique et culturelle, coût de la vie...) qui utilisait des bases de données nationales de 13 pays de l'OCDE pour les années 2004 à 2006. Ce premier travail ne permettait pas de prendre en compte de manière fine des variables telles que la qualité de l'enseignement, le coût de la vie, les frais d'inscription, les capacités d'accueil, qui peuvent être très variables d'une université à l'autre au sein d'un même pays. Cette seconde étude est donc similaire mais sur une base de données par universités, construite pour quatre pays : France, Italie, Royaume-Uni et Belgique.

Le projet est programmé sur les années 2013-2014. En 2013, les deux bases nécessaires à ce travail ont été constituées : l'une porte sur les étudiants en mobilité par université, l'autre sur les caractéristiques des universités et de leur environnement (prix des loyers...).

Information des médias et formation des préférences individuelles relatives à l'immigration en Europe

Maelan Le Goff, Lionel Ragot en collaboration avec Mariya Aleksynska (Bureau International du Travail, Genève)

Des recherches récentes ont montré que les préférences individuelles jouent un rôle important dans la formulation des

REFERENCE(S)

"Immigration and Economic Integration: The Role of Public Opinions and Policies"
M. Aleksynska, M. Le Goff & L. Ragot,
Mimeo.

politiques migratoires. Ce projet s'inscrit dans le prolongement de ces travaux et vise à contribuer à l'identification des principaux facteurs qui déterminent la formation des opinions publiques. Il comporte deux volets. En premier lieu, il s'agit d'étudier l'influence sur les préférences individuelles des informations fournies par les médias concernant la présence des immigrés dans chacun des pays en distinguant : (i) les informations sur la dimension démographique et économique de la présence des immigrés : nombre de migrants admis ou régularisés, montant des prestations sociales dont ils ont bénéficié, taux de chômage parmi les immigrés, et (ii) les informations sur les aspects non économiques de la présence des immigrés : culture, intégration.

En second lieu, et dans la mesure où un impact des informations sur les préférences serait identifié, on s'interrogera sur le point de savoir si, d'une part, cet impact est temporaire ou de long terme et si d'autre part il évolue en fonction de la situation économique du pays. Pour mesurer les opinions, c'est l'Enquête sociale européenne qui est utilisée. Elle compile des données couvrant plus de 30 pays européens, entre 2002 et 2011. La constitution de la base des articles de presse traitant du sujet des migrations s'est avérée plus complexe qu'escompté mais les problèmes statistiques rencontrés ont été surmontés.

Programme

- Macroéconomie et finance internationales

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

CHÔMAGE, CROISSANCE ET CYCLES

Croissance et désendettement dans les pays de l'OCDE

Benjamin Carton

Depuis 2008, la baisse des prix des actifs (immobilier, actions, obligations) a déséquilibré le bilan des agents et conduit à un désendettement général du secteur privé. Or, le désendettement d'un agent limite les revenus des autres agents et donc leur propre capacité à se désendetter. Un régime de désendettement contre-productif peut alors apparaître, comme cela a pu avoir lieu au cours de la Grande Dépression ou comme cela a probablement eu lieu récemment dans les pays du Sud de l'Europe.

L'impact des inégalités sur le niveau et la structure de l'endettement privé

Jérôme Héricourt, en collaboration avec Rémi Bazillier (LEO, Université d'Orléans)

Une littérature macroéconomique très récente, qui analyse les déterminants de la crise financière, s'est intéressée au rôle possible des inégalités de revenus. Cette étude vise à approfondir l'analyse de leur rôle, en identifiant les canaux de transmission au travers desquels les variations des inégalités entraînent des variations du patrimoine ou de la dette nette. Pour cela, elle s'appuie sur des bases de données microéconomiques internationales totalement nouvelles, jamais ou très rarement exploitées jusqu'ici, comme le Household Finance and Consumption Survey (HFCS, 2010-2011, élaboré par un réseau comprenant la BCE, les banques centrales nationales et un certain nombre d'instituts statistiques de pays membres de la zone euro), dont la première édition est à disposition de la communauté scientifique depuis quelques mois. La réalisation du projet a été retardée du fait de difficultés imprévues d'accès à certaines de ces données. Un document de travail devrait être réalisé d'ici à la fin de l'année.

RÉFÉRENCE(S)

"Dette et croissance",
L'économie mondiale 2014,
B. Carton,
Coll. Repères, La découverte,
Paris, 2013.

référence(s)

"Production Trend Shocks and Economic Development", C.-F. Naoussi & F. Tripier, *Document de travail CEPII*, n° 2013-03, Janvier.

"Trend shocks and economic development", C.-F. Naoussi & F. Tripier, *Journal of Development Economics*, Vol. 103, No 103, July, 2013, p. 29-42.

"La croissance des pays émergents : entre transition et instabilité", F. Tripier, *Le Blog du CEPII*, 14 octobre 2013.

Cycles économiques et développement, une analyse sur le long terme

Fabien Tripier

Les économies des pays en développement et émergents sont marquées par de plus faibles niveaux de vie que celles des pays avancés mais également par une plus forte instabilité macroéconomique. Identifier les facteurs à l'origine de cette instabilité est essentiel pour comprendre les conditions qui pourraient conduire à une stabilisation de ces économies. En comparant quatre-vingt pays de niveaux de développement différents, nous examinons les environnements économiques propices à cette instabilité. Au-delà du niveau de vie, la qualité des institutions et la taille du secteur financier domestique se révèlent être déterminantes pour expliquer les différences internationales de cycle économique. Le projet de recherche présente un apport méthodologique en montrant comment, en partant d'un cadre d'analyse théorique suffisamment synthétique, il était possible de l'utiliser comme une grille d'interprétation des différences structurelles entre des pays pourtant très hétérogènes en matière de développement économique.

référence(s)

"The Few Leading the Many: Foreign Affiliates and Business Cycle Comovement," J. Kleinert, J. Martin & F. Toubal, *Document de travail CEPII*, 2012-18, Août.

Une danse à l'unisson ? L'origine étrangère des co-mouvements de cycles réels entre régions

Farid Toubal, en collaboration avec Julien Martin (Université catholique de Louvain)

La corrélation des cycles réels entre les régions peut résulter de chocs régionaux idiosyncratiques transmis à d'autres régions par le biais du commerce ou des migrations. En se fondant sur l'éanalyse de données individuelle de bilan et de commerce, ce projet montre que les filiales étrangères, qui ne représentent qu'une petite fraction du nombre total de d'entreprises, comptent pour une large part de l'emploi, de la valeur ajoutée et des échanges. En outre, la distribution des filiales étrangères entre les régions varie en fonction de leur nationalité d'origine, et les filiales étrangères augmentent la corrélation de l'activité entre leur région d'implantation et leur pays d'origine. Une part significative de la corrélation internationale des cycles est ainsi expliquée par l'activité de quelques entreprises multinationales.

Chômage et prix de l'immobilier dans les pays industrialisés

Thomas Grjebine, en collaboration avec François Geerolf

La crise initiée en 2007 a mis en évidence l'impact des krachs immobiliers sur l'emploi, en particulier dans le secteur de la construction. Ainsi, entre 2007 et fin 2012, 3 millions d'emplois dans la construction ont disparu aux États-Unis, et 1,6 millions en Espagne. Les effets des cycles immobiliers sur les marchés du travail des pays industrialisés sont ici étudiés en analysant leurs conséquences à la fois sur les variations du taux de chômage et sur les réallocations sectorielles de l'emploi. L'étude montre que les booms immobiliers ont un impact sur le marché du travail via notamment leurs effets sur les salaires et les taux de change réels (la "compétitivité"). Une hausse des prix immobiliers ne conduit pas seulement à la création d'emplois dans le secteur de la construction, elle produit également une appréciation du taux de change réel qui affecte les exportations et l'emploi industriel. Les booms immobiliers conduisent ainsi à un phénomène de désindustrialisation qui peut être rapproché d'un "syndrome hollandais".

En outre, les booms et les baisses des prix immobiliers ont des effets asymétriques : les conséquences négatives des baisses de prix sur l'emploi sont beaucoup plus importantes que les effets positifs des booms. En particulier, durant les phases de baisse des prix immobiliers, ces conséquences sur l'emploi sont plus négatives encore dans une union monétaire en raison de l'absence d'ajustements des taux de change nominaux. La version préliminaire de l'étude, déjà présentée dans plusieurs séminaires, fera prochainement l'objet d'un document de travail.

Le poids des cycles immobiliers dans les déséquilibres internes à la zone euro

Thomas Grjebine, en collaboration avec François Geerolf

A l'heure où les déséquilibres intra-européens sont décrits comme l'une des principales fragilités de la zone euro, les évolutions divergentes des cycles immobiliers dans la zone euro apparaissent comme l'un des facteurs explicatifs de ces déséquilibres. Les liens entre les prix de l'immobilier et les évolutions des comptes courants ont commencé à être discutés dans la littérature, mais la plupart des travaux ne porte que sur un nombre restreint de pays et sur la période récente (2000-2008). Cette étude montre que cette relation est beaucoup plus systématique à la fois dans l'espace et dans le temps. Il n'existe pas seulement une corrélation entre ces

REFÉRENCE(S)

- "House Prices Drive Current Accounts: Evidence from Property Tax Variations",
 F. Geerolf & T. Grjebine,
Document de Travail CEPII,
 n° 2013-18, Juin.
 Cet article a reçu le Prix RIEF
 2013 ("1st Prize for the best article
 in International Macroeconomics",
 Université Paris 1, CEPREMAP,
 CEPII et PSE).

deux phénomènes, mais une forte relation de causalité, relation de causalité valable sur les 40 dernières années pour une trentaine de pays : une augmentation des prix de l'immobilier de 10 % conduit à une détérioration du compte courant de 1,7 % du PIB.

Ce résultat s'explique par l'impact des prix de l'immobilier sur l'épargne et l'investissement dont le solde détermine les comptes courants. Suite à une hausse des prix immobiliers, l'épargne privée décroît – la consommation augmente – à travers des effets-richesse. La hausse des prix immobiliers provoque aussi une hausse de l'investissement résidentiel (la "construction"), mais également de l'investissement non-résidentiel du fait de l'allègement des contraintes de financement des firmes, les biens immobiliers étant utilisés comme collatéral par les firmes pour obtenir des financements de la part des banques. Ces mécanismes semblent notamment pertinents pour les pays de la zone euro.

REFERENCE(S)

"L'économie mondiale en mutation", chapitre 1,
C. Destais & S. Piton,
L'économie mondiale 2014,
Coll. Repères, La Découverte,
Paris, Septembre 2013.

L'économie mondiale 2014 - Chapitre 1

Christophe Destais et Sophie Piton

Rédaction du premier chapitre de L'économie mondiale 2014, consacré à la synthèse sur l'évolution de l'économie mondiale et les grands dossiers stratégiques de l'année.

REFERENCE(S)

Background paper: Conference on "The Future of the Eurozone, French and German perspectives" - Paris, October 15th, 2013,
C. Destais, Paris,
October 8th, 2013
Conference report : The Future of the Eurozone: French and German perspectives, 15 October 2013.

"Is There Any Rebalancing in the Euro Area?",
B. Carton & K. Hervé,
Document de travail CEPFI,
n° 2013-32, Octobre.

Suivi des politiques mises en œuvre pour juguler la crise de l'Euro

Christophe Destais, Benjamin Carton, en collaboration avec Karine Hervé

Les politiques mises en œuvre pour juguler la crise de l'Euro ont continué à faire l'objet d'un suivi. En 2013, l'accent a été mis sur l'analyse des enjeux liés à l'union bancaire et la portée du système de créances et de dettes entre les banques centrales membres de l'Eurosystème (Target 2). Ce suivi a pris la forme de plusieurs billets de blogs et d'intervention dans les médias et dans des conférences. Un dialogue franco-allemand sur l'Euro a également été organisé, partant du constat que si de nombreuses mesures ont été prises pour juguler la crise de l'Euro, l'essentiel des bases claires, durables solides et consensuelles pour la monnaie unique restent encore à définir.

RÉFÉRENCE(S)

"Post-Recession US Employment through the Lens of a Non-Linear Okun's Law",
M. Chinn, L. Ferrara & V. Mignon,
Document de travail CEPPII,
n° 2013-13, Mai.

Post-recession US employment through the lens of a non-linear Okun's law

Valérie Mignon en collaboration avec Menzie Chinn, Laurent Ferrara

Une des énigmes centrales après la crise financière et la Grande Récession qui a suivi a été la faible croissance de l'emploi au cours de la reprise qui a débuté en juin 2009. Alors que certains se sont inquiétés d'un dépassement de la croissance de l'emploi par rapport à celle du PIB, d'autres ont déploré la lenteur de la reprise de l'emploi. L'une des explications à ce débat réside dans l'instabilité de la relation entre l'évolution de l'emploi et la croissance du PIB.

Dans ce contexte, ce projet étudie la relation entre l'emploi et le PIB aux États-Unis. Les composantes cyclique et permanente de l'emploi sont distinguées via l'estimation d'une loi d'Okun non linéaire basée sur un modèle à correction d'erreur à transition lisse tenant compte simultanément des relations de long terme entre l'emploi et le PIB et de l'instabilité de court terme liée au cycle économique.

Les résultats, basés sur des prévisions conditionnelles hors échantillon montrent que, depuis la sortie de la récession de 2008-2009, l'emploi aux États-Unis est, en moyenne, environ 1 % au-dessous du niveau donné par la relation d'équilibre de long terme entre l'emploi et le PIB. Dans la mesure où la tendance de l'emploi dépend de facteurs structurels, sa reprise sera donc conditionnée par la mise en œuvre de mesures permettant l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, ainsi que d'autres politiques qui tendent à diminuer le taux de chômage naturel.

ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE LA VIE ET CROISSANCE

Allongement de la durée de la vie, productivité et soutenabilité de la politique publique : un modèle de comptabilité générationnelle appliqué aux cas de la France et de l'Allemagne

Xavier Chojnicki et Paul Eliot Rabesandratana (Université de Lille 1)

Ce projet propose une évaluation comptable des liens entre allongement de la durée de la vie, dépenses de santé et d'éducation et croissance de la productivité sur la base d'une analyse comparée des cas de la France et de l'Allemagne. Le programme de comptabilité générationnelle a été construit, les données ont été recueillies et mis en formes. Le projet sera finalisé en 2014.

REFÉRENCE(S)

"Vers une fiscalisation du financement de la protection sociale",
X. Chojnicki, J. Glachant & L. Ragot,
dans *La France face au vieillissement - Le grand défi*, Sous la direction de J.H. Lorenzi et H. Xuan, Descartes et Cie.

Les conséquences de l'allongement de la durée de la vie de la population sur la productivité et la croissance en France et en Allemagne et leur impact sur la convergence fiscale entre les deux pays

Xavier Chojnicki et Lionel Ragot

Ce projet vise à mieux comprendre les implications des différences de tendances démographiques sur les évolutions de la productivité du travail, le capital humain, le progrès technique et finalement les perspectives de convergence fiscale entre la France et l'Allemagne. Une première version du modèle sur la France est opérationnelle. Il s'agit d'un modèle d'équilibre général calculable en économie ouverte. Le travail sur les données et le modèle est en cours pour l'Allemagne. Le projet sera finalisé en 2014.

REFÉRENCE(S)

"L'économie du Japon",
É. Dourille-Feer,
Coll. Repères, La découverte,
Paris, 2014.

Analyse comparée en France et au Japon du marché du travail des seniors

Évelyne Dourille

Cette étude comparative sur le marché du travail des seniors au Japon et en France, programmée sur deux ans, devrait aboutir en 2014.

En parallèle, une série d'analyses originales portant sur la crise des années 1990, les mécanismes de reprise à l'œuvre entre 2002 et 2007 ainsi qu'en 2010, sur les causes et effets de la crise 2008-2009 au Japon, sur le bilan et les leçons à tirer de la triple catastrophe du 11 mars 2011, sur la mise en place des Abenomics et sur une réflexion sur l'internationalisation, monétaire, financière et commerciale du Japon, notamment en Asie, a permis de refondre l'ouvrage "L'économie du Japon" (collection Repères).

Il apparaît par ailleurs que la crise des années 1990 au Japon, initiée par l'éclatement de la double bulle des actifs boursiers et immobiliers a été à l'origine d'une crise de "récession de bilan" où la dette publique s'est substituée à la dette privée. Ce qui a permis d'éviter une contraction de l'économie du style années 1930 aux États-Unis. La reprise de 2002-2007 s'est appuyée sur l'assainissement financier des banques et des entreprises, les exportations étant devenues de plus en plus motrices pour la croissance. Comme la crise des subprimes s'est traduite par un ralentissement du commerce mondial, l'économie s'est contractée très violemment. La reprise de 2010 a de nouveau été stoppée par la triple catastrophe de mars 2011. Avec l'arrivée au pouvoir du

Premier ministre Shinzo Abe, fin 2012, des perspectives de rebond s'esquisse. Son triptyque de politique monétaire hardie, de relance budgétaire active et de réformes structurelles a déjà des retombées positives et peut dynamiser l'économie à moyen-long-terme. Dans l'avenir, le Japon devra encore relever les défis du vieillissement démographique, de la sécurité nucléaire, de l'endettement public et d'une intégration harmonieuse en Asie.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Politiques monétaires non-conventionnelles et canal du crédit bancaire

Olena Havrylychuk et Urszula Szczerbowicz

Depuis 2007, les banques centrales ont mis en place de nombreuses politiques monétaires non conventionnelles. Ces mesures, bien que passant par des canaux de transmission différents, ont le même objectif : faciliter la distribution de crédits dans l'économie. Malgré l'importance de cette question, la majorité des études qui examinent l'efficacité des politiques monétaires non conventionnelles se focalisent sur les marchés financiers et les agrégats macroéconomiques.

Un travail important a été réalisé sur la base de données des bilans de banques (Call Reports) et un certain nombre de données supplémentaires, incluant la mise en cohérence des données individuelles (10 000 bilans de banques). Le projet sera finalisé en 2014.

Politiques monétaires non conventionnelles et risque de désastre dans un modèle néo-keynésien

Urszula Szczerbowicz, en collaboration avec Marlène Isoré (MIT)

Les modèles théoriques utilisés actuellement par les banquiers centraux ne permettent pas d'analyser le rôle de la politique monétaire en présence d'incertitude et des fortes perturbations des marchés financiers. Cet article construit un modèle d'équilibre général qui reproduit une caractéristique importante de la récente crise, à savoir une perception de risque de désastre plus élevée qui conduit à anticipation auto-réalisatrice de récession.

Une légère variation de la probabilité de désastre affecte en effet les quantités macroéconomiques et les prix des actifs. En particulier, un accroissement du risque s'avère suffisant pour

RÉFÉRENCE(S)

"Disaster Risk in a New Keynesian Model",
M. Isoré & U. Szczerbowicz,
Document de travail CEPFI
n° 2013-12, Avril.

générer une récession sans occurrence effective du désastre. En étudiant cet effet dans un cadre néo-keynésien standard, en concurrence monopolistique avec rigidité des prix et en présence d'une règle de politique monétaire, ce travail fournit un cadre de référence pour l'étude des interactions dynamiques entre les effets macroéconomiques des événements rares et les rigidités nominales.

REFERENCE(S)

"On the Impact of Oil Price Volatility on the Real Exchange Rate – Terms of Trade Nexus: Revisiting Commodity Currencies", V. Coudert, C. Couharde & V. Mignon, *Document de travail CEPII*, n° 2013-40, Décembre.

Prix de l'énergie et taux de change réels des pays exportateurs

Valérie Mignon, en collaboration avec Virginie Coudert et Cécile Couharde (Université de Paris-Ouest)

La relation entre les termes de l'échange et les taux de change réels des pays producteurs de matières premières à court et long termes est l'objet de ces travaux, qui accordent une attention particulière au rôle dominant joué par le pétrole en étudiant l'effet non linéaire potentiel exercé par la situation sur le marché pétrolier sur la relation entre taux de change réel et termes de l'échange. Plus précisément, la volatilité des prix du pétrole est considérée comme une jauge des tensions sur les marchés des matières premières, en tenant compte des non-linéarités dans les réponses des taux de change aux termes de l'échange induites par la situation, calme ou volatile, sur le marché du pétrole.

C'est avec des modèles de régression à transition lisse en panel qu'est estimé le processus d'ajustement du taux de change effectif réel vers sa valeur d'équilibre, en fonction de la volatilité sur le marché du pétrole (panel de 52 pays exportateurs de matières premières et 17 pays exportateurs de pétrole sur la période 1980-2012).

Alors que les taux de change sont principalement déterminés par les fondamentaux et tendent à revenir vers leur valeur d'équilibre dans le régime de faible volatilité, les résultats montrent qu'ils sont surtout sensibles aux fluctuations des termes de l'échange lorsque les variations du prix du pétrole excèdent un certain seuil. La propriété de "devise matière première" (commodity currency) est à l'œuvre uniquement à court terme pour d'importantes variations du prix du pétrole.

RÉFÉRENCE(S)

"Current accounts and oil price fluctuations in oil-exporting countries: the role of financial development",
 J-P. Allegret, C. Couharde, D. Coulibaly & V. Mignon,
Document de travail CEPFI,
 n° 2013-19, Juin.

L'incidence des prix de l'énergie sur le solde du compte courant des pays producteurs

Valérie Mignon, en collaboration avec Jean-Pierre Allegret, Cécile Couharde et Dramane Coulibaly (Université de Paris-Ouest)

Les pays exportateurs de pétrole connaissent généralement d'importantes améliorations de leurs comptes courants suite à une forte augmentation des prix du pétrole. Ce travail réexamine le rôle joué par les fluctuations des prix du pétrole dans les déséquilibres actuels sur un échantillon de 27 pays exportateurs de pétrole sur la période 1980-2010. L'estimation de modèles non linéaires de régression à transition lisse en panel (1980-2010) permet d'affiner l'interprétation traditionnelle des effets des prix du pétrole sur les comptes courants.

Ce travail montre qu'alors que les comptes courants sont positivement affectés par les variations des prix du pétrole, cet effet est non-linéaire et dépend du degré de développement financier des pays exportateurs de pétrole. Plus précisément, il existe un seuil de profondeur financière, estimé à 25 %, en dessous duquel une augmentation des prix du pétrole améliore la position du compte courant et au-delà duquel l'intensité de cet effet positif diminue. En d'autres termes, les variations du prix du pétrole exercent un impact positif sur le compte courant pour les pays les moins développés financièrement, alors que cette influence positive tend à diminuer lorsque le degré de profondeur financière augmente.

La hausse des prix du pétrole n'est pas le principal moteur des surplus courants dans les pays exportateurs à haut niveau de développement financier, celle-ci n'ayant un effet significatif que pour les économies les moins développées financièrement. En revanche, le rôle joué par le processus de développement financier dans la répartition des revenus issus du pétrole et dans la capacité de ces pays à protéger leur économie des fluctuations des prix du brut semble crucial. Dans l'ensemble, nos résultats suggèrent que le point fondamental concernant l'amélioration de l'ajustement extérieur des pays exportateurs de pétrole et, plus généralement, la lutte contre les déséquilibres globaux, n'est probablement pas un renversement de la dynamique des prix du pétrole, mais plutôt la capacité institutionnelle de ces économies à mettre en place un système financier efficace.

RÉFÉRENCE(S)

"Nonlinearity of the inflation-output trade-off and time-varying price rigidity",
A. Lopez-Villavicencio &
V. Mignon,
Document de travail CEPII,
n° 2013-02, Janvier.

Inflation et rigidité des prix dans les pays de l'OCDE

*Valérie Mignon, en collaboration avec Antonia Lopez-Villavicencio
(CEPN, Université de Paris-Nord)*

La dynamique de l'inflation a considérablement évolué dans la plupart des économies avancées au cours de la dernière décennie, conduisant à un regain d'intérêt pour l'étude de la courbe de Phillips. Une grande partie de la littérature théorique et empirique suggère notamment que l'inflation serait devenue moins sensible aux fluctuations de la production et du chômage. Parallèlement, certains travaux ont remis en cause la vision traditionnelle de la courbe de Phillips, montrant que cette dernière pouvait exhiber diverses formes, convexes, concaves ou encore non linéaires par morceaux. Ces travaux ont notamment mis en évidence l'existence d'un phénomène de rigidité des prix jusqu'à un certain niveau d'inflation, remettant ainsi en cause la vision traditionnelle de la courbe de Phillips.

S'inscrivant dans le cadre de la courbe de Phillips traditionnelle, ce travail estime le niveau d'inflation qui affecte la rigidité des prix et d'étudier si celui-ci est ou non constant au cours du temps. Nous étudions six pays industrialisés (Canada, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et États-Unis) de 1970 à 2012. Des modèles à changement de régime à transition lisse afin de tenir compte de l'impact non linéaire exercé par le niveau d'inflation sont estimés : la relation production-inflation est modélisée par le biais d'un modèle à seuil, le lien entre les deux séries dépendant du niveau – faible ou élevé – de l'inflation.

Les résultats montrent que pour les six pays considérés, la pente de la courbe de Phillips, mais aussi le seuil d'inflation varient au cours du temps. La spécification que nous proposons permet de mettre en évidence des caractéristiques qui ne peuvent pas apparaître dans des modèles linéaires ou non linéaires statiques.

Ces résultats ont d'importantes implications en termes de politique économique. Premièrement, alors que toute la dynamique de l'inflation ne peut pas être capturée par une simple courbe de Phillips (les chocs d'offre importent), la conclusion selon laquelle la courbe de Phillips n'existe pas est erronée. Deuxièmement, les courbes de Phillips "tournées vers le passé" sont utiles pour expliquer le comportement de l'inflation une fois les non-linéarités prises en compte. Troisièmement, la vision largement acceptée selon laquelle une courbe de Phillips presque horizontale témoigne d'une politique monétaire bien menée est remise en question.

Enfin, le fait que la courbe de Phillips est non linéaire et varie au cours du temps ouvre la voie aux politiques opportunistes au sens de Orphanides et Wilcox (2002) dans le régime de rigidité des prix. Une évaluation précise du seuil définissant ce régime, permet aux décideurs politiques de réduire les taux d'intérêt afin de stimuler la croissance économique sans craindre les conséquences inflationnistes. Toutefois, le dépassement d'un tel seuil peut engendrer d'importantes pressions inflationnistes dans l'économie.

Les monnaies peuvent-elles jouer un rôle de valeur refuge pendant les crises ?

Virginie Coudert, en collaboration avec Cyriac Guillaumin (Université de Grenoble) et Hélène Raymond (Université de Paris-Ouest-La Défense)

Pendant les crises financières, les investisseurs ont tendance à se débarrasser de leurs actifs risqués, dont les prix s'effondrent, au profit d'autres actifs, soit sans risque (comme du cash ou des bons du Trésor d'un État très bien noté) soit des valeurs dites refuges, comme l'or ou les métaux précieux dont les prix quoique fluctuants sont censés bien se tenir pendant les crises. Certaines devises – le dollar, le yen, l'euro, le franc suisse... – sont souvent considérées comme pouvant constituer aussi des valeurs refuge.

Pour le vérifier, cette étude commence par définir les notions de "valeur refuge" et d'"actif sans risque". Ce dernier terme désigne une dette sans risque de défaut, qui offre donc des rendements sûrs. Au contraire, les "valeurs refuge" ont des rendements aléatoires, qui sont corrélés négativement au cycle financier ; elles ont ainsi tendance à procurer des rendements positifs pendant les crises. En contrepartie, leurs excès de rendement anticipé (ou "primes de risque") sont négatifs sur le long terme.

Seules deux monnaies, le dollar et le yen, satisfont les conditions pour être des valeurs refuges, car elles ont bien des excès de rendements négatifs sur le long terme (respectivement de -0,1 % et -1,1 % en moyenne annualisée) et positifs pendant les crises (respectivement de 2,3 % et 10,3 %). Toutes les autres monnaies ont le comportement symétrique : elles présentent des excès de rendements positifs sur longue période et négatifs pendant les crises ; les pertes sur toutes ces monnaies sont encore accentuées pendant les crises les plus sévères. C'est notamment le cas de l'euro. La monnaie unique a eu tendance à se déprécier pendant les pics de volatilité de 2010 et 2012 car ceux-ci ont été précisément engendrés par les craintes d'un défaut souverain à l'intérieur même de la zone et les risques de contagion qui auraient pu en résulter.

RÉFÉRENCE(S)

"Looking at the Other Side of Carry Trades: Are there any Safe Haven Currencies?",
V. Coudert, C. Guillaumin & H. Raymond,
Document de travail CEPII,
n°2014-03, Février.

RÉFÉRENCE(S)

"L'argent du FMI",
C. Destais,
La lettre du CEPII,
n° 330, Février.
(disponible également en anglais)

"The International Monetary System as a Swap Nexus",
C. Destais,
Think20 Papers 2014: Policy Recommendations for the Brisbane G20 Summit.
December 11th 2013.

"Central Bank Swaps and the International Monetary System",
C. Destais,
Mimeo.

Travaux sur le système monétaire international

Christophe Destais

Une analyse des modalités de financement du FMI et des enjeux économiques, financier et stratégiques associés a été réalisée. Elle offre un éclairage sur les débats en cours sur la place des pays émergents dans la gouvernance du Fonds, la taille qu'il doit avoir et le rôle qu'il est susceptible de jouer vis-à-vis de la zone Euro.

Un travail a également été mené sur les échanges (swaps) de monnaie locale entre des banques centrales. Ces swaps sont en effet devenus, depuis la fin de 2007, une composante clé du système monétaire international. Les accords signés par la Réserve Fédérale américaine (FED) à partir de la fin de 2007 ont joué un rôle important pour limiter l'ampleur de la crise de liquidité en dollars à laquelle les banques commerciales non-américaines étaient confrontées. Le 31 octobre 2013, la FED et cinq autres banques centrales occidentales, ont annoncé que ces lignes de swaps, jusque là provisoires, devenaient permanentes. De son côté, la banque centrale de Chine utilise les swaps comme un instrument structurant pour l'internationalisation du Renminbi. Elle a notamment signé deux accords importants en 2013 avec la Banque d'Angleterre et la BCE. Comme l'avaient fait avant les autorités monétaires singapouriennes et australiennes, la BOE et la BCE ont annoncé leur intention de refinancer en Renminbi les banques sous leur supervision, en cas de crise de liquidité.

Ces lignes de swaps entre banques centrales peuvent atteindre des montants très élevés et être mises en place très facilement mais elles sont aussi plus précaires que des dispositions institutionnelles alternatives, comme le FMI ou les accords financiers régionaux.

En 2010, la Corée du Sud a échoué à inclure les swaps entre banques centrales dans le chapitre du communiqué final du sommet du G20 de Séoul traitant du système monétaire international. Toute nouvelle tentative se heurterait probablement à l'hostilité insurmontable des acteurs clés qui souhaitent conserver leur pouvoir discrétionnaire dans ce domaine. Une approche plus modeste mais peut-être plus praticable consisterait à ce que le G20 se prononce sur un ensemble de principes généraux applicables aux swaps entre les banques centrales sur la transparence, la prévisibilité et le caractère non-discriminatoire à ces accords.

RÉFÉRENCE(S)

"How Macroeconomic Imbalances Interact? Evidence from a Panel VAR Analysis",
B. Gnimassoun & V. Mignon,
Document de travail CEPPII,
n° 2013-42, Décembre.

How macroeconomic imbalances interact? Evidence from a panel VAR analysis

Valérie Mignon, en collaboration avec Blaise Gnimassoun (Université de Paris-Ouest-La Défense)

Cet article étudie les interactions entre les trois principaux déséquilibres macroéconomiques : déséquilibres courants (déséquilibres externes), écarts de production (déséquilibres internes) et mésalignements de taux de change. À cette fin, un modèle VAR est estimé en panel sur un échantillon de 22 pays industrialisés au cours de la période 1980-2011.

Les résultats montrent que les déséquilibres macroéconomiques interagissent fortement à travers une relation de causalité. Si les déséquilibres courants menacent effectivement la stabilité de l'économie mondiale, leur origine se trouve dans les déséquilibres internes et les mésalignements de taux de change : les chocs d'output gaps positifs ainsi que les surévaluations de change creusent les déficits courants. En outre, alors que les variations des déséquilibres extérieurs résultent principalement des mésalignements de change dans la zone euro, ils sont essentiellement expliqués par les écarts de production pour les pays non-membres de la zone. Ces résultats suggèrent que les politiques visant à réduire les déséquilibres globaux devraient se concentrer sur la réduction des déséquilibres internes (output gaps) et la résorption des mésalignements de change.

Current-account adjustments and exchange-rate misalignments

Valérie Mignon en collaboration avec Blaise Gnimassoun (Université de Paris-Ouest-La Défense)

L'ampleur des déséquilibres des comptes courants et, surtout, leur persistance dans plusieurs pays industrialisés sont devenus une question clé. Alors que le déficit courant américain représentait en moyenne 1,6 % et 1,7 % du PIB dans les années 1980 et 1990, il atteint aujourd'hui près de 6 % du PIB des États-Unis. Cette tendance est également observée pour certains pays de la zone euro, comme l'Espagne, le Portugal et la Grèce, qui ont respectivement atteint des déficits courants de 8 %, 10 % et 11 % du PIB. Dans le même temps, d'autres pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse, enregistrent des excédents courants, supérieurs à 10 % du PIB pour la Norvège et la Suisse.

RÉFÉRENCE(S)

"Current-Account Adjustments and Exchange-Rate Misalignments",
B. Gnimassoun & V. Mignon,
Document de travail CEPPII,
n° 2013-29, Septembre.

Ces déséquilibres de comptes courants sont ici étudiés en accordant une attention particulière aux mésalignements de taux de change. Une modélisation non linéaire reliant la persistance des déséquilibres de comptes courants à l'écart du taux de change à sa valeur d'équilibre est utilisée. L'estimation d'un modèle de régression à transition lisse sur un panel de 22 pays industrialisés montre que la persistance des déséquilibres de comptes courants dépend fortement des mésalignements de change. Alors qu'il n'existe pas de persistance dans les cas de sous-évaluation ou faible surévaluation de la monnaie, la persistance tend à augmenter pour des surévaluations supérieures à 11 %. En outre, alors que les déséquilibres sont persistants même pour de très faibles surévaluations au sein de la zone euro, la persistance est observée uniquement pour les surévaluations supérieures à 14 % pour les pays non membres.

Les mésalignements de change doivent donc être suivis avec attention dans une optique de résorption des déséquilibres courants. Cela est particulièrement vrai pour les pays en union monétaire, afin d'éviter d'importants coûts liés aux ajustements de déséquilibres courants insoutenables. Une politique budgétaire restrictive apparaît plus appropriée en cas de surévaluation afin de limiter la perte de compétitivité et la détérioration du compte courant. À l'inverse, en période de sous-évaluation, une politique plus expansionniste doit être menée. De telles politiques sont particulièrement souhaitables au sein d'une union monétaire dans la mesure où d'importantes divergences en termes de compétitivité sont nuisibles à l'union.

SYSTÈMES FINANCIERS ET RÉGULATION

La séparation des activités bancaires dans l'UE

Fabien Tripier

Le projet portait initialement sur la séparation des activités bancaires dans l'UE. L'originalité du projet était d'aborder cette problématique en partant des problèmes de concurrence sur le marché de la banque de détail (dépôts et prêts avec les agents non financiers). La revue de la littérature et l'analyse récente des études de la commission européenne ont montré que subsistaient encore d'importants obstacles à concurrence sur le marché des dépôts et ce en dépit des actions de la Commission pour la promotion de la concurrence sur le marché des services financiers et du développement de nouveaux acteurs (comme les banques en ligne).

Il est apparu nécessaire d'examiner plus en détail l'efficacité de l'intermédiation financière en présence de ces obstacles qui donnent lieu à des relations de clientèle durable entre les banques et les agents non financiers. Les premiers résultats établissent un lien entre ces obstacles et l'accès des banques à des liquidités sur le marché interbancaire suggérant que les politiques de promotion de la concurrence puissent aussi avoir des vertus stabilisatrices sur le système financier. Le projet sera finalisé en 2014.

Qui supporte le coût des taxes bancaires ?

Gunther Capelle-Blancard et Olena Havrylchyk

En réaction à la crise récente et parallèlement aux initiatives réglementaires, on a vu fleurir de nombreux projets visant à un alourdissement de la fiscalité sur les activités bancaires. Ces projets diffèrent par leurs modalités (quel périmètre ? quelle assiette ? quel taux ?) et par leurs objectifs. Il s'agit, selon les cas, de faire supporter aux banques le coût de leur sauvetage, d'alimenter un fonds de garantie évitant à l'avenir aux contribuables d'avoir à renflouer les banques en faillite, de décourager les comportements les plus risqués, de compenser certaines distorsions fiscales (les services financiers ne sont pas soumis à la TVA), de limiter la taille du secteur financier, voire, simplement, d'augmenter les recettes budgétaires mises à mal par la crise. Indépendamment des modalités ou des objectifs d'une taxe sur les activités bancaires, une question cruciale se pose. Qui supporte in fine le fardeau fiscal : les banques ou leurs clients ?

Dans cette étude, nous examinons empiriquement la capacité des banques à transmettre la charge fiscale à leurs clients. Quelques études empiriques ont montré que les banques répercutaient sur leurs clients une partie de l'impôt sur les sociétés qui leur incombaient, mais ces études souffrent de nombreux problèmes méthodologiques (endogénéité, variable omise, mauvaise spécification de la charge fiscale) et aucune ne tient compte du pouvoir de marché des banques, ni du degré de concurrence. En s'appuyant sur une base de données regroupant 1 411 banques commerciales européennes sur la période 1992-2008, les résultats de l'étude suggèrent que les banques ne transfèrent pas l'impôt sur les sociétés à leurs clients : le lien entre leur taux d'imposition implicite (calculé en rapportant l'impôt sur les sociétés au résultat avant impôt) et la marge d'intérêt n'est pas significatif. Ce résultat est en contradiction avec les études antérieures et ce désaccord n'est pas lié à des différences d'échantillonnage mais bien à la

RÉFÉRENCE(S)

- "Production Incidence of Bank Levy and Bank Market Power",
G. Capelle-Blancard, O.
Havrylchyk,
Document de travail CEPII,
n° 2013-21, Juillet.

"The Ability of Banks to Shift
Corporate Income Taxes to
Customers",
G. Capelle-Blancard, O.
Havrylchyk,
Document de travail CEPII,
n° 2013-09, Février.

façon dont plusieurs problèmes méthodologiques des estimations précédentes sont traités ici. En outre, l'incidence fiscale n'est guère sensible au degré de concurrence ni au pouvoir de marché des banques ; les conclusions restent donc valables pour des marchés peu concurrentiels.

Une seconde partie du projet analyse dans quelle mesure les banques sont susceptibles de répercuter les taxes sur leurs bilans. Dans le cadre d'une version oligopolistique du modèle Monti-Klein, l'incidence d'une taxe bancaire prélevée sur les prêts est d'autant plus forte que l'élasticité de la demande de crédit est faible. Pour tester cette hypothèse, l'incidence de la taxe hongroise sur les actifs bancaires introduite en 2010 est étudiée. Cette taxe est particulièrement bien adaptée, car le taux d'imposition est beaucoup plus élevé pour les grandes banques que pour les petites ce qui permet, par l'approche en double-différence, de distinguer l'impact de la taxe d'un autre choc qui pourrait s'être produit simultanément. Conformément à la théorie, les estimations montrent que la taxe bancaire est transmise aux clients avec la plus petite élasticité de la demande, en particulier donc les ménages.

REFERENCE(S)

"Search Frictions, Credit Market Liquidity, and Net Interest Margin Cyclicity,"
K. E. Beaubrun-Diant & F. Tripier,
Document de travail CEPII,
n° 2013-41, Décembre,
À paraître dans *Economica*.

L'efficacité de l'intermédiation bancaire durant la crise

Fabien Tripier

Les difficultés d'accès des entreprises au financement externe ont joué un rôle central dans la crise économique récente et sont aujourd'hui déterminante pour l'évolution des économies avancées lors de la sortie de cette crise. L'objectif du projet était d'approfondir la compréhension des mécanismes économiques gouvernant les évolutions du volume du crédit au cours du cycle mais également celles du coût du crédit pour les entreprises, moins bien expliquées par la théorie économique.

Le projet de recherche a donc porté sur la marge nette d'intérêts du secteur bancaire qui mesure l'écart entre le rendement des prêts et le coût des dépôts. Le comportement cyclique de cette marge détermine les variations du coût du financement des entreprises au cours du cycle et constitue ainsi un mécanisme de transmission de la politique monétaire. Au cours de la crise, cette marge a brutalement augmenté dans l'économie américaine entre 2008 et 2010 pour se maintenir ensuite à des niveaux élevés alors qu'elle avait régulièrement baissé depuis le milieu des années 1990. Nous avons proposé une explication théorique nouvelle de ce comportement contra-cyclique de la marge nette d'intérêts basée sur les coûts de recherche sur les marchés du crédit : une baisse

du volume du crédit aussi des coûts de recherche de financement plus élevés des entreprises affaiblissant leur position lors de la négociation contractuelle avec leur établissement bancaire.

L'évolution de l'intermédiation financière et la taxation des transactions financières

Olena Havrylchyk et Gunther Capelle-Blancard

Ce projet a été réorienté pour se focaliser sur la taxation des transactions financières. Presque 80 ans après la proposition de John Maynard Keynes de taxer les transactions à Wall Street, 40 ans après celle de James Tobin de placer quelques grains de sable dans les rouages trop bien huilés de la finance mondiale, l'idée de taxer les transactions financières n'a jamais autant été d'actualité. La France en août 2012, puis l'Italie en mars 2013 ont décidé de taxer les échanges de titres et prochainement, c'est à onze que les pays de la zone euro vont appliquer le projet de taxe de la commission européenne. Les opposants à la taxe sur les transactions financières – nombreux bien sûr parmi les professionnels de la finance, mais aussi parmi les économistes – font valoir qu'elle serait contre-productive : loin de réduire l'instabilité des marchés, cette taxe contribuerait à augmenter la volatilité en diminuant la liquidité. Pourtant, dans leur ensemble, les études empiriques ne décèlent aucun effet sur la volatilité (ni dans un sens, ni dans l'autre), malgré la baisse des volumes de transaction. De même, la taxe française introduite en août 2012 a certes induit une baisse des volumes, mais sans que cela n'ait d'effet sur la volatilité des titres concernés.

RÉFÉRENCE(S)

"The Impact of the French Securities Transaction Tax on Market Liquidity and Volatility",
G. Capelle-Blancard &
O. Havrylchyk,
Centre d'Économie de la Sorbonne, Document de travail 85.

"Taxer les transactions financières n'a pas d'incidence sur la volatilité des marchés financiers",
G. Capelle-Blancard &
O. Havrylchyk,
La Lettre du CEPII,
n° 331, Mars.

Rapport d'activité



Les annexes

Annexe 1

■ Les publications du CEPII

INTERNATIONAL ECONOMICS
ÉCONOMIE INTERNATIONALE

N° 133 - 1^{er} trimestre 2013

"Introduction: Recent international macroeconomic and financial issues", Jean-Pierre Allegret, Cécile Couharde & Valérie Mignon.

"Currency undervaluation and growth: Is there a productivity channel?", Samba Mbaye.

"Financial versus demand shocks in stock price returns of U.S. non-financial firms in the crisis of 2007", Varvara Isyuk.

"Does modern banking lead to money privatization?", Thomas Grjebine.

"Coping with the recent financial crisis: Did inflation targeting make any difference?", Armand Fouejeau.

"Forecasting value-at-risk using time varying copulas and EVT return distributions", Theo Berger.



Rédacteurs en chef :
V. Mignon & F. Toubal.
<http://ees.elsevier.com/inteco/>

N° 134 - 2^e trimestre 2013

"Consumer confidence as a predictor of consumption spending: Evidence for the United States and the Euro area Stephane Dees", Pedro Soares Brinca.

"Market effects of information requirements under the Biosafety Protocol", Antoine Bouët, Guillaume Gruère & Laëtitia Leroy.

"Green growth: From intention to implementation", Pierre-André Jouvet & Christian de Perthuis.

"Monetary policy and capital regulation in the US and Europe", Ethan Cohen-Cole & Jonathan Morse.

"Impact of trade reforms in Tunisia on the elasticity of labour demand", Rim Ben Ayed Mouelhi & Monia Ghazali.

N° 135-136 - 3^e & 4^e trimestres 2013

"Economic policy, tourism trade and productive diversification Iza Lejárraga, Peter Walkenhorst.

"Trade linkages and growth in Latin America: An SVAR analysis", Miguel Ángel Saldarriaga & Diego Winkelried.

"Asymmetric effects of exchange rate variations: An empirical analysis for four advanced countries", Hayet Jihene Elbejaoui.

"Exchange rates, international trade and trade policies", Alessandro Nicita.

"Banking soundness and financial crises' predictability: a case study of Turkey", Wajih Khallouli & Mahmoud Sami Nab.

"Economic and employment impacts of climate change mitigation policies in OECD: a general-equilibrium perspective", Jean Chateau & Anne Saint-Martin.

LA LETTRE DU CEPPI

Gagnants et perdants des réformes structurelles en Inde

M. Bas, A. Berthou, n° 329, janvier

Alors que la nouvelle série de politiques visant la poursuite du processus de libéralisation de l'économie indienne est contestée, il est intéressant d'étudier la première vague de réformes qui a eu lieu au début des années 1990. Visant à libéraliser le commerce et le système bancaire, ces réformes semblent avoir augmenté la productivité agrégée du secteur manufacturier mais leurs effets apparaissent différents selon les entreprises. Que ce soit la libéralisation du commerce des services ou du secteur bancaire, ces réformes semblent avoir profité aux entreprises initialement les plus performantes. De plus, la libéralisation financière a surtout profité aux entreprises implantées dans les Etats dotés d'institutions financières plus développées.

L'argent du FMI

C. Destais, n° 330, février

On parle souvent des crédits accordés par le FMI et des programmes d'ajustement dont ils sont assortis mais beaucoup plus rarement de ses ressources. Ces dernières lui proviennent des États-membres qui s'engagent à le financer de manière permanente dans la limite d'un certain montant, la quote-part, et de crédits que les plus riches d'entre-eux acceptent de lui accorder, notamment en période de crise. La mesure exacte de ces ressources est toutefois rendue difficile par la complexité de concepts comptables spécifiques et des publications financières certes régulières mais d'un accès ardu. Pourtant, cette mesure offre un éclairage sur les débats en cours sur la place des pays émergents dans la gouvernance du Fonds, la taille qu'il doit avoir et le rôle qu'il est susceptible de jouer vis-à-vis de la zone Euro.

Taxer les transactions financières n'a pas d'incidence sur la volatilité des marchés financiers

G. Capelle-Blancard, O. Havrylychuk, n° 331, mars

Presque 80 ans après la proposition de John Maynard Keynes de taxer les transactions à Wall Street, 40 ans après celle de James



Rédacteurs en chef :
G. Capelle-Blancard
depuis septembre 2013 :
A. Chevallier & S. Piton

La Lettre du CEPPI est disponible
sur www.cepii.fr

Tobin de placer quelques grains de sable dans les rouages trop bien huilés de la finance mondiale, l'idée de taxer les transactions financières n'a jamais autant été d'actualité. La France en août 2012, puis l'Italie en mars 2013 ont décidé de taxer les échanges de titres et prochainement, c'est à onze que les pays de la zone euro vont appliquer le projet de taxe de la commission européenne. Les opposants à la taxe sur les transactions financières – nombreux bien sûr parmi les professionnels de la finance, mais aussi parmi les économistes – font valoir qu'elle serait contre-productive : loin de réduire l'instabilité des marchés, cette taxe contribuerait à augmenter la volatilité en diminuant la liquidité. Pourtant, dans leur ensemble, les études empiriques ne démontrent aucun effet sur la volatilité (ni dans un sens, ni dans l'autre), malgré la baisse des volumes de transaction. De même, la taxe française introduite en août 2012 a certes induit une baisse des volumes, mais sans que cela n'ait d'effet sur la volatilité des titres concernés.

Ajustement carbone aux frontières et risque de représailles commerciales : quel coût pour l'UE ?

J. Fouré, H. Guimbard, S. Monjon, n° 332, mai

Mener une politique climatique unilatéralement impose, au moins dans un premier temps, un coût plus important à l'économie, en particulier aux secteurs industriels à forte intensité énergétique exposés à la concurrence internationale. L'uniformisation des règles du jeu entre producteurs nationaux et étrangers, par exemple en appliquant une taxe carbone aux importations, est souvent présentée comme une option politique attrayante pour les pays qui voudraient aller de l'avant sans attendre un accord climatique mondial. C'est l'objectif d'un ajustement carbone aux frontières (ACF). Néanmoins, en utilisant une telle mesure, un pays s'expose à d'éventuelles représailles commerciales. Le CEPII a évalué les conséquences qu'aurait l'application d'un ACF sur les importations de produits intensifs en énergie dans l'UE, notamment les pertes d'exportation que subiraient ses partenaires commerciaux. L'ACF permettrait aux producteurs européens de produits intensifs en énergie d'augmenter légèrement leur production en regagnant des parts de marché sur les marchés européens. En revanche, les autres secteurs seraient pénalisés. Les éventuelles représailles commerciales mises en œuvre par ses principaux partenaires pourraient renforcer ces tendances car elles viseraient des produits sensibles, généralement peu intensifs en énergie. Néanmoins, leur impact sur le revenu réel et le PIB européen resterait marginal.

(Not) Made in France

C. Emlinger, L. Fontagné, n° 333, juin

Un quart de notre consommation de biens porte sur des biens en provenance des pays de délocalisation et permettent au consommateur final de réaliser des gains de pouvoir d'achat substantiels, par rapport à l'achat de produits équivalents Made in France. Nous évaluons ces gains potentiels de 100 à 300 euros par ménage et par mois. Il y a là une marge de manœuvre pouvant être utilisée pour améliorer les conditions de travail dans les pays exportateurs, sous la pression des consommateurs.

L'efficacité des dispositifs de soutien à l'exportation

M. Crozet, J. Gourdon, F. Mayneris, T. Mayer, D. Mirza, n° 334, juillet

Comme la plupart des pays du monde, la France propose diverses aides publiques aux entreprises souhaitant exporter. Deux rapports publics, publiés coup sur coup en 2013, dressent le bilan de ce dispositif. Ils soulignent notamment sa complexité et le fait qu'il est parfois mal adapté aux besoins des PME, et énoncent quelques pistes de réforme. À cette occasion, La Lettre du CEPII fait le point sur la raison d'être, les limites et les conséquences économiques des politiques d'aides à l'exportation ciblant les PME, en s'appuyant notamment sur des analyses d'impact des dispositifs tunisien et français conduites récemment par des économistes du CEPII. Ces études montrent que ces aides sont des outils relativement efficaces pour le développement à l'étranger des entreprises, mais que leur impact économique reste limité. Les effets sur les exportations des entreprises sont modestes et l'ampleur des conséquences de ces dispositifs est bien trop faible pour améliorer de façon visible et durable la compétitivité des pays.

Les enjeux économiques du partenariat transatlantique

L. Fontagné, J. Gourdon, S. Jean, n° 335, septembre

En juillet 2013, les États-Unis et l'Union européenne se sont engagés dans la négociation d'un Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement. Compte tenu du faible niveau de leur protection tarifaire réciproque, la libéralisation commerciale consistera surtout à réduire les barrières non tarifaires qui, elles, restent élevées. Nos simulations indiquent que le commerce bilatéral pourrait s'en trouver augmenté de moitié. Cependant, les enjeux de la négociation en cours vont bien au-delà des échanges bilatéraux et concernent la place des deux partenaires dans les nouveaux rapports de force économiques mondiaux.

Les transformations des échanges agricoles bousculent l'agenda multilatéral

S. Jean, J.-C. Bureau, n° 336, octobre

Le commerce international de produits agricoles a profondément évolué depuis le début du siècle du fait de la montée en puissance des pays émergents, du développement des agrocarburants et de la rupture, observée depuis 2007, de la tendance longue de baisse des prix. Du côté des négociations commerciales, l'écart de plus en plus important entre droits de douane appliqués et consolidés, le développement du soutien interne à l'agriculture dans les pays émergents et les restrictions aux exportations ont changé la donne. L'agenda agricole du cycle de Doha apparaît de moins en moins en phase avec les réalités actuelles.

L'OMC en quête d'un avenir

L. Fontagné, S. Jean, n° 337, novembre

Le cycle de Doha n'aboutira pas à un accord global tel qu'on pouvait l'imaginer à son lancement il y a 12 ans. L'OMC n'a pas réussi à s'imposer comme enceinte pertinente pour redéfinir les règles du commerce mondial et les négociations de la Conférence ministérielle qui se tiendra du 3 au 6 décembre à Bali ne porteront que sur des sujets d'une portée limitée. Au-delà de la capacité des États membres à s'accorder sur ces sujets, l'enjeu sera d'esquisser des pistes crédibles de réforme du système commercial multilatéral.

Les étudiants étrangers : un enjeu de la politique migratoire

L. Ragot, n° 338, décembre

Depuis quarante ans, les étudiants du supérieur sont de plus en plus nombreux à suivre une formation dans un pays étranger, et la concurrence entre pays d'accueil – principalement pays de l'OCDE – s'intensifie. Ces étudiants en mobilité constituent une cible privilégiée des politiques d'immigration sélective en faveur des qualifiés et sont une source de revenus conséquents pour le financement des systèmes éducatifs. Pour renforcer l'efficacité des politiques d'attraction menées par les pays d'accueil, il est important de mieux identifier les déterminants des choix de localisation des étudiants. Cette Lettre montre que les leviers à disposition des pouvoirs publics sont l'augmentation des capacités d'accueil, la qualité de l'offre d'enseignement et la réduction du coût de la vie des étudiants.

Nouvelles dynamiques spatiales et convergence industrielle en Chine

F. Lemoine, S. Poncet, D. Ünal, n° 339, décembre

Depuis le milieu des années 2000, un rééquilibrage économique du territoire chinois s'est amorcé en faveur des régions intérieures. Leur rattrapage résulte d'un processus de convergence à l'œuvre dans l'industrie manufacturière depuis la fin des années 1990 et qui témoigne de l'intégration technologique croissante de l'espace chinois. Ce basculement du centre de gravité de l'économie de la façade maritime vers les régions centrales est l'un des aspects de la transition de la Chine vers un nouveau régime de croissance, moins dépendant des marchés mondiaux.

THE CEPPII NEWSLETTER

Juillet 2013

Focus

Réforme de l'immigration aux Etats-Unis : des régularisations, mais pas seulement

Edito

Mieux informer

Faits et chiffres

Bangladesh : deuxième exportateur mondial dans le secteur du textile

Opinion

Réflexions sur les transformations du modèle chinois (1/3)

Bases de données

Panorama de l'économie mondiale



Disponibles sur
www.cepii.fr

Septembre 2013

Focus

L'économie mondiale 2014

Edito

Nouvelle publication: le Policy Brief

Faits et chiffres

Baisse des prix immobiliers : un phénomène exceptionnel ?

Opinion

Japon : une décennie pas si perdue que ça

Bases de données

Profils Institutionnels

Network Trade

Octobre 2013

Focus

L'importance de la recherche sur les causes de résistance au commerce

Faits et chiffres

98mds\$ par an

Opinion

Japon : jusqu'ici tout va bien...

Novembre 2013

Focus

La banque centrale japonaise face à des défis de taille

Edito

Repenser la négociation multilatérale

Faits et chiffres

+50%

Opinion

Zone euro : un rééquilibrage des balances courantes en trompe-l'œil

Décembre 2013

Focus

Neuvième Ministérielle de l'OMC à Bali : sauver les apparences, et après ?

Faits et chiffres

-5pts

Opinion

La BCE n'agira davantage que si l'on descend dangereusement en dessous de 1% de croissance ou si l'inflation continue à glisser vers le bas

July 2013

Focus

Trade Liberalization in the Bio-Economy: Coping with a New Landscape

Edito

For a Better Information

Facts and Figures

Round-Tripping of Russian Foreign Investment via Cyprus

Opinion

Fast Rising Inequality in China: What Can Be Done about It?

Databases

World Economic Overview

September 2013

Focus

Significant Economic Gains could be Achieved through a Transatlantic Trade Partnership

Edito

New publication: The CEPII Policy Brief

Facts and Figures

310

Opinion

Emerging turbulences

Databases

Network Trade

Institutional Profiles Database

October 2013

Focus

Why Investigation on Sources of Resistance to Globalization Matters

Facts and Figures

\$98bn per year

Opinion

WTO: Rethinking the Special and Differential Treatment Granted to Developing Countries

November 2013

Focus

WTO: Rethinking the special and differential treatment granted to developing countries

Facts and Figures

-\$6bn

Opinion

Imbalances in the Euro Area Have not Reduced

December 2013

Focus

A Quantitative Assessment of the Economic Impact of the DDA

Edito

Bali: Saving Private WTO

LES "POLICY BRIEFS" DU CEPPII

Transatlantic Trade: Whither Partnership, Which Economic Consequences?

L. Fontagné, J. Gourdon & S. Jean, n° 1, septembre 2013

The Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) is much more than another preferential trade agreement project: it aims to link the world's two biggest economic entities. The initiative seems motivated by the stalemate in multilateral negotiations, the competition between trade agreements, and the willingness of the two partners to retain their leading positions in world trade, or at least to limit their loss of influence. Given the limited average level of the import tariffs – 2% in the US and 3% in the EU – these duties in most cases are not the most important stake (exceptions are a few sensitive products, mainly some dairy products, some clothing and footwear, and some steel items for the US, and meat products in the EU). Much more significant at the macroeconomic level are negotiations on non-tariff measures, regulation in services, public procurement, geographical indications, and investment, all of which are contentious. We first review the main issues at stake in each case and then use a computable general equilibrium model to assess the economic impacts of an agreement. Not all aspects of the negotiations can be incorporated in the model but it does account for the restrictive impact of non-tariff measures on trade in goods and of regulatory measures on trade in services. The corresponding levels of protection provided by the non-tariff measures are much higher on average than those provided by the tariffs, and they differ significantly across sectors, confirming their sensitivity in these negotiations. Our central scenario combines progressive but complete phasing-out of tariff protection accompanied by an across-the-board 25% cut in the trade restrictiveness of non-tariff measures, for both product and service sectors with the exception of public and audiovisual services. We find that trade between the two signing regions in goods and services would approximately increase 50% on average, including an upsurge of 150% for agricultural products. Eighty percent of the expected trade expansion would stem from lowered non-tariff measures. Both partners to the proposed agreement would reap non-negligible GDP gains, in the long run, corresponding to an annual increase in national income of \$98bn for the EU and of \$64bn for the US.



Les "Policy Briefs"
sont disponibles sur
www.cepii.fr

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2014

"Introduction"

Benjamin Carton et Agnès Chevallier

"I. L'économie mondiale en mutation"

Christophe Destais et Sophie Piton

"II. Dette et croissance"

Benjamin Carton

"III. Politique monétaire : nouveaux territoires, nouveaux horizons"

Michel Aglietta

"IV. Les prix de l'immobilier : évolutions de long terme et impacts sur le cycle"

Thomas Grjebine

"V. Les échanges transatlantiques dans la concurrence mondiale:

Sébastien Jean et Deniz Ünal

"VI. Corée du Sud : croissance industrielle et ajustement à la Chine"

Jean-Raphaël Chaponnière et Marc Lautier

"VII. Énergie : la nouvelle donne américaine"

Michaël Bret

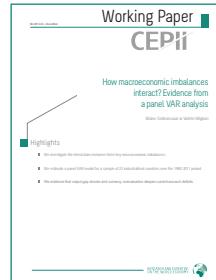
"Base de données sur l'économie mondiale"

Colette Herzog



Sous la direction de
B. Carton & A. Chevallier
Collection Repères,
Éditions La Découverte

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPPII



Les Documents de travail
sont disponibles sur
www.cepii.fr

n° 2013-01, janvier

The Solow Growth Model with Keynesian Involuntary Unemployment

R. Magnani

Le but de ce papier est de proposer une extension du modèle de croissance de Solow qui permet d'endogénéiser le chômage. A partir du modèle de Solow, nous introduisons un mécanisme qui nous permet de déterminer le chômage keynésien, c'est-à-dire le chômage provoqué par la faiblesse de la demande agrégée. Notre modèle de base fonctionne alors comme un modèle keynésien où la production est déterminée par la demande : l'augmentation de la demande agrégée (due à une réduction du taux d'épargne ou à une augmentation des dépenses publiques) réduit le chômage et stimule le PIB. Ensuite, nous modifions la fonction d'investissement, afin de tenir compte de l'effet d'éviction sur les investissements. Cela nous permet de construire un modèle qui se situe entre les modèles néoclassiques où la production est déterminée par l'offre des facteurs et les modèles keynésiens où la production est déterminée par la demande.

Nonlinearity of the Inflation-Output Trade-off and Time-Varying Price Rigidity

A. López-Villavicencio, V. Mignon

n° 2013-02, janvier

S'inscrivant dans le cadre de la courbe de Phillips traditionnelle, cet article a pour objectif d'estimer le niveau d'inflation qui affecte la rigidité des prix et d'étudier si celui-ci est ou non constant au cours du temps. Pour cela, nous estimons des modèles à changement de régime à transition lisse en recourant à des régressions roulantes afin de rendre compte de seuils d'inflation temporellement variables. Etudiant six pays industrialisés sur la période 1970-2012, nous montrons que la pente de la courbe de Phillips, mais aussi le seuil d'inflation varient au cours du temps. La spécification que

nous proposons permet de mettre en évidence des caractéristiques qui ne peuvent pas apparaître dans des modèles linéaires ou non linéaires statiques.

n° 2013-03, janvier

Trend Shocks and Economic Development

C. F. Naoussi, F. Tripier

Cet article évalue dans quelle mesure les chocs de croissance peuvent expliquer les spécificités du cycle économique dans les pays en développement à partir du cadre méthodologique développé par Aguiar et Gopinath (2007) (2007) [*"Emerging Market Business Cycles: The Cycle Is the Trend"* Journal of Political Economy 115(1)]. Nous estimons un modèle de petite économie ouverte avec des chocs de productivité transitoires et permanents pour reproduire les différences observées en termes de cycle économique entre les pays développés, émergents et d'Afrique Sub-saharienne. Nos résultats montrent une forte relation entre le poids des chocs de croissance dans la source des fluctuations et le niveau de développement économique. Le poids des chocs de croissance est (i) plus élevé en Afrique Sub-saharienne que dans les pays émergents et développés, (ii) négativement corrélé avec le niveau de revenu, la qualité des institutions et la taille du secteur du crédit, et (iii) non-corrélu avec la volatilité de l'aide reçue, l'inflation et la croissance de l'ouverture commerciale.

n° 2013-04, février

Preferential Trade Agreements Proliferation: Sorting out the Effects

S. Bensassi, J. de Sousa, J. Jarreau

Cet article s'intéresse aux implications de la prolifération des accords commerciaux préférentiels (ACP) sur le commerce et sur le revenu réel de leurs membres. Grâce à l'utilisation d'estimations contrefactuelles, nous séparons l'effet d'un ACP donné des externalités créées par la signature d'accords concurrents et par la libéralisation multilatérale du commerce. Nos résultats s'appuient sur l'exemple de la région Moyen-Orient-Afrique du Nord qui, entre 2001 et 2007, offre un cas d'étude pertinent de la prolifération des ACP. Ils révèlent que des changements simultanés de politique commerciale réduisent les effets de création de commerce d'un accord pris isolément. Néanmoins, en signant des accords, les pays membres gagnent en termes de revenu réel et ne subissent pas les externalités négatives supportées par les pays restant en dehors des accords. Nous confirmons que la plupart des pays ont bénéficié des réductions tarifaires réalisées durant la période étudiée, mais cela n'est vrai que parce que les accords multilatéraux prolifèrent :

les pays compensent les effets de la non-participation en signant de nouveaux accords.

If Foreign Investment Is not Foreign: Round-Trip Versus Genuine Foreign Investment in Russia
S. Ledyayeva, P. Karhunen, J. Whalley

n° 2013-05, février

Nous étudions le phénomène de l'investissement aller-retour entre la Russie et les centres financiers off shore de Chypre et des îles Vierges britanniques d'où provient une part significative de l'investissement étranger en Russie. A partir de données de firmes, nous étudions les stratégies de localisation de ce type d'investissement, comparées à celles caractéristiques des investissements véritablement étrangers entrant en Russie. Nous étudions également les facteurs qui expliquent la part de l'investissement aller-retour dans le total des investissements entrant dans les différentes régions de Russie, en distinguant selon la taille des firmes et les industries. Nos résultats indiquent que les investissements aller-retour se dirigent davantage que les autres vers les régions où la corruption est élevée et les ressources naturelles abondantes. De même, la part des investissements aller-retour dans le total des investissements entrants est significativement plus élevée dans les régions où la corruption est plus forte. Pour leur part, les investissements véritablement étrangers se dirigent davantage vers les régions disposant d'une main-d'œuvre qualifiée et de ports maritimes, signe qu'ils font appel à des technologies plus avancées et qu'ils sont plus orientés vers le marché international que les investissements aller-retour.

Product Standards and Margins of Trade: Firm Level Evidence
L. Fontagné, G. Orefice, R. Piermartini, N. Rocha

n° 2013-06, février

Cet article examine comment des normes restrictives sur les produits affectent les différentes marges du commerce international. Afin de ne considérer que les normes ayant un véritable effet restrictif, nous utilisons une nouvelle base de données compilant l'ensemble des mesures ayant fait l'objet d'un examen par les comités spécialisés de l'OMC. Nous restreignons notre analyse au sous-ensemble des mesures réglementaires Sanitaires et Phyto-Sanitaires (SPS). Nous analysons l'impact des SPS examinées sur trois variables: (i) la probabilité d'exporter vers un marché ou d'en sortir (marge extensive firme-produit); (ii) la valeur des exportations (marge intensive firme-produit) et (iii) le prix des exportations. Nous examinons en particulier si la taille des firmes, leur part de marché ou l'orientation de leurs exportations modifient l'impact

des SPS. Nous observons que les SPS réduisent la présence de certains exportateurs, ainsi que la valeur des exportations pour les autres. La participation est toutefois moins affectée dans le cas des grandes firmes.

n° 2013-07, février

Economic Policy, Tourism Trade and Productive Diversification

I. Lejárraga, P. Walkenhorst

Au cours des deux dernières décennies, le tourisme a été un moteur important de la croissance dans de nombreux pays émergents et en développement. Pourtant, l'augmentation des recettes touristiques n'a pas toujours conduit à une transformation structurelle et au développement économique. S'appuyant sur des données transversales, ce papier examine dans quelle mesure le tourisme a contribué à la diversification économique. Un modèle économétrique est utilisé pour évaluer l'importance respective des différents facteurs – richesses naturelles, niveau de développement, maturité institutionnelle, environnement des affaires, réglementations commerciales – expliquant l'intensité des liens entre le tourisme et l'économie en général. Les principales conclusions sont encourageantes pour les pays en développement. En effet, les domaines qui réagissent rapidement aux interventions politiques, tels que l'environnement des affaires ou la réglementation commerciale, sont ceux qui ont l'impact le plus important sur l'intensité des liens entre le tourisme et l'économie en général. En revanche, les facteurs fixes, tels que la disponibilité des ressources, ou les objectifs à plus long terme, tels que les progrès dans le niveau de développement, ont moins d'influence.

n° 2013-08, février

Internationalization versus Regionalisation in the Emerging Stock Markets

V. Coudert, K. Hervé, P. Mabille

La globalisation financière a conduit à une plus forte corrélation des marchés financiers mondiaux et plus particulièrement entre ceux des pays avancés et émergents. Nous nous penchons ici sur la question de l'intégration financière des pays émergents en proposant des approches économétriques complémentaires. Pour cela, nous établissons un parallèle entre les résultats de régressions OLS en fenêtres glissantes – qui permettent d'évaluer dans quelle mesure les chocs sur les marchés régionaux ou avancés sont transmis aux pays émergents – et les résultats d'un modèle BEKK-GARCH trivarié estimant la dynamique de l'intégration de ces marchés émergents. L'intégration régionale ressort comme une caractéristique centrale de la plupart des pays émergents, bien

que la transmission des chocs varie substantiellement d'un pays à l'autre ainsi qu'au cours du temps.

The Ability of Banks to Shift Corporate Income Taxes to Customers

G. Capelle-Blancard, O. Havrylchyk

Dans cet article nous examinons empiriquement dans quelle mesure les banques transmettent à leurs clients la charge de la taxation de leur revenu. Notre échantillon est composé de 1 411 banques européennes sur les années 1992 à 2008. Il en ressort que l'incidence fiscale est faible, voire nulle. Ce résultat contredit les études antérieures dont nous montrons qu'elles souffrent de sérieux problèmes méthodologiques (endogénéité, variable omise, mauvaise spécification de la charge fiscale).

n° 2013-09, février

A Model of Firm Experimentation under Demand Uncertainty: An Application to Multi-Destination Exporters

C. Mitaritonna, Z. Akhmetova

Les données de firmes à l'exportation montrent que les nouveaux entrants sur un marché extérieur commencent modestement, qu'une grande proportion de firmes cessent dès la deuxième année et que celles qui persistent accroissent rapidement leurs volumes exportés. Pour prendre en compte ces faits stylisés, nous proposons une nouvelle modélisation des décisions d'une firme faisant face à une incertitude sur le potentiel de marché. Une firme peut décider d'expérimenter à petite échelle un marché et décider sur cette base si elle paye le coût fixe d'une entrée à grande échelle. Elle décide de façon optimale l'intensité de l'expérimentation ainsi que sa durée puis seulement si elle rentre pour de bon sur le marché. Nous précédons à une estimation bayésienne de ce nouveau modèle sur données de firmes françaises : une région du monde est considérée comme un marché cible, les pays de la région en étant des consommateurs. Les coûts d'entrée sont plus importants lorsque le comportement d'apprentissage est pris en compte dans l'estimation que dans le modèle de Melitz (2003) ou un modèle de passive learning avec coût convexe. Nous simulons des changements structurels de l'économie (taux de change, coût d'expérimentation, coût d'entrée).

n° 2013-10, avril

Does Input-Trade Liberalization Affect Firms' Foreign Technology Choice?

M. Bas, A. Berthou

Les transferts de technologie étrangère jouent un rôle clé dans les pays en voie de développement. Ce document étudie les effets

n° 2013-11, avril

de la libéralisation commerciale des biens intermédiaires sur la décision des entreprises d'adopter une technologie étrangère incorporée dans les biens d'équipement. Nous développons un modèle théorique d'adoption technologique endogène, firmes hétérogènes et biens intermédiaires importés. Dans ce modèle, les biens intermédiaires importés et la technologie avancée sont complémentaires et l'adoption technologique entraîne des coûts fixes. Le modèle prédit un effet positif de la réduction des tarifs douaniers des biens intermédiaires importés sur le choix technologique des entreprises. Cet effet est hétérogène entre les entreprises selon leur niveau de productivité initiale. En utilisant des données des entreprises indiennes et des importations des biens d'équipement comme indicateur de la technologie étrangère, nous montrons que la probabilité d'importer des biens de capital est plus élevée pour les entreprises qui produisent dans des industries où les réductions de droit de douane sur les biens intermédiaires sont plus importantes. Nos résultats suggèrent que seules les entreprises au milieu de la distribution de productivité ont bénéficié de la libéralisation commerciale des biens intermédiaires.

n° 2013-12, avril

Disaster Risk in a New Keynesian Model

M. Isoré, U. Szczerbowicz

Ce document introduit dans un modèle néo-keynésien un risque faible et variable dans le temps de "désastre" économique à la Gourio (2012). Une légère variation de la probabilité de désastre affecte les quantités macroéconomiques et les prix des actifs. En particulier, un accroissement du risque s'avère suffisant pour générer une récession sans occurrence effective du désastre. En étudiant cet effet dans un cadre néo-keynésien standard, en concurrence monopolistique avec rigidité des prix et en présence d'une règle de politique monétaire, nous fournissons un cadre de référence pour l'étude des interactions dynamiques entre les effets macroéconomiques des événements rares et les rigidités nominales. Nous proposons enfin un programme de recherche visant à évaluer l'impact de différentes politiques économiques, notamment de mesures monétaires non conventionnelles, en cas d'augmentation de la probabilité de désastre.

n° 2013-13, mai

Post-Recession US Employment through the Lens of a Non-Linear Okun's Law

M. Chinn, L. Ferrara, V. Mignon

Cet article étudie la relation entre l'emploi et le PIB aux Etats Unis. Nous distinguons entre composantes cyclique et permanente de

l'emploi via l'estimation d'une loi d'Okun non linéaire basée sur un modèle à correction d'erreur à transition lisse tenant compte simultanément des relations de long terme entre l'emploi et le PIB et de l'instabilité de court terme liée au cycle économique. Nos résultats, basés sur des prévisions conditionnelles hors échantillon, montrent que, depuis la sortie de la récession de 2008-2009, l'emploi aux Etats Unis est, en moyenne, environ 1 % au-dessous du niveau donné par la relation d'équilibre de long terme entre l'emploi et le PIB.

The Impact of Yuan Internationalization on the Euro-Dollar Exchange Rate

A. Bénassy-Quéré, Y. Forouheshfar

n° 2013-14, mai

Nous étudions les conséquences d'une multipolarisation du système monétaire international sur la volatilité des taux de change bilatéraux. Plus précisément, nous analysons comment l'internationalisation du yuan pourrait modifier l'impact des chocs d'offre d'actifs et de commerce extérieur sur le taux de change euro-dollar, dans le cadre d'un modèle de portefeuille à trois pays et trois monnaies. La version statique du modèle montre que l'internationalisation du yuan (définie comme une part plus importante de cette monnaie dans les portefeuilles internationaux) serait neutre ou stabilisante pour le taux de change eurodollar, quel que soit le régime de change chinois. La version dynamique du modèle (ajustement stock-flux) suggère que l'internationalisation du yuan rendrait les variations de change plus efficaces pour stabiliser les positions extérieures nettes après un choc commercial.

Trade Liberalization in the Bio-Economy: Coping with a New Landscape

J.-C. Bureau, S. Jean

n° 2013-15, mai

Les négociations commerciales multilatérales ont fait peu de progrès ces dernières années, tandis que les accords préférentiels se sont multipliés. La littérature économique récente aide à comprendre les enjeux actuels de négociations. Les nouvelles conditions économiques et politiques, en particulier l'influence croissante des pays émergents, rendent un accord multilatéral plus difficile. Les libéralisations des précédents cycles laissent aux pays développés peu d'atouts de négociation et les concessions proposées dans l'agriculture ne semblent pas suffisantes pour obtenir des pays émergents des concessions jugées suffisantes dans les services, les marchés publics ou les droits de propriété intellectuelle. Parer la menace d'un système commercial plus fragmenté nécessite une révision de l'agenda des négociations et

une modification du statut des pays en développement. Les questions de recherche les plus pertinentes au regard des négociations du cycle de Doha sont passées en revue.

n° 2013-16, mai

Prices and Productivity: A France-Germany Comparison
L. Nayman

Cette étude compare les niveaux des prix manufacturiers français et allemands en 2007 et analyse dans les deux pays, sur la période 1991-2010, l'évolution des prix de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier et dans les services. Utilisant la méthode ICOP et les données de production d'Eurostat nous calculons les niveaux de prix de production des secteurs manufacturiers français et allemand en 2007 et montrons qu'ils sont très proches. En évolution, sur données de comptabilité nationale, alors que les prix allemands sont stables jusqu'en 2010, on observe globalement une décrue des prix manufacturiers français. Cette baisse relative s'explique dans un premier temps par un déclin relatif des coûts salariaux unitaires puis, dans un second temps, par une diminution relative des marges. Cet écart dans l'évolution des prix manufacturiers des deux pays ne se retrouve pas au niveau de la valeur ajoutée totale. Les prix des services augmentent en effet plus fortement en France qu'en Allemagne. En France, la hausse des coûts salariaux horaires dans les services a été sensiblement plus forte que celle de la productivité. En Allemagne, avec des coûts unitaires en baisse dans le secteur manufacturier sur les années 2005-2007, les entreprises allemandes ont pu accumuler des marges substantielles, qui n'ont été dirigées que partiellement vers les investissements.

n° 2013-17, juin

Does Services Liberalization Affect Manufacturing Firms' Export Performance? Evidence from India
M. Bas

Ce papier étudie la relation entre la réforme du secteur tertiaire de l'énergie, télécommunications et transport en Inde au milieu des années 1990 et la performance à l'export des entreprises. L'analyse empirique est fondée sur un indicateur exogène de régulation du secteur des services et sur des données des entreprises détaillées de l'Inde pour la période 1994-2004. Les résultats montrent que la réforme du secteur des services a augmenté la probabilité d'exporter et les ventes à l'exportation des entreprises qui produisent dans le secteur manufacturier. Les résultats suggèrent que l'effet de la libéralisation des services sur la performance à l'export des entreprises manufacturières est plus important pour les entreprises qui sont initialement plus productives. Ces résultats empiriques

sont robustes à des spécifications économétriques alternatives qui contrôlent pour autres réformes, des caractéristiques des entreprises et des industries.

House Prices Drive Current Accounts: Evidence From Property Tax Variations

F. Geerolf, T. Grjebine

n° 2013-18, juin

Nous montrons l'effet très large et significatif des prix de l'immobilier sur les comptes courants pour 34 pays sur la période 1970-2010. Pour résoudre les problèmes d'endogénéité, nous instrumentons les prix de l'immobilier pour un panel de pays, en utilisant les variations de taxes foncières. Une augmentation (instrumentée) des prix de l'immobilier de 10% conduit à une détérioration du compte courant de 1,7 % du PIB. Ces résultats sont très robustes à l'inclusion des déterminants traditionnels des comptes courants. Suite à une hausse des prix immobiliers, l'épargne privée décroît, à travers des effets-richesse, tandis que l'investissement non-résidentiel augmente en raison de l'allégement des contraintes de financement des firmes.

Current Accounts and Oil Price Fluctuations in Oil-Exporting Countries: the Role of Financial Development

J.-P. Allegret, C. Couharde, D. Coulibaly, V. Mignon

n° 2013-19, juin

Les pays exportateurs de pétrole connaissent généralement d'importantes améliorations de leurs comptes courants suite à une forte augmentation des prix du pétrole. Dans cet article, nous examinons la relation entre compte courant et prix du pétrole sur un échantillon de 27 pays exportateurs de pétrole. En recourant à l'estimation de modèles de régression à transition douce en panel sur la période 1980-2010, nous affinons l'interprétation traditionnelle des effets des prix du pétrole sur les comptes courants. Alors que ces derniers sont positivement affectés par les variations des prix du pétrole, nous montrons que cet effet est non-linéaire et dépend du degré de développement financier des pays exportateurs de pétrole. Plus précisément, les variations du prix du pétrole exercent un impact positif sur le compte courant pour les pays les moins développés financièrement, alors que cette influence positive tend à diminuer lorsque le degré de profondeur financière augmente.

n° 2013-20, juin

New Revealed Comparative Advantage Index: Dataset and Empirical Distribution

E. Leromain, G. Orefice

L'indice de Balassa (Balassa 1965) est le plus utilisé dans la littérature pour mesurer les avantages comparatifs révélés (ACR) pour un pays et un secteur donnés. Cependant, sa construction s'appuyant sur des flux de commerce observés, cet indice n'est pas en mesure d'isoler les facteurs propres à l'exportateur ou au secteur qui sont à la source des avantages comparatifs dans les modèles traditionnels de commerce. De plus, l'indice de Balassa présente une distribution empirique conceptuellement problématique, puisque, notamment, elle n'est pas constante d'une année sur l'autre (Yeats 1985 ; Hinlopen and Van Marrewijk 2001). Un récent article de Costinot et al. (2012) développe une nouvelle version, micro-fondée, du modèle ricardien et suggère une nouvelle méthode de calcul des avantages comparatifs à partir d'une estimation économétrique. La base de données que nous présentons dans ce papier contient une nouvelle mesure des ACR inspirée de cette méthode.

n° 2013-21, juillet

Incidence of Bank Levy and Bank Market Power

G. Capelle-Blancard, O. Havrylchyk

Dans cette étude, nous examinons, pour la première fois, dans quelle mesure les banques sont susceptibles de répercuter les taxes sur leurs bilans. Dans le cadre d'une version oligopolistique du modèle Monti-Klein, l'incidence d'une taxe bancaire prélevée sur les prêts est d'autant plus forte que l'élasticité de la demande de crédit est faible. Pour tester cette hypothèse, nous étudions l'incidence de la taxe hongroise sur les actifs bancaires introduite en 2010. Cette taxe est particulièrement bien adaptée, car le taux d'imposition est beaucoup plus élevé pour les grandes banques que pour les petites ce qui permet, par l'approche en doubledifférence, de distinguer l'impact de la taxe d'un autre choc qui pourrait s'être produit simultanément. Conformément à la théorie, nos estimations montrent que la taxe bancaire est transmise aux clients avec la plus petite élasticité de la demande, en particulier donc les ménages.

n° 2013-22, juillet

Opening a Pandora's Box: Modelling World Trade Patterns at the 2035 Horizon

L. Fontagné, J. Fouré

Les projections de l'économie mondiale, en particulier les sentiers de référence des modèles d'équilibre général calculable (EGC), sont généralement très conservatrices et n'explorent guère

l'éventail des possibles autorisé par les mécanismes économiques sous-jacents. Nous cherchons ici à projeter des trajectoires extrêmes du commerce mondial. Considérant l'horizon 2035, nous examinons comment la structure des échanges mondiaux peut être façonnée par l'évolution des avantages comparatifs, la demande et les capacités des différentes régions. Nous combinons un modèle de convergence à trois facteurs de production (capital, travail et énergie) et deux productivités globales (celle des facteurs et celle de l'énergie), avec un modèle d'équilibre général dynamique de l'économie mondiale calibré pour reproduire l'élasticité observée des échanges au revenu. Nous procédons en trois étapes. Tout d'abord, nous projetons la croissance des pays sur la base de l'accumulation des facteurs, du niveau de scolarité et des gains d'efficacité, en prenant en compte l'incertitude attachée à chacun de ces moteurs de la croissance. Ce cadre (démographie, produit intérieur brut, taux d'épargne, compte courant) est alors imposé au modèle EGC comme sentier dynamique de référence. Nous introduisons finalement des hypothèses de politique économique affectant le commerce (droits de douane et mesures non tarifaires sur les biens et services). A chacune de ces étapes, nous différencions deux scénarios contrastés. Le modèle nous informe sur l'allocation des facteurs dans les différents secteurs, sur l'évolution de la demande et du commerce. Nos résultats montrent que les changements observés dans le commerce mondial relèvent davantage des hypothèses faites sur le sentier dynamique que des conséquences des politiques économiques simulées. Notre exercice souligne ainsi la nécessité d'attacher un soin particulier à la conception des sentiers dynamiques des EGC.

Per-Unit Duties: Friends or Foes of Developing Country Exporters?

C. Emlinger, H. Guimbard

n° 2013-23, juillet

Les instruments protectionnistes tels que les droits de douane peuvent modifier les prix des biens échangés. Cet article étudie l'impact des droits spécifiques (i.e. montant monétaire par unité de produit importé) sur la structure des échanges agricoles. Nos résultats montrent que ces droits constituent une incitation à exporter des produits plus chers. On observe bien un effet « Alchian-Allen » : plus le montant du droit spécifique rencontré est important, plus les valeurs unitaires des biens exportés sont élevées. Par ailleurs, les droits spécifiques restreignent les exportations des pays en développement davantage que celles des pays développés. Cette différence s'explique par la spécialisation des pays à bas revenu sur des produits à bas prix et par le faible niveau de différenciation de

leurs exportations en termes de qualité. Nos résultats empiriques confirment donc le caractère discriminatoire des droits spécifiques vis-à-vis des pays en développement.

n° 2013-24, août

Network Analysis of World Trade using the BACI-CEPII dataset
L. De Benedictis, S. Nenci, G. Santoni, L. Tajoli, C. Vicarelli

Dans ce document de travail, nous exploitons la base de données du commerce international BACI, construite au CEPII, en utilisant la méthode de l'analyse des réseaux. Partant de la visualisation du Réseau Mondial du Commerce International, nous décrivons et décrivons la topologie de ce réseau, à la fois dans sa version binaire et dans sa version pondérée, puis nous examinons les indicateurs statistiques du réseau couramment utilisées. Nous discutons enfin des sujets spéciaux qui peuvent être étudiés en appliquant l'analyse des réseaux au commerce international, aux niveaux agrégé et sectoriel. L'analyse est effectuée à l'aide de différents logiciels (Stata, R, et Pajek). Les scripts pour reproduire une partie de l'analyse figurent en annexe ; ils peuvent être utilisés pour se familiariser avec ce type d'analyse. Par ailleurs, les mesures de centralité mondiale et locale du Réseau Mondial du Commerce, dans les versions non pondérée et pondérée du réseau, calculées en utilisant l'ensemble des données bilatérales de chaque pays et pour chaque année (de 1995 à 2010), peuvent être téléchargées à partir du site web du CEPII.

n° 2013-25, septembre

The Economic Incentives of Cultural Transmission: Spatial Evidence from Naming Patterns across France
Y. Algan, T. Mayer, M. Thoenig

Cet article étudie l'influence des incitations économiques sur la transmission culturelle. Nous nous concentrons sur les choix de prénoms, qui constituent une expression particulière de l'identité culturelle. En particulier, nous nous intéressons au choix de prénoms arabes ou non-arabes en France, entre 2003 et 2007. Notre modèle de transmission culturelle isole trois déterminants : (i) le désir de transmission verticale de la culture parentale ; (ii) l'influence horizontale du voisinage (iii) les pénalités économiques associées au choix de prénoms à consonnance arabe. Notre stratégie d'identification repose sur un échantillon de foyers auxquels ont été attribués de manière exogène des logements sociaux. Nous montrons que les incitations économiques jouent un rôle déterminant dans le choix du prénom. En l'absence de pénalités économiques, le nombre de nouveaux-nés portant des noms arabes serait supérieur de plus de 50%. Nos estimations nous permettent de mener une analyse de welfare et de mesurer ainsi la force de l'attachement

culturel en équivalent monétaire. Nous montrons que la transmission verticale d'un prénom arabe apporte le même changement d'utilité pour les parents qu'une augmentation de 3% du revenu de l'enfant, cumulé sur l'ensemble de sa vie.

What Separates Us? Sources of Resistance to Globalization

K. Head, T. Mayer

n° 2013-26, septembre

Au cours des cinq dernières décennies, les équations de gravité sont devenues un outil privilégié dans la recherche sur le commerce international. De multiples travaux ont montré que le commerce est bien plus affecté par les frontières et par la distance que ce que ne laisseraient à penser les barrières douanières et les coûts de transport. Il nous semble donc nécessaire de s'intéresser à d'autres sources de résistance au commerce. Malgré la difficulté à mesurer et à modéliser ces facteurs, une explication dominante émerge de notre revue de littérature. L'histoire, ponctuée de conflits et de périodes d'isolation, a forgé une économie mondiale dans laquelle ni les goûts, ni les informations ne sont distribués de manière homogène. Les différences culturelles et les informations biaisées qui résultent de ces processus historiques sont fortement liées aux frontières nationales et à la distance.

Gravity Equations: Workhorse, Toolkit, and Cookbook

K. Head, T. Mayer

n° 2013-27, septembre

Cet article porte sur l'usage des équations de gravité, dans le cadre général de la recherche sur le commerce international. Nous détaillons les différentes méthodes d'estimation, ainsi que leurs interprétations possibles. En amont des estimations, nous retracçons l'évolution des fondements théoriques sur lesquels s'appuient les équations de gravité. Ces fondations théoriques n'ont été élaborées que tardivement, après avoir constaté le caractère biaisé des estimations athéoriques. Les équations de gravité reposent désormais sur plusieurs socles théoriques. Nous recommandons une approche plurielle plutôt qu'une approche s'appuyant sur un modèle théorique unique. Nous proposons donc une boîte à outils plutôt qu'un cadre théorique figé. De manière générale, comparer les résultats issus de plusieurs méthodes nous semble être la meilleure manière d'établir la robustesse des conclusions. Il reste toutefois envisageable qu'un modèle ou un estimateur particulier s'applique mieux à une question précise ou à un type spécifique de données. Ces dernières années, les équations de gravité ont trouvé un nouvel usage. Elles peuvent désormais constituer la première étape d'une étude plus approfondie portant sur les effets d'une politique donnée sur le bien-être. En résumé, nous

nous proposons de diffuser les théories les plus abouties ainsi que les méthodes d'estimation qui nous semblent les meilleures.

n° 2013-28, septembre

Energy Prices and the Real Exchange Rate of Commodity-Exporting Countries

M. Dauvin

Cet article étudie la relation entre les prix de l'énergie et le taux de change effectif réel des pays exportateurs de matières premières. Nous considérons deux groupes de pays : 10 exportateurs d'énergie et 23 pays exportateurs de matières premières, au cours de la période 1980-2011. Au moyen de méthodes de cointégration en panel, nous montrons que les dix pays producteurs d'énergie (charbon, gaz naturel, pétrole) considérés dans notre étude ont des "energy currency", ces dernières s'apprécient de 3% lorsque les prix de l'énergie augmentent de 10%. En recourant à l'estimation de modèles de régression à transition lisse en panel, nous montrons qu'il existe un certain seuil à partir duquel le taux de change réel des pays exportateurs de matières premières énergétiques et non énergétiques réagit au prix du pétrole. Plus précisément, lorsque les variations du prix de pétrole sont faibles, les termes de l'échange ne permettent pas d'expliquer l'évolution du taux de change à court terme. Toutefois, lorsque le marché pétrolier devient fortement volatile, les monnaies de ces pays suivent un régime "oil currency", les termes de l'échange devenant un important déterminant du taux de change.

n° 2013-29, septembre

Current-Account Adjustments and Exchange-Rate Misalignments

B. Gnimassoun, V. Mignon

Cet article étudie les déséquilibres de comptes courants en accordant une attention particulière aux mésalignements de taux de change. Nous recurons à une modélisation non linéaire reliant la persistance des déséquilibres de comptes courants à l'écart du taux de change à sa valeur d'équilibre. L'estimation d'un modèle de régression à transition lisse sur un panel de 22 pays industrialisés montre que la persistance des déséquilibres de comptes courants dépend fortement des mésalignements de change. Plus précisément, alors qu'il n'existe pas de persistance dans les cas de sous-évaluation ou faible surévaluation de la monnaie, la persistance tend à augmenter pour des surévaluations supérieures à 11 %. En outre, alors que les déséquilibres sont persistants même pour de très faibles surévaluations au sein de la zone euro, la persistance est observée uniquement pour les surévaluations supérieures à 14% pour les pays non membres.

The Determinants of International Mobility of Students

M. Beine, R. Noël, L. Ragot

Dans ce papier nous estimons les déterminants des choix de localisation des étudiants en mobilité internationale. Un petit modèle théorique, inspiré des principaux faits stylisés de cette mobilité, met en avant les différents facteurs (coûts de cette migration et variables d'attractivité spécifique des pays de destination) influençant le comportement de localisation des étudiants en mobilité. À partir d'une base de données récente de l'OCDE répertoriant l'ensemble des flux bilatéraux d'étudiants entre plus de 200 pays d'origine vers 13 pays de l'OCDE, nous estimons l'importance de chacun des facteurs identifiés par le modèle théorique. Nous mettons en évidence un effet réseau relativement important dans la migration des étudiants, effet qui n'avait pas été mis en avant jusqu'à présent dans la littérature existante. Des facteurs de coûts, tel que le coût de la vie (logement plus nourriture) et des facteurs d'attractivité spécifiques, tel que la qualité du système d'enseignement supérieur, expliquent ces choix de localisation géographique. Par contre, notre étude montre que les droits d'inscription ont peu d'influence sur ces choix, avec un coefficient de signe positif quand il est significatif. Nous avançons plusieurs interprétations économiques à ce dernier résultat : endogénéité, effet signal, importance des bourses.

IPR, Product Complexity and the Organization of Multinational Firms

A. Naghavi, J. Spies, F. Toubal

This paper studies how the Intellectual Property Right (IPR) regime in destination countries influences the way multinationals structure the international organization of their production. In particular, we explore how multinationals divide tasks of different complexities across countries with different levels of IPR protection. The analysis studies the decision of firms between procurement from related parties and from independent suppliers at the product level. It also breaks down outsourcing into two types by distinguishing whether or not they involve technology sharing between the two parties. We combine data from a French firm-level survey on the mode choice for each transaction with a newly developed complexity measure at the product level. Our results confirm that firms are generally reluctant to source highly complex goods from outside firm boundaries. By studying the interaction between product complexity and the IPR protection, we obtain that (i) for technology-sharing outsourcing IPRs promote outsourcing of more complex goods to a destination country by guaranteeing the protection of their technology, (ii) for

n° 2013-30, septembre

n° 2013-31, octobre

non-technologyrelated-outsourcing IPRs attract the outsourcing of less complex products that are more prone to reverse engineering and simpler to decode and imitate.

n° 2013-32, octobre

Is There any Rebalancing in the Euro Area?

B. Carton, K. Hervé

Nous estimons les évolutions des mésalignements de taux de change réels au sein de la zone euro à partir d'une approche FEER (Taux de change d'équilibre fondamental). Nous testons la robustesse des résultats en comparant trois différentes estimations d'output gap. Quelque soit l'hypothèse retenue, les pays du Sud étaient fortement surévalués avant la crise de la zone euro. Cependant, l'ampleur de l'ajustement réalisé depuis est sensible à l'output gap. En particulier, la Grèce n'a pas du tout réduit son mésalignement si l'on considère un output gap qui capte le cycle financier (10-15 ans) au lieu du cycle des affaires (5 ans). L'Espagne et le Portugal ont réduit de façon importante leur surévaluation mais au détriment de la France et de l'Italie et non de l'Allemagne. En conséquence, les déséquilibres intra-zone euro n'ont pas commencé à se résorber.

n° 2013-33, octobre

Evaluating Aid for Trade: A Survey of Recent Studies

O. Cadot, A. Fernandes, J. Gourdon, A. Mattoo, J. de Melo

La demande pour une évaluation de l'agenda "Aid for Trade" existe de plus en plus mais le suivi de cet agenda s'est jusqu'ici centré sur des études de cas ou même sur de simples récits peu précis. Cet article passe en revue les conclusions d'un grand nombre d'études différentes car il apparaît que diverses approches sont nécessaires pour comprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans cet agenda. Cette revue atteste du rôle important des investissements en infrastructures matérielles (ports, routes) ou immatérielles (douanes) dans la réduction des coûts de commerce. Cependant pour que ces investissements produisent de réels bénéfices, il faut que des réformes complémentaires soient mises en place, et notamment que la concurrence dans les services de transports soit introduite. Les dispositifs d'appui à l'exportation semblent aider les entreprises à diversifier les produits qu'elles exportent ainsi que les pays vers lesquels elles exportent, mais il n'est pas possible d'affirmer que cet effet soit durable. De façon générale, des études portant sur plusieurs pays ne suffisent pas à déterminer ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas et ne permettent pas d'orienter les aides. Des évaluations d'impact plus rigoureuses seraient une alternative. Elles sont toutefois peu fréquentes car les conditions nécessaires pour les mener à bien sont rarement

présentes tandis qu'elles se heurtent au manque d'incitations et à un coût trop élevé comparé à la petite taille des projets.

Border Carbon Adjustment in Europe and Trade Retaliation: What would be the Cost for European Union?

J. Fouré, H. Guimbard, S. Monjon

n° 2013-34, novembre

Unilateral climate policy, such as carbon pricing, represents an additional cost to the economy, especially to energyintensive industrial sectors, as well as those exposed to international competition. A border carbon adjustment (BCA) is often presented as an attractive policy option for countries that want to go ahead without waiting for a global climate agreement. We used the computable general equilibrium model MIRAGE-e to simulate the impact of the introduction of a BCA on imports of energy intensive products in EU and EFTA countries and to evaluate the export losses their main trade partners would suffer. Given that a BCA is a trade measure, it would certainly lead to disputes at the World Trade Organization (WTO). If the BCA is considered illegal, the losses suffered by some partners may justify retaliation, as authorized by a WTO dispute settlement. The overall aggregated impacts of these measures would be negative but marginal, meaning that neither the BCA nor trade retaliation would have a marked impact on consumers' real income or GDP, while prohibitive retaliatory tariffs are more likely to target sensitive products in the EU. A BCA would ultimately be a signal of the EU's willingness to maintain an ambitious climate policy.

Fiscal Consolidations and Public Debt in Europe

G. Cafiso, R. Cellini

n° 2013-35, novembre

The objective of this paper is to gain insights into the relationship between deficit-reducing policies and the evolution of the debt/GDP ratio. We consider past events of fiscal consolidation in a selected group of EU countries and check what is the associated change of the debt/GDP ratio both from a short and medium-term perspective. As for the medium-term perspective, we do also differentiate between tax-based and savings-based fiscal consolidations. Our results point towards a positive short-term effect, while the medium-term effect turns out to be negative. Savingsbased fiscal consolidations result to be less negative on the debt/GDP ratio's evolution than tax-based ones.

n° 2013-36, novembre

Tariff Liberalization and Trade Integration of Emerging Countries
A.-C. Disdier, L. Fontagné, M. Mimouni

Cet article examine dans quelle mesure les exportations des pays émergents ont été influencées par le processus de libéralisation commerciale. Nous retenons une mesure bilatérale d'accès au marché à un niveau très fin (6 digit de la classification du système harmonisé) et comparons les droits de douane appliqués en 1996 et 2006, i.e. sur une période couvrant la mise en œuvre du cycle de l'Uruguay et de plusieurs accords bilatéraux de libéralisation. Nous estimons économétriquement l'impact sur les marges extensive et intensive au commerce. La réduction des droits de douane dont ont bénéficié les pays émergents n'a pas contribué à la croissance de leurs exportations au niveau de la marge extensive. L'expansion des exportations observées à la marge extensive s'explique principalement par un changement de leur avantage comparatif et une amélioration de leurs infrastructures. En revanche, les réductions tarifaires ont eu un effet sur les exportations à la marge intensive, mais seulement pour les produits différenciés.

n° 2013-37, novembre

Public-Debt Financing in the case of External Debt
G. Cafiso

The objective of this paper is to assess whether non-residents' holdings of a country's debt make a difference for debt stabilization, where non-residents' holdings are considered external debt according to a Balance of Payments perspective. The analysis is empirical and considers the case of Italy, one of the world's largest debt issuer. We detect two possible channels through which external debt might alter the conditions for debt stabilization. Among these, we focus on the Interest Rate Determination in the primary market of Government Bonds. Our results point out the irrelevance of the investors base for debt stabilization.

n° 2013-38, novembre

What Did Happen in the DDA? Quantifying the Role of Negotiation Modalities
Y. Decreux, L. Fontagné

Negotiators may reach a trade deal on a limited series of issues WTO Ministerial Conference in Bali (3–6 December 2013), one of these being trade facilitation. Based on a quantitative assessment taking into account the detail of the last proposals circulated, we argue however that the design of the negotiation led the DDA to a dead end. This quantification is performed with a dynamic computable general equilibrium model of the world economy, while

liberalisation of tariffs is taken into account at the product level in order to address exceptions, flexibilities as well as the non-linear design of the formulas. A reduction in domestic support and the phasing out of export subsidies in agriculture are taken into account, as well as trade facilitation. Importantly, we evaluate the impact of the Spring 2011 sectoral initiatives.

MIRAGE-e: A General Equilibrium Long-term Path of the World Economy

L. Fontagné, J. Fouré, M. P. Ramos

n° 2013-39, décembre

Thinking of how the relative sizes of countries and how the geography of world production and trade will be affected in the long run must be based on sound economic reasoning about the determinants of long term growth. It must also be embedded in a general equilibrium framework that takes account of the interactions among markets and sectors, as well as between countries. This paper takes stock of a three phase research project. The first step consists of deriving and estimating a three-factor (labour, capital, energy) macroeconomic growth model for a large set of individual countries, which fits two forms of technological progress (standard TFP and energy efficiency). The second step consists of recovering the sectoral detail with an energy-oriented Computable General Equilibrium model of the world economy calibrated to fit these projections. In a third step we confront the assumptions for our baseline to alternative scenarios.

On the Impact of Oil Price Volatility on the Real Exchange Rate - Terms of Trade Nexus : Revisiting Commodity Currencies

V. Coudert, C. Couharde, V. Mignon

n° 2013-40, décembre

The aim of this paper is to study the relationship between terms of trade and real exchange rates of commodityproducing Commodity currencies,countries on both the short and the long run. We pay particular attention to the dominant role played by oil among commodities by investigating the potential non-linear effect exerted by the situation on the oil market on the real exchange rate - terms of trade nexus. To this end, we rely on the panel smooth transition regression methodology to estimate the adjustment process of the real effective exchange rate to its equilibrium value depending on the volatility on the oil market. Considering a panel of 52 commodity exporters and 17 oil exporters over the 1980-2012 period, our findings show that while exchange rates are mainly driven by fundamentals in the low-volatility regime, they are mostly sensitive to changes in terms of trade when oil price variations exceed a

certain threshold. The commodity-currency property is thus at play in the short run only for important variations in the oil price.

n° 2013-41, décembre

Search Frictions, Credit Market Liquidity, and Net Interest Margin Cyclicity

K. E. Beaubrun-Diant, F. Tripier

The present paper contributes to the body of knowledge on search frictions in credit markets by demonstrating their ability to explain why the net interest margins of banks behave countercyclically. During periods of expansion, a fall in the net interest margin proceeds from two mechanisms: (i) lenders accept that they must finance entrepreneurs that have lower productivity and (ii) the liquidity of the credit market rises, which simplifies access to loans for entrepreneurs and thereby reinforces their threat point when bargaining the interest rate of the loan.

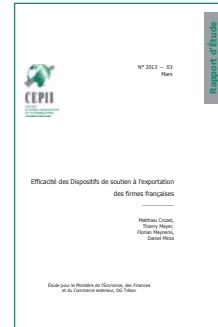
n° 2013-42, décembre

How Macroeconomic Imbalances Interact? Evidence from a Panel VAR Analysis

B. Gnimassoun, V. Mignon

This paper aims at investigating the interactions between three key macroeconomic imbalances, namely Global imbalances, current-account discrepancies (external imbalances), output gaps (internal imbalances), and exchange-rate misalignments. To this end, we rely on the estimation of a panel VAR model for a sample of 22 industrialized countries over the 1980-2011 period. Our findings show that macroeconomic imbalances strongly interact through a causal relationship. We evidence that if current-account disequilibria threaten the stability of the global economy, their origin can be found in internal imbalances and exchange-rate misalignments: positive output-gap shocks as well as currency overvaluation deepen current-account deficits. In addition, while variations in external imbalances mainly result from exchange-rate misalignments in the euro area, they are mostly explained by output gaps for non-eurozone members.

LES RAPPORTS D'ÉTUDE DU CEPPII



Les *Rapports d'études du CEPPII*
sont disponible sur
www.cepii.fr

Efficacité des dispositifs de soutien à l'exportation des firmes françaises

M. Crozet, T. Mayer, F. Mayneris & D. Mirza
(*Étude pour le Ministère de l'Économie, des Finances
et du Commerce extérieur, DG Trésor*)

Ce rapport a pour objet d'analyser l'efficacité des politiques publiques de soutien à l'exportation. Ces soutiens sont offerts par trois institutions Ubifrance, Coface et, depuis 2008, Oseo. Tandis qu'Ubifrance assure un appui à la promotion et la prospection, Coface offre des programmes d'assurance, de garanties ou de prêts aux exportateurs et primo-exportateurs. Oseo, connu pour soutenir les entreprises innovantes, propose également des activités de prêts ou de garanties à l'international. Nous passons d'abord en revue 13 dispositifs dont 5 sont gérés par Coface, 5 autres administrés par Ubifrance et les 3 derniers régis par Oseo. Nous élaborons ensuite un travail économétrique plus poussé sur 4 de ces soutiens en particulier dont le calcul d'efficacité intéresse les pouvoirs publics: L'Assurance Prospection émise par Coface et le SIDEX, les mesures d'Accompagnements Individuels ainsi que les Actions Collectives, trois autres types de dispositifs proposés par Ubifrance.

n° 2013-03, mars

LE BLOG DU CEPPII

"Le CEPPII vous présente ses meilleurs vœux pour 2013", Billet du 14 janvier 2013, par S. Jean.

"Performance à l'exportation : tous les produits ne se valent pas", Faits & Chiffres du 17 janvier 2013, par S. Poncet, F. Starosta de Waldemar.

"Le lancinant problème des finances publiques américaines", Billet du 18 janvier 2013, par M. Aglietta.

"Volatilité des changes : un frein au commerce, surtout quand le développement financier est faible", Billet du 21 janvier 2013, par J. Héricourt, S. Poncet.

"Monetary policy in exceptional times", Billet du 31 janvier 2013, par U. Szczerbowicz.

"Que sait-on de l'implantation des banques dans les paradis fiscaux ?", Billet du 8 février 2013, par G. Capelle-Blancard.

"L'accord de libre-échange pas comme les autres", Billet du 15 février 2013, par J. Gourdon, S. Jean.

"Les enjeux d'un accord commercial transatlantique", Billet du 15 février 2013, par J. Gourdon, S. Jean.

"Le déficit chinois en riz se creuse depuis deux ans : conjoncture ou phénomène durable ?", Faits & Chiffres du 19 février 2013, par M. Fouquin.

"Protection douanière : Union européenne 3 – États-Unis 2", Faits & Chiffres du 21 février 2013, par H. Guimbard, S. Jean.

"IMF Quota Formula Review: still a long way to go", Billet du 20 février 2013, par C. Destais.

"La guerre des changes : nouvelle mode des médias", Billet du 20 février 2013, par M. Aglietta.

"Union européenne et États-Unis : combien pour le plus grand accord commercial au monde ?", Billet du 22 février 2013, par L. Fontagné, J. Gourdon.

"Aggiornamento dans les politiques monétaires ?", Billet du 28 février 2013, par M. Aglietta.

"L'indépendance des banques centrales : une question mal posée", Billet du vendredi 1 mars 2013, par C. Destais.

"États-Unis : des réductions automatiques de dépenses absurdes", Billet du 12 mars 2013, par C. Destais.

"Chypre, une plaque tournante pour les investissements russes", Billet du 18 mars 2013, par O. Havrylchyk, S. Ledyayeva.

"La Birmanie à l'amorce du rattrapage économique", Faits & Chiffres du 19 mars 2013, par D. Ünal.

"Un New Deal pour l'Europe", Billet du 21 mars 2013, par M. Aglietta, T. Brand.

"Les dessous Chypre", Billet du 22 mars 2013, par B. Carton.

"Peut-on concilier relance de la construction et baisse des prix de l'immobilier?", Billet du 22 mars 2013, par T. Grjebine.

"Banque du Japon : a-t-elle raison de changer de stratégie?", Billet du 25 mars 2013, par U. Szczerbowicz.

"L'indépendance des banques centrales à l'épreuve", Billet du 3 avril 2013, par J.-P. Patat.

"Chypre et les contrôles de capitaux au sein de la zone Euro", Billet du 10 avril 2013, par C. Destais.

"Les fuites de carbone, mythe ou réalité?", Billet du 10 avril 2013, par J. Fouré, S. Monjon.

"Agroalimentaire, textile, automobile, services, médicaments : les enjeux d'un accord UE-Inde", Billet du 11 avril 2013, par S. Jean, C. Mitaritonna.

"Un accord préférentiel avec l'UE pourrait-il aider les entreprises indiennes à améliorer leurs performances?", Billet du 12 avril 2013, par M. Bas, S. Jean.

"Mégarégionales et minilatérales, le nouvel âge des libéralisations commerciales (1/2)", Billet du 18 avril 2013, par S. Jean.

"Mégarégionales et minilatérales, le nouvel âge des libéralisations commerciales (2/2)", Billet du 19 avril 2013, par S. Jean.

"Combien rapporterait/coûterait la taxe sur les transactions financières?", Billet du 18 avril 2013, par G. Capelle-Blancard.

"Retour sur la position de la Bundesbank sur le projet d'union bancaire", Billet du 24 avril 2013, par J.-P. Patat.

"Les monnaies parallèles sont-elles la solution?", Billet du 25 avril 2013, par C. Destais.

"L'OMC en quête d'un nouveau DG pour se moderniser", Billet du 2 mai 2013, par S. Jean.

"Réformer les marchés du travail en temps de crise : le FMI s'explique", Billet du 3 mai 2013, par F. Tripier.

"Bangladesh : deuxième exportateur mondial dans le secteur du textile", Faits & Chiffres du 7 mai 2013, par A. Chevallier.

"L'industrie automobile européenne au point mort", Billet du 14 mai 2013, par M. Fouquin.

"Fast Rising Inequality in China: What Can Be Done about it?", Billet du 15 mai 2013, par G. Wan.

"Réflexions sur les transformations du modèle chinois (1/3)", Billet du 15 mai 2013, par Michel Aglietta.

"Réflexions sur les transformations du modèle chinois (2/3)", Billet du 16 mai 2013, par M. Aglietta.

"Réflexions sur les transformations du modèle chinois (3/3)", Billet du 16 mai 2013, par M. Aglietta.

"Énergie solaire : le jeu de massacre continue", Billet du 17 mai 2013, par M. Fouquin.

"Banques centrales et création monétaire aux États-Unis et en zone Euro", Billet du 24 mai 2013, par J.-P. Patat.

"États-Unis : la faiblesse de la reprise n'explique pas entièrement celle de l'emploi", Billet du 6 juin 2013, par V. Mignon, L. Ferrara.

"L'union bancaire a besoin d'un garant en dernier ressort", Billet du 17 juin 2013, par C. Destais.

"L'union bancaire et ses enjeux", Billet du 18 juin 2013, par B. Carton.

"Le nouveau modèle économique japonais « Abenomics » : la force des trois flèches unies", Billet du 18 juin 2013, par U. Szczerbowicz.

"L'effort national de R&D stagne en France", surtout en France », Billet du 21 juin 2013, par F. Tripier.

"Délocaliser ou externaliser : comprendre les stratégies des entreprises françaises", Billet du 25 juin 2013, par L. Fontagné.

"En défense des banques centrales", Billet du 27 juin 2013, par M. Aglietta.

"Égypte : quelle issue ?", Billet du 28 juin 2013, par A. Chevallier.

"Pas de krach en vue sur les marchés obligataires... sauf si...", Billet du 28 juin 2013, par J.-P. Patat.

"La zone euro est-elle vraiment une union monétaire ? (1/2)", Billet du 1 juillet 2013, par C. Destais.

"Chine : la route accidentée vers la réforme financière", Billet du 2 juillet 2013, par M. Aglietta.

"La zone euro est elle vraiment une union monétaire ? (2/2)", Billet du 3 juillet 2013, par C. Destais.

"Réforme de l'immigration aux États-Unis : des régularisations, mais pas seulement", Billet du 4 juillet 2013, par X. Chojnicki, M. Le Goff, L. Ragot.

"Chômage des jeunes en Europe : l'Allemagne veut exporter son modèle de formation", Billet du 5 juillet 2013, par L. Nayman.

"Le choix du futur président de la Fed : un noeud gordien pour le président Obama", Billet du 9 août 2013, par C. Destais.

"Japon : une décennie pas si perdue que ça", Billet du 22 août 2013, par J.-P. Patat.

"Baisse des prix immobiliers : un phénomène exceptionnel ?", Billet du 6 septembre 2013, par T. Grjebine.

"Turbulences émergentes", Billet du 10 septembre 2013, par C. Destais.

"Quand la protection douanière pénalise les exportations agricoles à bas prix", Billet du 16 septembre 2013, par C. Emlinger, H. Guimbard.

"Polémique fiscale : mise au point", Billet du 18 septembre 2013, par S. Jean.

"L'économie mondiale 2014", Vidéo du 23 septembre 2013, par B. Carton, A. Chevallier, T. Brand.

"Significant Economic Gains Could Be Achieved through a Transatlantic Trade Partnership", Billet du 23 septembre 2013, par L. Fontagné, J. Gourdon, S. Jean.

"Quelques précisions sur la 'fermeture' du gouvernement fédéral américain", Faits & Chiffres du 2 octobre 2013, par C. Destais.

"Politique monétaire en zone euro : une nouvelle opération de LTRO ne paraît guère utile", Billet du 4 octobre 2013, par J.-P. Patat.

"WTO: Rethinking the special and differential treatment granted to developing countries", Billet du 8 octobre 2013, par S. Jean.

"Japon : jusqu'ici tout va bien...", Billet du 10 octobre 2013, par É. Dourille-Feer.

"La croissance des pays émergents : entre transition et instabilité", Billet du 14 octobre 2013, par F. Tripier.

"La crise de la dette en zone euro est-elle terminée ?", Billet du 16 octobre 2013, par J.-P. Patat.

"La banque centrale japonaise face à des défis de taille", Billet du 23 octobre 2013, par U. Szczerbowicz.

"Exportations agricoles : un avantage qualité pour la France ?", Faits & Chiffres du 25 octobre 2013, par C. Emlinger, H. Guimbard.

« Quand les filiales étrangères donnent le rythme aux régions », Billet du 6 novembre 2013, par F. Toubal, J. Kleinert, J. Martin.

"Zone euro : un rééquilibrage des balances courantes en trompe-l'œil", Billet du 13 novembre 2013, par B. Carton, S. Piton.

"Consommation des ménages et régions de l'intérieur portent la croissance chinoise", Faits & Chiffres du 20 novembre 2013, par F. Lemoine, D. Ünal.

"Qu'attendre de la baisse surprise des taux d'intérêt de la BCE ?", Billet du 22 novembre 2013, par J.-P. Patat.

"Et si la BCE appliquait un taux négatif sur les dépôts des banques auprès de l'institution...", Billet du mercredi 27 novembre 2013, par U. Szczerbowicz.

"Neuvième Ministérielle de l'OMC à Bali : sauver les apparences, et après ?", Billet du 28 novembre 2013, par L. Fontagné, S. Jean.

"Chine : l'enjeu politique du troisième plenum", Billet du 3 décembre 2013, par M. Aglietta.

"Chine : l'enjeu économique du troisième plenum", Billet du 4 décembre 2013, par M. Aglietta.

"Swapmania", Billet du 9 décembre 2013, par C. Destais.

"Réviser la gouvernance du capitalisme pour relancer la croissance des pays occidentaux", Billet du 12 décembre 2013, par M. Aglietta.

"Le doux commerce des volailles françaises ? 1/2", Faits & Chiffres du 12 décembre 2013, par C. Emlinger, D. Mirza.

Annexe 2

■ Le site internet du CEPII

LE SITE INTERNET DU CEPII

www.cepii.fr

Les outils et les chiffres

Le CEPII utilise quatre outils pour estimer son audience auprès des internautes : RePEc, Xiti, Google Analytics et Awstats. Les méthodes de collecte et les fichiers traités sont propres à chaque outil.

1. Repec ne traite que les publications CEPII répertoriées dans leur base bibliographique (Research Papers in Economics).
2. Xiti stocke les informations par le biais de marqueurs spécifiques et distincts introduits dans chaque page du site.
3. Google met à disposition un code unique pour l'ensemble du site.
4. Awstats utilise un système de logs, comptabilisant l'ensemble des requêtes et les réponses

Au total, les chiffres de fréquentation peuvent varier significativement d'un outil à l'autre. Par exemple, pour une même journée le nombre des visites varie de 530 pour Google à 693 pour Xiti et 4 748 pour Awstats, celui des pages vues respectivement de 3 178, 2 374 et 24 749.

En 2013 la fréquentation est estimée par Google analytics à près de 900 000 pages vues et 163 000 visites et par Xiti respectivement à 600 000 et 190 000. Ces chiffres ne sont pas comparables avec ceux de 2012, pour plusieurs raisons :

1. Les données Awstats ne sont pas disponibles pour 2013 (défaut de l'hébergeur).
2. La structure du site a été complètement rénovée.
3. le site du Club et celui du CIREM ne sont plus hébergés sur le site du CEPII.
4. International Economics est maintenant hébergée chez Elsevier.

Le contenu du site

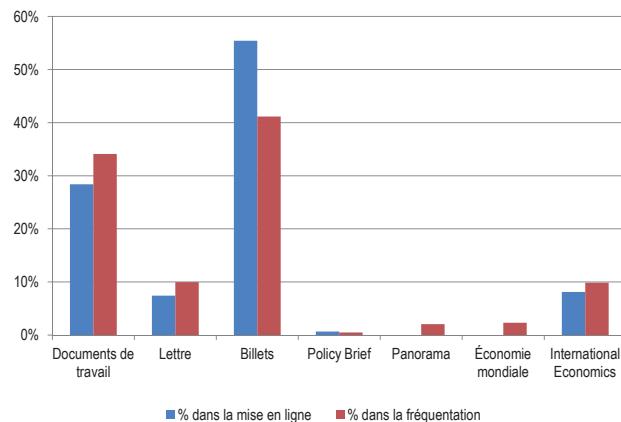
Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 42 Documents de travail, 11 numéros

de La Lettre du CEPII, 5 Newsletters, 20 réunions. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, ont été ajoutées : 287 articles ou interviews dans les médias (83 en 2012), 29 articles dans les revues scientifiques.

La fréquentation selon les produits

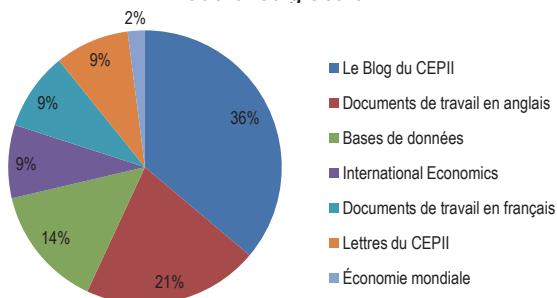
On peut remarquer, dans le graphique 1 que l'intérêt pour les différents types de produits dépend non seulement du nombre mis en ligne mais également du stock existant.

Graphique 1 – Comparaison entre part dans la mise en ligne et fréquentation



Si l'on se concentre sur la production stricto sensu du CEPII, la fréquentation du site se porte pour 53 % sur les bases de données et les travaux de recherche et 47 % sur les textes de vulgarisation, de politique économique et d'information (graphique 1).

Graphique 2 – Répartition des principaux "produits" selon l'audience globale



La fidélisation du public

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais de la Newsletter du CEPII, qui remplace la Lettre d'information. A été également proposé un abonnement à des alertes et des flux RSS.

Tableau 1 – Internautes fidélisés

	Total	2013
Inscrits	4 907	920
Newsletter FR	3 291	687
Newsletter EN	1 776	279
Flux RSS	134	80
Alertes publications	490	285
Alertes réunions	264	158
Alertes emplois	198	113
Alertes Blog	265	162
Presse	44	23

Les produits CEPII mis en ligne font l'objet de tweets. Le nombre d'abonnés au compte du CEPII est en mai 2014 de 574. Parmi ceux-ci : AGEFI, UKREP, JECO, France-eco, IPP, PSE, ENA-HEC_EDG, BorderLex, des CCI, Revue économique, OFCE, WIIW, CGSP, IRES, ICTSDAG, CES, CACID, ENS, Rexecode, BSI, CEDEF, LeMondeEcoEnt, UNEDIC, etc.

En 2013, plus de 3 200 internautes se sont inscrits sur le site pour avoir accès aux bases de données.

Les téléchargements

Les téléchargements rendent compte de l'appropriation des travaux du CEPII par les internautes à des fins de recherche ou à des fins pédagogiques.

Les documents téléchargés dépassent les 50 000 (site du CEPII et REPEC cumulés) en 2013. La baisse du nombre de téléchargements des bases de données est imputable à un défaut de marqueurs associé à la décentralisation de la gestion des bases. Cette diminution n'est qu'apparente comme en témoigne le nombre d'inscrits pour l'accès au téléchargement des données : 3200 en 2013 (2500 en 2012) (voir ci-dessus). Ce bug a été corrigé.

Graphique 3 – Téléchargements en 2013

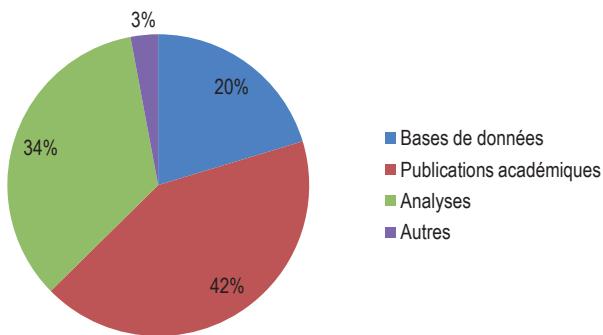
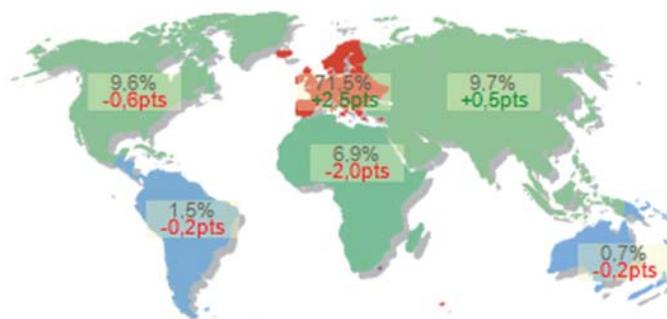


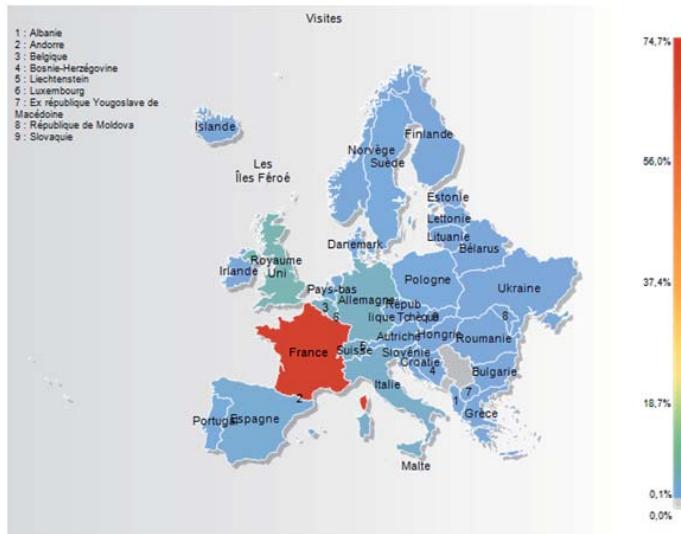
Tableau 2 - Détail des téléchargements en 2013

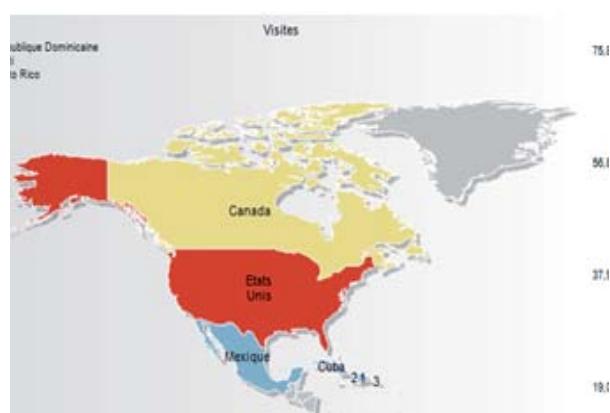
Téléchargements 2013	XITI	REPEC	TOTAL
	42 676	7 350	50 026
Publications académiques	14 391	6 775	21 166
Documents de travail	14 061	5 393	19 454
Économie Internationale/ International Economics	330	1 382	1 712
Analyses	16 646	575	17 221
Lettre du CEPII	13 777	575	14 352
Économie mondiale	333		333
Panorama	2 536		2 536
Bases de données	10 161		10 161
Autres	1 478		1 478

La fréquentation selon la géographie



Répartition des internautes (en % de chaque région)





La concentration sur l'Europe se renforce, tandis que la participation de l'Amérique du nord et de l'Asie se rééquilibrent (10 %, chacune). La part de l'Afrique recule quand celle de l'Amérique du sud reste stable.

La part de la France dans l'audience directe reste forte : plus de 50 %, celle des Etats-Unis continue à baisser, tandis que le public de Chine augmente, pour devenir le 4ème public, après le Royaume uni. Parmi les langues des navigateurs, le chinois, avec 3,3 %, apparaît en 3ème position, après le français (61 %) et l'anglais (24 %), mais devant l'allemand (2,3 %).

Tableau 3 - Évolution de la part des principaux pays (%)

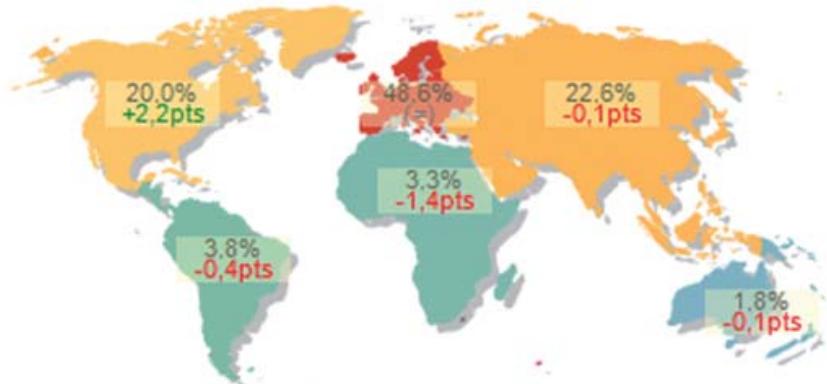
	2009	2010	2011	2012	2013
France	43,0	44,0	47,0	51,0	53,4
Etats-Unis	22,0	23,0	14,2	7,8	7,3
Royaume-Uni	2,8	2,3	2,8	3,3	3,1
Chine	1,2	1,4	2,1	2,3	2,6
Allemagne	1,9	1,9	2,2	2,4	2,4
Belgique	1,8	2,0	2,2	2,1	2,3
Canada	1,8	2,1	2,5	1,9	2,0
Maroc	2,6	2,9	2,7	2,5	2,0
Suisse	1,2	1,2	1,3	1,6	1,9
Italie	1,2	1,1	1,3	1,6	1,7
Tunisie	2,2	1,9	1,5	2,0	1,4
Inde	0,7	0,7	1,1	1,0	1,0
Espagne	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0
Japon	0,6	0,6	0,8	0,9	0,9
Pays-Bas	0,7	0,6	0,7	0,8	0,9
Algérie	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8

Le CEPPII dans la communauté internationale

Tableau 4 - Consultation géographique des publications

	Europe	France	Asie	Amérique du Nord	Afrique	Amérique du Sud	Océanie
Documents de travail	72 %	55 %	10 %	9 %	6 %	1 %	1 %
International Economics	58 %	38 %	14 %	15 %	8 %	2 %	1 %
La Lettre du CEPPII	91 %	84 %	5 %	2 %	1 %	1 %	1 %
L'économie mondiale	70 %	60 %	22 %	5 %	2 %	1 %	0 %
Le Blog du CEPPII	85 %	75 %	7 %	4 %	3 %	1 %	0 %

Graphique 3 - Consultation géographique des bases de données



Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (REPEC) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'American Economic Association. Le CEPII y reste placé au 14^e rang mondial des Think tanks, 8^e européen et 1^{er} français.

Tableau 5 – Classement REPEC des Think tanks (top 20 en mai 2014)

Rank		Institution
1	-	National Bureau of Economic Research (NBER)
2	+1	Centre for Economic Policy Research (CEPR)
3	-1	Institute for the Study of Labor (IZA)
4	-	Brookings Institution
5	-	ifo Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung an der Universität München e.V.
6	-	DIW Berlin (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung)
7	-	Peter G. Peterson Institute for International Economics (IIE)
8	+1	Institutet för Näringslivsforskning (IFN)
9	-1	Resources for the Future (RFF)
10	+1	Rimini Centre for Economic Analysis (RCEA)
11	+1	Economic and Social Research Institute (ESRI)
12	+1	Research Institute of Economy, Trade and Industry (RIETI)
13	+2	American Enterprise Institute
14	-	Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)
15	*	Motu: Economic & Public Policy Research
16	+1	Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB)
17	-1	W.E. Upjohn Institute for Employment Research
18	-8	Geary Institute, University College Dublin
19	-	Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung (RWI)
20	*	Centro de Investigación y Docencia Económicas (CIDE)

*Nouveau au top20, -- pas de changement dans le classement, -x=recul de x place(s), +x= progression de x place(s)

Annexe 3

■ Les publications hors CEPII

LES PUBLICATIONS HORS CEPPII

En gras : revues à comité de lecture

AGLIETTA Michel, "Un New Deal pour l'Europe", Odile Jacob, mars.

AGLIETTA Michel, "Signaux faibles en finance : qui pour les interpréter ?", *in* Prévenir les crises, Ces Cassandres qu'il faut savoir écouter, Armand Colin, p. 200-207, juin.

AGLIETTA Michel, "À quoi servent les économistes ? Les économistes, l'éthique et la justice sociale", Revue Esprit, n° 398, p. 85-90, octobre.

ALEKSYNSKA Mariya, "**FDI from the South: The Role of Institutional Distance and Natural Resources**", European Journal of Political Economy, vol. 29, p. 38–53, mars.

BAS Maria, "**Chinese Trade Reforms, Market Access and Foreign Competition: the Patterns of French Exporters**", World Bank Economic Review, vol. 27(1), mars.

BÉNASSY-QUÉRÉ Agnès, "**China and Global Rebalancing: A Two-Country Approach**", China Economic Review, vol. 26, p. 118, septembre.

BÉNASSY-QUÉRÉ Agnès, "**Modelling the World Economy at the 2050 Horizon**", Economics of Transition, vol. 21(4), Blackwell Publishing Ltd, p. 617-354, octobre.

BERTHOU Antoine, "**How do Multiproduct Exporters React to a Change in Trade Costs**", Scandinavian Journal of Economics, vol. 115(2), p. 326-353.

BRAND Thomas, "Un New Deal pour l'Europe", Odile Jacob, mars.

BUREAU Jean-Christophe, "**Trade Liberalization in the Bio-Economy: Coping with a New Landscape**", Agricultural Economics, juillet.

CAPELLE-BLANCARD Gunther, "The Impact of the French Securities Transaction Tax on Market Liquidity and Volatility", Centre d'Economie de la Sorbonne, Documents de travail, n° 85.

- CARTON Benjamin, "China and Global Rebalancing: A Two-Country Approach", *China Economic Review*, vol. 26, p. 118, septembre.
- CHOJNICKI Xavier, "L'immigration, remède miracle de la politique économique?", *Revue Pro-Asile*, n° 23.
- CHOJNICKI Xavier, "Migration Flows and their Demographic Consequences in the Commonwealth of Independent States", *Economia Internazionale/International Economics*, vol. 3(66), p. 285-309.
- CHOJNICKI Xavier, "Impact budgétaire de l'immigration : gare aux préjugés", *Vues d'ensemble*, n° 55, avril.
- CHOJNICKI Xavier, "Immigration et protection sociale", *in La protection sociale en France*, La documentation française, septembre.
- CHOJNICKI Xavier, "Les effets de l'immigration sur les comptes de la protection sociale", *in La France face au vieillissement*, Descartes et Cie, septembre.
- CHOJNICKI Xavier, "Vers une fiscalisation de la protection sociale", *in La France face au vieillissement*, Descartes et Cie, septembre.
- COUDERT Virginie, "Do Real Exchange Rates still Matter within the Euro Area?", *Review of International Economics*, vol. 21(1), p. 35-48.
- COUDERT Virginie, "Pegging Emerging Currencies in the Face of Dollar Swings", *Applied Economics*, vol. 45(36), p. 5076-5085.
- COUDERT Virginie, "The 'Forward Premium Puzzle' and the Sovereign Default risk", *Journal of International Money and Finance*, vol. 32, p. 491-511.
- COUDERT Virginie, "Les mésalignements de taux de change réels à l'intérieur de la zone euro", *Revue de l'OFCE*, vol. 127, p. 37-56, janvier.
- CROZET Matthieu, "Wholesalers in International Trade", *European Economic Review*, vol. 58(2013), p. 1-17, janvier.
- CROZET Matthieu, "Firm Level Comparative Advantage", *Journal of International Economics*, vol. 91(2), p. 321-328, novembre.
- DUFRÉNOT Gilles, "Using Time-Varying Transition Probabilities in Markov-Switching Processes to Adjust US Fiscal Policy for Asset Prices", *Economic Modelling*, vol. 34, p. 25-36.

DUFRÉNOT Gilles, "A Smooth Transition Long-Memory Model", Studies in Nonlinear Dynamics and Econometrics, vol. 17(3), De Gruyter, p. 281-296, mai.

DUFRÉNOT Gilles, "Computational Tools in Econometric Modelling for Macroeconomics and Finance", Economic Modelling, vol. 34, p. 1-4, août.

DUFRÉNOT Gilles, "Les politiques budgétaires dans la crise", Ouvertures économiques, De Boeck, p. 360, septembre.

DUFRÉNOT Gilles, "West African Single Currency and Competitiveness", Review of Development Economics, n° 4, p. 763-777, novembre.

FONTAGNÉ Lionel, "How do Multiproduct Exporters React to a Change in Trade Costs", Scandinavian Journal of Economics, vol. 115(2), p. 326-353.

FONTAGNÉ Lionel, "Cluster Policies and Firm Selection: Evidence from France", Journal of Regional Science, vol. 53(5), p. 897–922.

FONTAGNÉ Lionel, "Assessing Barriers to Trade in the Distribution and Telecom Sectors in Emerging Countries", World Trade Review, vol. 12(01), Cambridge, p. 1-22, janvier.

FONTAGNÉ Lionel, "Opening a Pandora's Box: Modelling World Trade Patterns at the 2035 Horizon", WTO Staff Working Papers, N°2013 (9), p. 1-48, août.

FONTAGNÉ Lionel, "Modelling the World Economy at the 2050 Horizon", Economics of Transition, vol. 21(4), Blackwell Publishing Ltd, p. 617-354, octobre.

FOURÉ Jean, "Opening a Pandora's Box: Modelling World Trade Patterns at the 2035 Horizon", WTO Staff Working Papers, n° 2013 (9), p. 1-48, août.

FOURÉ Jean, "Modelling the World Economy at the 2050 Horizon", Economics of Transition, vol. 21(4), Blackwell Publishing Ltd, p. 617-354, octobre.

GOUËL Christophe, "International Trade, Price Volatility and Standards for Sustainability", in Food System Sustainability: Insights From duALIne, Cambridge University Press, p. 158-175.

GOUËL Christophe, "Optimal Food Price Stabilisation Policy", European Economic Review, vol. 57, p. 118-134.

GOUEL Christophe, "Rules Versus Discretion in Food Storage Policies", American Journal of Agricultural Economics, vol. 95(4), p. 1029-1044.

GOUEL Christophe, "Comparing Numerical Methods for Solving the Competitive Storage Model", Computational Economics, vol. 41(2), p. 267-295.

GOURDON Julien, "A Preliminary Analysis on Newly Collected Data on Non-Tariff Measures", Policy Issues in International Trade and Commodities Study Series, UNCTAD, vol. 53, janvier.

GOURDON Julien, "Non-Tariff Measures: Regional Cooperation and Competitiveness through Regulatory Governance", *in* Arab Spring and Integration, M. Gasiorek Ed., Femise-CEPR, juin.

GOURDON Julien, "Les enseignements des évaluations d'impact des fonds de garantie", Techniques Financières et Développement, vol. 113, décembre.

HAVRYLCHYK Olena, "Banks' Restructuring and Smooth Deleveraging of the Private Sector in Slovenia", OECD Economics Department Working Papers, n° 1059.

HAVRYLCHYK Olena, "The Impact of the French Securities Transaction Tax on Market Liquidity and Volatility", Centre d'Économie de la Sorbonne, Documents de travail, n° 85.

HAVRYLCHYK Olena, "FDI from the South: The Role of Institutional Distance and Natural Resources", European Journal of Political Economy, vol. 29, p. 38-53, mars.

HÉRICOURT Jérôme, "The Impact of Financial Development on the Relationship between Trade Credit, Bank Credit and Firm Characteristics: A Study on Firm-Level Data from Six MENA Countries", Review of Middle East Economics and Finance, vol. 9(2), p. 197-239.

HÉRICOURT Jérôme, "La politique monétaire de la Banque Centrale Européenne : du conventionnel au non-conventionnel", *in* C. de Boissieu et J. Couppey-Soubeyran ed., "Les Systèmes Financiers : Mutations, crises et régulations", 4ème édition, Economica.

HÉRICOURT Jérôme, "Zone monétaire optimale et union monétaire européenne", *in* C. de Boissieu et J. Couppey-Soubeyran ed., "Les Systèmes Financiers : Mutations, crises et régulations", 4ème édition, Economica.

HÉRICOURT Jérôme, "Two-Round Elections, One-Round Determinants? Evidence from the French Municipal Elections", *Public Choice*, vol. 156(3), p. 563-591, septembre.

JEAN Sébastien, "Do Yesterday's Disciplines Fit Today's Farm Trade?", with Jean-Christophe Bureau, in ICTSD, ed., *Agriculture and Food Security Group: Proposals and Analysis*; Geneva, Switzerland, 2013, pp. 18-37.

JEAN Sébastien, "International Trade, Price Volatility and Standards for Sustainability", in *Food System Sustainability: Insights From duALIne*, Cambridge University Press, p. 158-175.

JEAN Sébastien, "Deleveraging and Global Growth", Paper based on the Asia Europe Economic Forum conference of 21-22 January 2013, 25 avril.

JEAN Sébastien, "Trade Liberalization in the Bio-Economy: Coping with a New Landscape", *Agricultural Economics*, juillet.

JEAN Sébastien, "Moving Towards a Refined Special and Differential Treatment", in *Building on Bali: A Work Programme for the WTO-related*, Simon J. Evenett and Alejandro Jara, p. 87-92, décembre.

LE GOFF Maëlan, "Can Trade Reduce Poverty in Africa?", *Economic Premise*, n° 114, avril.

LEMOINE Françoise, "China's Integration into the World Economy: Successes and New Challenges", in *Toward a New Development Paradigm in the twenty-First Century China*, Routledge, p. 11-27, janvier.

LEMOINE Françoise, "From Foreign Trade to International Investment: A New Step in China's Integration with the World Economy", *Economic Change and Restructuring*, vol. 46(1), p. 25-43, mars.

LEMOINE Françoise, "Investir à l'international, une nouvelle frontière", *La revue de la communauté polytechnicienne*, n° 684, avril.

LEMOINE Françoise, "Is there an Untapped Potential for European Direct Investment in China", *Review of Economic Conditions in Italy*, p. 17-42, juin.

LEMOINE Françoise, "L'évolution du déséquilibre du commerce extérieur de la Chine", *Journal of Translation from Foreign Literature of Economics*, n° 5, Xiamen University School of Economics, juillet.

LEMOINE Françoise, "L'économie des BRIC", La Découverte, août.

MAYER Thierry, "What Separates us? Sources of Resistance to Globalization", Canadian Journal of Economics, vol. 4(46), p. 1196-1231.

MIGNON Valérie, "Revisiting the Theory of Optimum Currency Areas: Is the CFA Franc Zone Sustainable?", Journal of Macroeconomics, vol. 38, p. 428-441.

MIGNON Valérie, "Do Real Exchange Rates still Matter within the Euro Area?", Review of International Economics, vol. 21(1), p. 35-48.

MIGNON Valérie, "On Price Convergence in Eurozone", Economic Modelling, vol. 34, p. 42-51.

MIGNON Valérie, "Pegging Emerging Currencies in the Face of Dollar Swings", Applied Economics, vol. 45(36), p. 5076-5085.

MIGNON Valérie, "The 'Forward Premium Puzzle' and the Sovereign Default risk", Journal of International Money and Finance, vol. 32, p. 491-511.

MIGNON Valérie, "On the Links between Stock and Commodity markets' volatility", Energy Economics, vol. 37, p. 16-28.

MIGNON Valérie, "Les mésalignements de taux de change réels à l'intérieur de la zone euro", Revue de l'OFCE, vol. 127, p. 37-56, janvier.

MITARITONNA Cristina, "Assessing Barriers to Trade in the Distribution and Telecom Sectors in Emerging Countries", World Trade Review, vol. 12(01), Cambridge, p. 1-22, janvier.

PONCET Sandra, "French Firms at the Conquest of Asian Markets: The Role of Export Spillovers", Journal of Asian Economics, vol. 2(28), p. 354-374.

PONCET Sandra, "Export Upgrading and Growth: The Prerequisite of Domestic Embeddedness", World Development, p. 104-118.

PONCET Sandra, "Cluster Policies and Firm Selection: Evidence from France", Journal of Regional Science, vol. 53(5), p. 897-922.

PONCET Sandra, "Complexité économique et croissance : une application au cas chinois", Revue Economique, vol. 64(3), p. 495-503.

PONCET Sandra, "Wholesalers in International Trade", European Economic Review, vol. 58(2013), p. 1-17, janvier.

RAGOT Lionel, "On the Optimal Control of Pollution in a Human Capital Growth Model", Mathematical Economics Letters, vol. 1(1).

RAGOT Lionel, Les conséquences macroéconomiques du vieillissement, *in* La France face au vieillissement - Le grand défi, Descartes et Cie.

RAGOT Lionel, "Le vieillissement de la population française", *in* La France face au vieillissement - Le grand défi, Descartes et Cie.

RAGOT Lionel, "Un état des lieux des dommages et des risques environnementaux", Les cahiers français, n° 374, mai.

RAGOT Lionel, "Vers une fiscalisation de la protection sociale", *in* La France face au vieillissement, Descartes et Cie, septembre.

TERRA Cristina, "The Long Run Interplay Between Trade Policy and the Location of Economic Activity in Brasil Revisited", Geography, Institutions and Regional Economic Performance, p. 331-351.

TERRA Cristina, "Retour vers le futur ?", Politique Étrangère, n° 4, p. 87-101.

TERRA Cristina, "Finanças Internacionais - Macroeconomia Aberta: Teoria, Aplicações e Políticas", Elsevier-Campus.

TOUBAL Farid, "Production Versus Distribution Oriented FDI", Review of World Economics, vol. 3(149), p. 423-442.

TOUBAL Farid, "Cross-Border and Foreign Affiliate Sales of Services: Evidence from German Micro-Data", World Economy, N°doi: 10.1111/twec.12093.

TRIPIER Fabien, "Trend Shocks and Economic Development", Journal of Development Economics, vol. 103, p. 29-42, juillet.

ÜNAL Deniz, "La robuste santé de l'ex homme malade de l'Europe", Oasis, n° 17, juin.

ÜNAL Deniz, "L'évolution du déséquilibre du commerce extérieur de la Chine", Journal of Translation from Foreign Literature of Economics, n° 5, Xiamen University School of Economics, juillet.

Annexe 4

■ Le CEPII dans les médias

LE CEPII DANS LES MÉDIAS

En 2013, les économistes du CEPII ont réalisé 204 interviews exclusives et publié 49 articles de presse. Au total, le CEPII est apparu 373 fois dans la presse écrite, 108 fois dans les médias audiovisuels et 1 146 fois sur internet pour un total de 1 627 mentions dans les médias en 2013. Cette année, l'essentiel des interventions a porté sur la mondialisation, le commerce international et les accords régionaux, ainsi que sur les questions monétaires et financières.

Cartographie de la présence du CEPII dans les médias

Le CEPII recense les coupures de presse fournies par Kantarmedia pour la presse écrite et audiovisuelle et les alertes envoyées par Meltwater et Google pour les citations sur les sites internet internationaux. Les économistes notifient également leurs interventions dans les médias audiovisuels et dans la presse écrite internationale. Les reprises d'articles déjà parus dans des médias différents ne sont pas exhaustives.

Les interventions du CEPII dans les médias peuvent prendre diverses formes : interviews exclusives, articles signés ou chroniques audiovisuelles par les économistes, mais aussi des mentions d'économistes, de publications ou de conférences du CEPII.

Le tableau 1 recense les mentions du CEPII en 2013 en fonction de la nature du support des médias. On observe une nette augmentation du nombre total de mentions par rapport à 2012, cela tient notamment d'un meilleur référencement cette année (l'année passée, un changement de prestataire avait empêché le référencement des mentions sur plusieurs mois). Cela provient également d'une multiplication des supports citant le CEPII, notamment sur internet. En 2013, le CEPII a été mentionné sur 445 médias différents, alors qu'il était mentionné sur 420 médias différents en 2012.

La presse écrite comptabilise 23 % du total des mentions (373 mentions) du CEPII. Selon le tableau 1, un peu moins de 50 % des mentions dans la presse écrite ont été publiés dans la presse spécialisée ou la presse nationale.

Dans l'ensemble, pour la presse écrite, Le Monde Éco & Entreprise comptabilise le plus de mentions (30), suivi par Les Echos (20), Problèmes Économiques (18) puis La Correspondance Économique (16).

Tableau 1 - Répartition des mentions du CEPII par types de supports, 2011-2013

Type du support	2013	2012	2011
Presse écrite	23 %	35 %	38 %
Web	70 %	45 %	48 %
TV + radio	7 %	20 %	14 %
TOTAL	1 627	1 124	811

Source : Référencement par le CEPII à partir de Kantarmedia, Meltwater et Google.

Note : les chiffres concernent l'ensemble des mentions : articles signés et chroniques, interviews et citations.

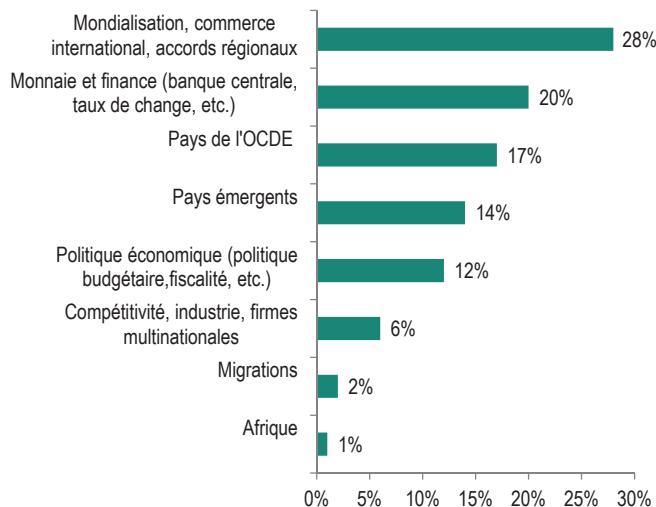
Les sites internet comptabilisent plus de 1 146 mentions du CEPII, soit 70 % du total des mentions. La presse française sur internet représente 51 % des mentions sur le web, avec, en tête, LeMonde.fr puis LesEchos.fr, Lexpansion.Lexpress.fr, Latribune.fr et France24.fr. Les sites d'actualité, spécialisés, professionnels et les blogs représentent 37 % des mentions. Les cinq premiers sont Boursorama.com, Planet.fr, Atlantico.fr, Easybourse.com et Agoravox.fr. Les portails (Free, Msn, Orange, Yahoo) représentent 7 % des mentions. Enfin, la presse internationale représente 5 % des mentions.

Les médias audiovisuels représentent 7 % des mentions. Concernant la radio, les économistes du CEPII sont beaucoup intervenus sur RFI (34 % des interventions radio), France Culture (23 %) et France inter (14 %). Concernant la TV, les économistes sont surtout intervenus sur BFM Business (38 % des interventions TV), France 24 (25 %), LCI (10 %).

Nature des interventions du CEPII dans les médias

Cette année, les économistes sont surtout intervenus sur les effets de la mondialisation, l'évolution du commerce international et les accords régionaux, mais aussi sur les questions monétaires et financières. Les journalistes ont également beaucoup interrogé les experts du CEPII sur des cadrages macroéconomiques et des analyses par pays (pays de l'OCDE et pays émergents).

Graphique 1 – Principaux thèmes traités en 2013 (part en % de l'ensemble des mentions)



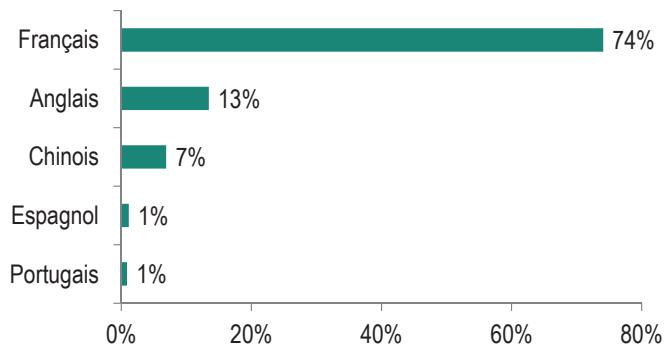
Source : Référencement des mots clés par le CEPII.

En 2013, on dénombre 49 articles signés ou chroniques animées par les économistes du CEPII. Cinq médias en regroupent 40 % : Alternatives économiques, Atlantico.fr, Les Echos, Problèmes économiques et La Tribune.

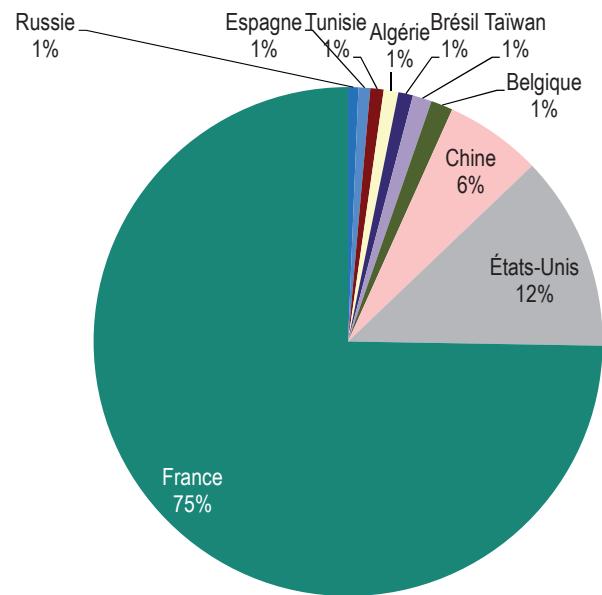
Les interviews sont recensées sur 94 supports différents (presse écrite, internet ou chroniques audiovisuelles) en 2012. Les dix premiers médias qui ont interviewés les économistes du CEPII comptabilisent un peu moins de 50 % de l'ensemble, et sont : France Culture, RFI, France 24, BFM Business, La Croix, France Info, Le Monde, Radio Classique, France Inter et Les Echos.

La base Meltwater recense les mentions du CEPII sur les sites internet du monde entier. Elle permet notamment d'obtenir des statistiques concernant l'origine géographique des sites. En 2013, 43 pays différents citent le CEPII, et ce en 21 langues différentes. Le français domine toutes les autres langues, avec 74 % des mentions en français. L'anglais occupe une place importante (13 % des mentions, voir graphique 2), ainsi que le chinois (6 %). Les six premiers pays comptabilisent plus de 90 % des mentions (graphique 3). La France est largement en tête (70 %), puis les États-Unis et la Chine.

Graphique 2 – Mentions du CEPII sur internet, répartition des cinq premières langues en 2013



Graphique 3 – Mentions du CEPII sur internet, répartition des dix premiers pays en 2013



Annexe 5

- 
- Interventions, rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations

**INTERVENTIONS, RAPPORTS ET TRAVAUX,
POUR DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES FONDATIONS**

Michel Aglietta

"Enseignements de la crise de la zone euro", La monnaie entre unicité et pluralité, EHESS, 25 janvier.

"Pourquoi une union politique européenne et quels objectifs doit-elle atteindre?", La crise de la dette dans la zone euro, Le Lycée du Parc, 10 janvier.

"Un nouveau contrat social pour l'Europe", AUDENCIA, 5 février.

"Crise financière, crise de la zone euro", La crise de la dette, Les Rencontres Sciences-Po Sud-Ouest, 14 février.

"Comprendre la réforme chinoise", Comprendre la réforme chinoise, Université Montpellier 3, 21 février.

"Cycles financiers, crises financières", Journée de la finance, Ecole de management, 19 mars.

"Modèle bancaire, union bancaire, stabilité financière", Gouvernance d'entreprise, Association Française de Gouvernance des Entreprises, 20 mars.

"China's Financial Reform to Sustainable Development", School of Economics, Peking University, 19 mars.

"China's Financial Reform to Sustainable Development", Southwestern University of Economics and Finance, 12 avril.

"The Global Financial Crisis and the Future of the IMS", Development Research Center, 16 avril.

"Understanding China's Reform to Sustainable Development", European Chamber of Commerce, 17 avril.

"Europe's Institutionnal Maze and Failure to Cure Euro's Woes", Chinese Academy of Social Sciences, 18 avril.

"Macroeconomics of Emergence", avec Guo Bai, Donghua University, 23 avril.

"Quelle place pour la réglementation dans la gouvernance?", Fonctionnement du conseil d'administration, rémunérations et transparence : Quelle gouvernance pour les entreprises, Autorité des Marchés Financiers, 23 mai.

"L'Europe : intégration ou désintégration", Journées de l'AFSE, Faculté de droit et d'économie, Université d'Orléans, 16 mai.

"Un New-deal pour l'Europe", Société Française des Analystes Financiers, 26 juin.

"Compétitivité, innovations, croissance", 3e forum Recherche & Innovation collaborative "Innovation, risques et technologies", AUDENCIA, 25 juin.

"Un New-deal pour l'Europe", avec Thomas Brand, OFCE, 2 juillet.

"Les économistes, l'éthique et la justice sociale", Les rencontres économiques d'Aix de Provence : Le choc des temps, Le Cercle des Economistes, 6 juillet.

"Un New-deal pour l'Europe", Ligue Européenne de Coopération Économique, 5 septembre.

"Croissance inclusive : comment transformer les gains économiques en réduction de la pauvreté et des inégalités", Croissance, pauvreté, inégalités, Forum mondial convergences, 18 septembre.

"La politique monétaire de la BCE", Groupe Finance de Sciences Po, 20 septembre.

"Banques centrales et stabilité financière", Enjeux cruciaux de la macro-finance contemporaine, Université Paris 10, 26 septembre.

"Résoudre la crise de la zone euro et régénérer la croissance", Un New-deal pour l'Europe ?, Cercle Condorcet de Paris, 22 octobre.

"Competitiveness, Innovation Systems and Sustainable Growth in Europe?", Beyond Deindustrialisation: The Future of Industries, European Association for Evolutionary Political Economy, 9 novembre.

"La réforme chinoise dans la perspective du développement", Ecole Centrale de Paris, 12 novembre.

"Reviving Growth in Europe: Financing SMEs and Low-Carbon Investments", Beyond Low Interest rates. Reviving Growth in the Euro Area, Cercle des Économistes et Friedrich Ebert Stiftung, 19 novembre.

"Régénérer les systèmes d'innovation et remobiliser les PME", L'innovation et la création d'entreprises au service de l'emploi, Communauté d'Agglomérations du Mont Valérien, 28 novembre.

"Sovereign Wealth Funds in the Mutation of Global Finance", Financing Development and Reshaping Globalization, United

Arab Emirates University, College of Business and Economics, décembre.

"Commentaires sur le rapport de la CNUCED", Trade and Development Report, 2013, CNUCED, 17 septembre.

Thomas Brand

"Un New-deal pour l'Europe", avec Michel Aglietta, OFCE, 2 juillet.

Xavier Chojnicki

"L'immigration coûte-t-elle cher à la France", Construire la cité de la relation : l'enjeu interculturel dans les villes d'aujourd'hui, Ville de Strasbourg, 5 avril.

"L'impact économique de l'immigration en France", Discrimination liée à l'origine ethnique en matière d'accès à l'emploi, IWEPS, 26 juin.

"L'immigration coûte-t-elle cher à la France", L'apport des étrangers, Ville de Toulouse, 18 octobre.

Virginie Coudert

"Pegging Emerging Currencies in the Face of Dollar Swings", avec Cécile Couharde & Valérie Mignon, International Conference "Exchange Rate Regimes in Developing Countries", HTW Berlin, 18-20 juin.

"Pegging Emerging Currencies in the Face of Dollar Swings", avec Cécile Couharde & Valérie Mignon, Congrès annuel de l'Association Française de Sciences Economiques, AFSE, 24-26 juin.

Dramane Coulibaly

"Current Accounts and Oil Price Fluctuations in Oil-Exporting Countries: the Role of Financial Development", avec Jean-Pierre Allegret & Valérie Mignon, Séminaire EconomiX, EconomiX-CNRS, 14 novembre.

Nicolas Depetris-Chauvin

"Trade and Labor Market Outcomes in Developing Countries", avec Marcelo Olarreaga, Swiss Programme for Research on Global Issues for Development, SNF, 23 septembre.

"Agricultural Prices, Household Wellbeing and Poverty Alleviation: The Role of Agricultural Supply Chains and Household Constraints", The Quest for Economic Transformation, 6 décembre.

"Latin America and the Caribbean: Blessed with resources, overwhelmed by choice?", 22e Congrès Mondial de l'Énergie, Conseil Mondial de l'Énergie, 14 octobre.

Christophe Destais

"The International Monetary System as a Swap Nexus", Think20 meeting on December 11th 2013. This meeting was organized as part of the Australian presidency of the G20, G20 Studies Center of the Lowy Institute for International Policy, 11 décembre.

Evelyne Dourille-Feer

"Les paradoxes de la dette publique japonaise", Séminaire "Dettes publiques", CDC, 24 janvier.

Participation au séminaire "Dettes publiques" de la Caisse des Dépôts (présentation de la dette publique au Japon le 24 janvier 2013), participation à la rédaction du rapport "Dettes publiques en zone euro : Enseignements de l'Histoire et stratégie pour l'avenir" (Chapitre II - Les paradoxes de la dette publique japonaise).

Charlotte Emlinger

Audition pour le Comité Médicis, think thank sur la finance responsable créé par Amundis, sur l'économie agricole mondiale, 31 mai 2013, Paris.

Audition à la Commission des Finances du Sénat sur le dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires, 2 avril 2013, Paris.

"Per-Unit Duties: Friends or Foes of Developing Country Exporters?", avec Houssein Guimbard, EAAE Seminar, août.

"Multinational Retailers and Home Country Exports""", avec Angela Cheptea & Karine Latouche, Annual Conference of the International Agricultural Trade Research Consortium, décembre.

"Panorama de l'économie agricole mondiale", Comité Médicis, Amundis.

Jean Fouré

"Opening a Pandora's Box: Modelling World Trade Patterns at the 2035 Horizon", 16th Annual Conference on Global Economic Analysis, GTAP, 12 juin.

Julien Gourdon

"Évaluer l'impact des instruments financiers en faveur des entreprises", co-rédigé avec O. Cadot, A-C. Disdier, J. Héricourt & A. Suwa-Eisenmann, rapport commandité par l'AfD auprès du CEPREMAP.

"Evaluation of a Bilateral Trade Agreement TAFTA between EU and US", EU Technical TPC meeting devoted to studies of the EU US FTA, DG Trade European Commission, 12 février.

"Assessing Non-Tariff Measures Impact on Trade Unit Values", GTAP 16th Annual Conference on Global Economic Analysis, GTAP, 12 juin.

"Assessing the Effects of NTMs' on Trade Flows and Trade Unit Values", 3rd International Conference on International Trade and Investment "Non-Tariff Measures: The New Frontier of Trade Policy?", 6 septembre.

"New Ways to Measure and Compare Non-Tariff Measures (NTMs)", avec Olivier Cadot, 40th Chief economist seminar of DG Trade European Commission, European Commission, 16 October.

"Assessing the price-raising effect of non-tariff measures in Africa", Macroeconomics of Agriculture and Development: What challenges for Food Security?, 21-22 novembre.

"Expectations and Issues around a bilateral trade agreement between EU and US", Weimar Triangle Working sessions, Stiftung Genshagen and Friedrich Erbert Stiftung, 25 avril.

"Assessing the effects of NTMs' on trade flows and trade unit values", avec Olivier Cadot, Expert Meeting on Non-Tariff Measures (NTMs), USITC, 16-17 septembre.

Thomas Grjebine

"House Prices Drive Current Accounts: Evidence from Property Tax Variations", RIEF, 29 mars.

"House Prices Drive Current Accounts: Evidence from Property Tax Variations", Theories and Methods in Macroeconomics, 27 mars.

"House Prices Drive Current Accounts: Evidence from Property Tax Variations", AFSE, 24 juin.

"House Prices Drive Current Accounts: Evidence from Property Tax Variations", European Economic Association and Econometric Society, 26 août.

Houssein Guimbard

"Per-Unit Duties: Friends or Foes of Developing Country Exporters?", GTAP, 13 juin.

"Per-Unit Duties: Friends or Foes of Developing Country Exporters?", avec Charlotte Emlinger, EAAE Seminar, août.

"What has regionalism left to multilateralism?", IATRC Trade and Labor Market Impacts (Annual Meeting), IATRC, 16 décembre.

Jérôme Héricourt

"Exchange Rate Volatility, Financial Constraints and Trade: Empirical Evidence from Chinese Firms", 6 th FIW-Research Conference February.

"Exchange Rate Volatility, Financial Constraints and Trade: Empirical Evidence from Chinese Firms", CESifo - Delphi Conference, CESifo, 26-27 avril.

"Exchange Rate Volatility, Financial Constraints and Trade: Empirical Evidence from Chinese Firms", GTDW Seminar, World Trade Organization, 9 avril.

"Exchange Rate Volatility, Financial Constraints and Trade: Empirical Evidence from Chinese Firms", Association Française de Sciences Économiques, 62ème congrès, AFSE, 24-26 juin.

"Beliefs, Media Exposure and Policy Preferences on Immigration: Evidence from Europe", avec Gilles Spielvogel, European Economic Association, 28ème congrès, EEA, 26-30 août.

"Exchange Rate Volatility, Financial Constraints and Trade: Empirical Evidence from Chinese Firms", European Economic Association, 28ème congrès, EEA, 26-30 août.

"Volatility, Productivity and Trade : Evidence from French Firm-Level Data", European Trade Study Group (ETSG), 15ème Congrès, 12-14 septembre.

Sébastien Jean

Discutant du papier "The Complex and Covert Web of Financial Protectionism", présenté par Kevin Young, conférence "Industrial Policy Since the Onset of the Financial Crisis" organisée par UC Berkeley et l'Université de Saint-Gallen, Bruxelles, 14-15 novembre 2013.

Discutant, session "WTO Issues", Asia-Euro Economic Forum, Pékin, 29 octobre 2013.

"Re-thinking Special and differential treatment in the WTO", presentation at the Panel session on "Looking beyond MC9 – how to deal with reciprocity and flexibility in moving forward on the DDA?" organised by the Directorate General for Trade of the European Commission at the WTO Public Forum, Geneva, 3 October 2013.

"How have agricultural trade policies evolved since the start of the century?", presentation at ICTSD-FAO Dialogue "Farm policy reforms and the future of the multilateral trading system: What could evolving policies mean for global regulatory frameworks?", Genève, 24 septembre 2013

Participation à la table-ronde "La nouvelle donne des politiques commerciales", conférence "L'économie mondiale 2014", CEPII, septembre 2013.

"Resource Depletion, Climate Change, and Economic Growth", discussion de l'article de Andrew Steer, Conférence "Towards a Better Global Economy", Global Citizen Foundation, Genève, juillet 2013.

Participation à la table-ronde "Globalisation and labour markets", Banque de France, mai 2013.

Audition par la Mission d'évaluation du soutien public aux exportations du Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques (P. Prat et J.-C. Fromentin), Assemblée nationale, 21 février 2013.

Maëlan Le Goff

"Does Migration Foster Exports : an African Perspective", Norface Conference, NORFACE & UCL, 13 avril.

"Does Migration Foster Exports? An African Perspective", Séminaire SIUTE, Université Lille 1, laboratoire EQUIPPE, 4 juin.

"Does Migration Foster Exports? An African Perspective", Colloque International organisé par DIAL "Institutions et Développement", DIAL, Paris Dauphine, 28 juin.

"Does Migration Foster Exports? An African Perspective", 4th International Conference on "Economics of Global Interactions: new perspectives on trade, factor mobility and development", University of Bari Aldo Moro, 17 septembre.

Françoise Lemoine

"An untapped potential? FDI in China and Europe", Over the Wall. FDI in China and Europe, and the path towards economic growth, Unicredit, 24 juin.

"Dynamique spatiale du développement économique chinois", avec Deniz Ünal, La Chine: une puissance mondiale, Festival International de Géographie, 4 octobre.

"The Geographic Pattern of China's Growth and Convergence within Industry", avec Grégoire Mayo, Sandra Poncet & Deniz Ünal, Structural Change and Trade Efficiency, GEP China/ifo/CEPII Conference, University of Nottingham Ningbo, China, GEP China/ifo/CEPII Conference, 8 novembre.

"EU-China Trade and Investment Relations", The Globalization of China, European University Institute, 7 octobre.

"China's economy: past performance, present issues and challenges ahead.", "Understanding China", Mardariaga college of Europe foundation, 22 novembre.

Valérie Mignon

"Pegging Emerging Currencies in the Face of Dollar Swings", avec Virginie Coudert, International Conference "Exchange Rate Regimes in Developing Countries", HTW Berlin, 18-20 June.

"Pegging Emerging Currencies in the Face of Dollar Swings", avec Virginie Coudert, Congrès annuel de l'Association Française de Sciences Economiques, AFSE, 24-26 juin.

"Post-recession US employment through the lens of a non-linear Okun's law", avec Menzie Chinn & Laurent Ferrara, International Symposium Forecasting (ISF), ISF, 23-26 Juin.

"Current accounts and oil price fluctuations in oil-exporting countries: the role of financial development", avec Jean-Pierre

Allegret, avec Cécile Couharde, Séminaire EconomiX, EconomiX-CNRS, 14 novembre.

Stéphanie Monjon

"Évaluer Les Interactions entre Politique climatique et Sécurité énergétique en Europe", Politique climatique et sécurité énergétique : quelles interactions à considérer pour l'Europe de demain ?, High Council for Strategic Education and Research, 23 avril.

"Alternative Instruments to Address Potential Competitiveness and Leakage Issues", Border Carbon Adjustment and International Trade: A Policy Dialogue, OECD, 11 juin.

"Will/Would Climate Policy Improve European Energy Security?", Annual Conference on Global Economic Analysis, GTAP, 12-14 juin.

"Border Carbon Adjustment and Potential Trade Retaliation: Border Carbon Adjustment and Trade Retaliation: What would be the Cost for European Union?", Conference of the Association of Environmental and Resource Economists, Association of Environmental and Resource Economists, 6-8 juin.

"Alternatives to Border Carbon Adjustment", Border Carbon Adjustment: Everything you ever wanted to know (and more), International Institute for Sustainable Development and Friedrich-Ebert-Stiftung, 27 septembre.

Gianluca Orefice

"The Development of EU and EU Member States' External Competitiveness II", **DG Trade Report**, avec L. Fontagné *et al.*, pour la DG Trade de la Commission Européenne.

"Product Standards and Margins of Trade: Firm Level Evidence (CESifo 2013)", CESifo Delphi conference, 27 April.

"Product Standards and Margins of Trade: firm level evidence (European Economic Association, 2013)", European Economic Association, août.

"Tariff Reductions, Trade Patterns and the Wage up in a Monopolistic Competition Model with Vertical Linkages (ITSG, November)", avec Francesco Di Comite & Antonella Nocco, Italian Trade Study Group, ITSG, novembre.

Sandra Poncet

"The Geographic Pattern of China's Growth and Convergence within Industry", avec Françoise Lemoine & Deniz Ünal, Structural Change and Trade Efficiency, GEP China/ifo/CEPII Conference, University of Nottingham Ningbo, China, GEP China/ifo/CEPII Conference, 8 novembre.

Urszula Szczerbowicz

"The ECB's Unconventional Monetary Policies: Have they Lowered Market Borrowing Costs for Banks and Governments?", T2M, 27 mars.

"The ECB's Unconventional Monetary Policies: Have they lowered market borrowing costs for banks and governments?", ESSIM (European Summer Symposium in International Macroeconomics), CEPR, 21-26 mai.

"Disaster risk in a New Keynesian model", 62rd Annual Meeting of the French Economic Association, AFSE, 24-28 juin.

"The ECB's Unconventional Monetary Policies: Have they lowered market borrowing costs for banks and governments?", 62rd Annual Meeting of the French Economic Association, AFSE, 24-28 juin.

"The ECB's Unconventional Monetary Policies: Have they lowered Market Borrowing Costs for Banks and Governments?", 28th Annual Congress of the European Economic Association, EEA, 26-30 août.

"The ECB's Unconventional Monetary Policies: Have they lowered Market Borrowing Costs for Banks and Governments?", Macroeconomics Workshop, Tokyo University, 19 septembre.

"The ECB's Unconventional Monetary Policies: Have they lowered Market Borrowing Costs for Banks and Governments?", Research Workshop, Daito Bunka University, 27 septembre.

"The ECB's Unconventional Monetary Policies: Have they lowered market borrowing costs for banks and governments?", RIETI seminar, RIETI, 01 octobre.

Cristina Terra

"Biofuel Supply Chains, Agricultural Markets and Price Volatility: Evidence for Key Producing Countries", OCDE, 16 décembre.

Deniz Ünal

"Dynamique spatiale du développement économique chinois", avec Françoise Lemoine, La Chine : une puissance mondiale, Festival International de Géographie, 4 octobre.

"The Geographic Pattern of China's Growth and Convergence within Industry", avec Françoise Lemoine, avec Grégoire Mayo, Structural Change and Trade Efficiency, GEP China/ifo/CEPII Conference, University of Nottingham Ningbo, China, GEP China/ifo/CEPII Conference, 8 novembre.

"L'Union Européenne dans l'économie globale", La place de l'Union Européenne dans l'économie globale: quelles politiques économiques ?, Académie de Paris, Séminaire de formation pour les enseignants en SES, Lycée Voltaire, Académie de Paris, 6 novembre.

Annexe 6



Rencontre organisées
par le CEPII et le Club du CEPII

RENCONTRE ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPII

A - COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

European troubles, Asian worries

- Session 1. The euro crisis: is the policy response effective?*
- Session 2. Banking union and fiscal union in Europe: outlook and implications for global partners*
- Session 3. Growth in Asia: temporarily blip, slowdown or abrupt adjustment?*
- Session 4. The global deleveraging process: where do we stand?*
- Session 5. International monetary developments in Asia: consequences for the global monetary regime*
- Session 6. Financial regulation: convergence or divergence?*

COLLOQUE
21-22 janvier

Bruxelles

Co-organisé dans le cadre
du projet AEEF

Un New Deal pour l'Europe

Présentation de livre qui pose une question brûlante : la construction européenne constitue-t-elle encore un but qui puisse être partagé par les Etats et légitimé par leurs citoyens ?

Avec cet essai d'économie politique, Michel Aglietta et Thomas Brand ne se contentent pas d'analyser les ressorts monétaires de la crise actuelle. S'ils montrent que l'euro est une monnaie étrangère et incomplète, ils vont bien au delà en mettant au jour les facteurs de divergence qui ont entraîné les déséquilibres commerciaux et industriels de la zone euro. Dénonçant au passage nombre d'idées reçues – sur le rôle des dettes publiques dans la crise ou sur la compétitivité –, ils dressent un réquisitoire sévère des politiques menées depuis 2010, qui ont trop souvent pris les symptômes pour les causes. Surtout, ils font des propositions liant étroitement la réforme de la gouvernance européenne à un véritable projet de croissance.

Car une conviction forte les anime : il ne suffit pas de redéfinir le mandat de la Banque centrale européenne ou de mettre en place l'union bancaire – mesures ô combien nécessaires – pour redonner confiance aux citoyens désabusés. Il faut aussi partager les politiques industrielles et mettre en œuvre des projets régionaux

CONFÉRENCE
21 mars

Paris

À l'occasion de la publication chez
Odile Jacob de l'ouvrage de Michel
Aglietta et Thomas Brand

communs. C'est seulement en construisant ce new deal que l'on redonnera sa chance à l'Europe.

COLLOQUE
28-30 mars

Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne

Organisé par le Réseau RIEF (Research in International Economics and Finance).

CEPII : partenaire du réseau.

XIIIth Doctoral Meetings in International Trade and International Finance

Session 1. Barriers to trade

Session 2. Trade and Labour

Session 3. Comparative advantage and technology

Session 4. Institutions and Development (special session sponsored by OSE-PSE)

Session 5. Micro, Macro and Trade

Session 6. Firm heterogeneity, Strategy and Quality

Session 7. Barriers to trade 2

Session 8. Finance, Banks and FDI

CONFÉRENCE
3 mai

Paris

Co-organisé avec le FMI et le Club du CEPII.

Do We Need to Reform Labor Markets to Support Jobs and Boost Growth?

After six years of crisis, over 8 percent are still unemployed in advanced economies, with a third of the young unemployed having been out of work for six months or longer. Within the Euro zone, reaching 12 percent, unemployment has never been so high since the launch of the euro. As countries face the challenge of putting these millions of people back to work, researchers and policymakers are once again discussing labor markets regulation and policies.

CONFÉRENCE
12 juin

Paris

Co-organisé avec le CGSP, le CERI-Sciences-Po, et en partenariat avec le quotidien Les Echos.

Inégalités et mondialisation

Les relations entre la mondialisation et les inégalités ont une longue histoire. Cette question revient régulièrement dans le débat public et nous conduit à s'interroger sur les "gagnants" et les "perdants" de la mondialisation.

Il faut cependant dissocier le niveau de vie entre les pays du niveau de vie au sein d'une même société. On distingue ainsi les inégalités entre pays (inégalités internationales), les inégalités à l'intérieur des pays entre les ménages ou entre les hommes et les femmes (inégalités internes) et celles qui combinent les inégalités entre pays et entre ménages (inégalités mondiales).

Au-delà des considérations purement géopolitiques, on observe une conscience mondiale des inégalités. Les opinions publiques

considèrent de plus en plus que la mondialisation est majoritairement responsable de la montée des inégalités, principalement celles touchant les revenus à l'intérieur de chaque pays. Les données dont on dispose confortent-elles cette vision d'une concentration de richesse s'opérant au détriment de la justice sociale ? Peut-on dessiner une trajectoire de long terme des inégalités dans un contexte mondialisé ? Qu'en sera-t-il de la capacité des pays émergents à développer une égalité des chances, à promouvoir une gouvernance adaptée et à favoriser la redistribution des revenus ? Qu'en est-il des pays les plus pauvres ?

Les phénomènes d'inégalité sont multidimensionnels. Les inégalités entre les hommes et les femmes font ainsi l'objet d'une attention renforcée au motif que leur réduction est un levier indispensable du développement que ce soient dans les pays en développement ou dans les pays développés.

Des études montrent cependant qu'à partir d'un certain niveau, les inégalités peuvent nuire au contraire au dynamisme d'une économie. Elles provoquent alors une baisse de la consommation et une éviction de talents, en cristallisant l'agitation sociale et politique. De quelles armes les pays développés, qui ont déjà mobilisé à des degrés divers les outils de la redistribution, disposent-ils désormais pour renverser ce processus ? *Via* le G20, une grande offensive contre les paradis fiscaux a été annoncée, supposant une coopération d'un genre inédit, initiée par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie. Dans un contexte mondialisé où l'autonomie fiscale d'un pays est considérée comme plus limitée, quelles sont les marges de manœuvre ?

Workshop CEPPII-PSE 2013: The Strategies of Exporting Firms

Session 1. Exports and the home country perspective

Session 2. Labour Heterogeneity and Firms Performances

Session 3. The trade margins of exporting firms

Session 4. Trade liberalization and export performances

SÉMINAIRE
24 juin

Paris
Co-organisé avec PSE.

Target 2 et la crise en zone euro

La zone euro s'est dotée d'un dispositif de paiement interbancaire, baptisé Target, permettant d'assurer le règlement des transactions en euro par l'intermédiaire des Banques centrales nationales. Initialement, il s'agissait de faciliter les échanges libellés en

CONFÉRENCE
27 juin

Paris
Co-organisé avec le Club du CEPPII.

euro, mais la crise a conduit à l'accumulation de créances et de dettes entre les banques centrales des pays du centre et celles de la périphérie. Depuis 2008, les déséquilibres qui étaient alors de l'ordre de 50 milliards d'euros, ont été multipliés par dix au point que certains économistes – essentiellement en Allemagne – s'inquiètent des risques financiers qui leur sont associés. Pendant longtemps cantonnées à un public de spécialistes, les discussions autour des "soldes Target" sont désormais au menu des politiques macroéconomiques et de sortie de crise.

L'économie mondiale 2014

Session 1. Croissance : où en est-on ?

- Désendettement et croissance : expériences comparées États-Unis/Europe/Japon
- Émergents : comment gérer le ralentissement ?

Session 2. Politiques commerciales : nouvelle donne

L'avenir de la zone euro : visions croisées franco-allemandes

La crise a mis en lumière des imperfections dans la définition et la mise en œuvre de l'union monétaire mais elle a également révélé des malentendus entre la France et l'Allemagne.

De nombreuses mesures ont été prises depuis trois ans pour la gérer, en atténuer les effets, éviter qu'elle ne conduise à un éclatement de la zone. Or des bases claires, durables et consensuelles sont maintenant indispensables pour la survie de la monnaie unique. Ces bases incluront assurément certes des mesures déjà prises mais d'autres devront être modifiées, complétées ou remplacées afin que des idées émergent et que de nouvelles initiatives soient prises.

Ces changements impliquent en premier lieu un dialogue approfondi entre toutes les parties prenantes et intéressées. Non seulement parce qu'il est le gage de qualité mais surtout parce qu'il est absolument nécessaire à l'acceptabilité des futures règles. C'est dans cette perspective de dialogue que s'inscrit cette initiative.

Cette conférence de haut niveau réunira une cinquantaine de participants, sur invitation uniquement, afin de discuter avec nos spécialistes d'une vision commune satisfaisant les deux parties.

COLLOQUE 11 septembre

Paris
À l'occasion de la parution
de l'ouvrage
L'économie mondiale 2014, Coll.
Repères, La Découverte

TABLE RONDE 15 octobre

Paris
Co-organisé avec la Friedrich-
Ebert-Stiftung et le Club du CEPII

L'avenir des relations entre l'Union européenne et la Russie

Les relations entre l'Union Européenne et la Russie sont riches d'un passé complexe fait d'échanges et de rivalités. C'est aujourd'hui l'un des principaux thèmes de recherche d'Alexandre Dynkin, spécialiste de la place de la Russie dans le monde qui viendra partager avec nous le fruit de ses travaux prospectifs dans ce domaine. Alexandre Dynkin est également vice-président de l'Académie des Sciences de Russie et directeur du Institute of the World Economy and International Relations (IMEMO).

CONFÉRENCE

16 octobre

Paris

ELSNIT Annual Conference: Internationalization of Small and Medium Size Enterprises

ELSNIT is coordinated by a Steering Committee that currently consists of the Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPPII), Paris, France; the Kiel Institute for the World Economy (IfW), Kiel, Germany; the European University Institute (EUI), Florence, Italy; the Institut Barcelona d'Estudis Internacionals (IBEI), Barcelona, Spain; the University of St. Gallen, St. Gallen, Switzerland; Paolo Baffi Centre on Central Banking and Financial Regulation-Bocconi University, Milan, Italy; the Centre for Economic Policy Research (CEPR), London, United Kingdom, and the IDB (represented by INT and INTAL).

The selected papers presented at the Conference will address questions such as--but not limited to--the following:

The Importance of SMEs in Trade Flows and FDI. How important are the SMEs in countries' exports, imports, and foreign direct investment, in terms of both the share in the number of firms involved in these activities and of their aggregate values? To what extent these figures change when intermediated trade (e.g., through wholesalers) or indirect trade (e.g., sales of inputs to large companies that end up exporting the final product) is explicitly taken into account? What is the contribution of the SMEs to export growth and diversification over time? What is their consequent impact on overall employment growth? Are their specific sectorial patterns (e.g., manufacturing vs. services) or systematic differences across hosting countries?

The Internationalization of SMEs and Its Driving Factors. What are the factors driving the internationalization of the SMEs? What kinds of SMEs are more likely to engage in cross-border economic activities in general and exporting in particular? What are their distinguishing

CONFÉRENCE

17 octobre

Barcelone

Organisé par le réseau ELSNIT

CEPPII : partenaire du réseau

factors (e.g., relative size, productivity, age, etc.)? For those SMEs already selling abroad, how does the distribution of export intensities look like? Are SMEs trading services different? How important are born-global SMEs? What are the differences between these SMEs and other SMEs? Does innovation matter for internationalization? What roles does collaboration with research centers play? Can product and process certification make a difference? What are the modes of entry into foreign markets and what is their relative importance for SMEs? To what extent does participation in global value chains account for the internationalization of the SMEs? Do SMEs need to grow or is their size a key to success? What are the main barriers faced by the SMEs in growing and internationalizing? To what extent have ICTs helped reduce information obstacles for SMEs? What is the contribution of social and business networks? What kind of influence do informality and access to financing and technology have? How does internationalization affect SMEs' performance (e.g., productivity)? Does this effect depend on the characteristics of the SMEs or the specific international activity they carry out?

The Policy Perspective: Do general public policies such as those concerning physical infrastructure, tariffs, customs procedures, and environmental regulations have heterogeneous effects across firm size categories? Are the impact of public interventions such as trade, innovation, and linkages promotion different across these firms' groups? How do the effects of public schemes supporting financial needs associated with the internationalization distribute across size segments? What is the economic rationale of public programs targeting SMEs in general and their internationalization in particular? How aware are SMEs of these programs? What is the actual rate of use? Are specific actions more cost-effective than others? Does the specific combination of policy instruments matter for their effectiveness? Do online tools help? Is it justified to have programs with an explicit regional dimension? Are there superior institutional arrangements to manage these instruments? What role do/can international organizations in general and regional development banks in particular play in supporting the internationalization of the SMEs? What are the initiatives of the private sector (e.g., by chambers of commerce and private transnational networks in general) in this area? What are their effects? How well coordinated are these actions with the respective public actions?

AsiaEurope Economic Forum - Challenges and Prospects for Asian and European Economies

The Asia-Europe Foundation, has linked up with a consortium of top think tanks in both Asia and Europe to organise the Asia Europe Economic Forum (AEEF) programme.

Established in 2006, the AEEF serves as a high level forum, offering Asian and European policy experts a platform for in-depth research-based exchanges on regional, inter-regional and global issues of mutual interest. The programme consolidates the linkages between economists, practitioners and institutions from both Asia and Europe.

The AEEF programme organises an annual high level conference for experts and policy makers per year, alternating between cities in Asia and Europe. The conferences feature specialised research papers and the outcomes of the conference are channeled to policy makers in both region.

ASEF will join the consortium for an initial period of two years and support 3 conferences. The first such conference, "European troubles, Asian worries", the 8th installment of the AEEF, took place at Bruegel in Brussels on the 20th and 21st of January 2013.

The AEEF consortium consists of the Asian Development Bank Institute (ADBI), Bertelsmann Stiftung, Bruegel (overall secretariat), Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), Institute of World Economic and Politics – Chinese Academy for Social Sciences (IWEP-CASS), and Korea University.

Facing Sovereign Debt Crisis: New Approaches

Since the failure of the International Monetary Fund's Sovereign Debt Restructuring Mechanism (SDRM) in 2003, the international discussion on sovereign crisis workouts and debt restructuring has been at an impasse between proponents of statutory frameworks, such as the SDRM, and those favouring decentralised, ad hoc, market-based approaches.

Beyond some refinements to Collective Action Clauses (CACs) in bond contracts and their increased ubiquity, little progress has been made to improve the ability to resolve sovereign debt problems quickly, effectively and efficiently.

COLLOQUE
28-29 octobre

Pékin, Chine
Co-organisé avec l'Asia-Europe Foundation.

CONFÉRENCE
21 novembre

Paris

Given the global economic turmoil of the last few years and the prospects of additional disruptions, it is time to look afresh at ways in which the current global non-system for sovereign crisis management and debt restructuring can be improved.

COLLOQUE
22 novembre

Paris
Co-organisé avec le CIREM et
Groupama AM.

Le désendettement en Europe et l'avenir de la politique monétaire

La résolution de la crise financière est lente parce qu'elle s'inscrit dans la phase descendante d'un cycle financier de longue durée qui s'étend à l'ensemble des pays développés. En témoignent les difficultés de désendettement du secteur privé en Europe qui atteignent gravement l'investissement productif.

Il s'ensuit un certain nombre d'anomalies apparentes. Les grandes sociétés privées sont gavées de cash qui demeure oisif et motivé essentiellement par la sécurité et l'optimisation fiscale. Le coût du crédit est extrêmement bas en apparence, mais les PME manquent de ressources financières. Tout semble indiquer que la réticence à emprunter pour investir, en dépit de la faiblesse du coût du crédit, dissimule une rentabilité marginale du capital ajustée du risque encore trop basse, peut-être parce que l'étendue du désendettement continue à déprimer la demande effective.

Concernant le risque, les investisseurs financiers commencent à manifester une nervosité devant les politiques monétaires dites non conventionnelles. Certains commentateurs financiers pensent que les banques centrales en font trop et que l'exit pourrait provoquer des relèvements de taux d'intérêt d'autant plus perturbateurs qu'il est retardé. Pourtant les banques centrales rencontrent de grosses difficultés à remettre les économies sur des sentiers de croissance robuste. Elles savent qu'une sortie prématurée des politiques de taux très bas risquerait de provoquer une lourde rechute du secteur privé.

L'édition 2013 du colloque CEPII-Groupama Asset Management va essayer d'établir quelques repères pour s'orienter dans le brouillard d'un environnement économique insolite. Selon l'organisation habituelle de ces colloques, les débats se dérouleront dans deux tables rondes. La première traitera des liens entre désendettement et freins à la croissance dans les pays de l'OCDE. La seconde s'occupera des conditions de sortie des politiques non conventionnelles, de la nature du régime monétaire après cette sortie et des impacts possibles sur les prix d'actifs.

Bali : une conférence pour quoi faire ?

À l'approche de la neuvième conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) du 3 au 6 décembre 2013, le CEPPII a fait "Le point sur" les enjeux immédiats de la Conférence ministérielle et sur les questions de fond qui se posent à cette occasion.

Le sentiment qu'un nouvel échec ouvrirait une grave période de crise pour le système commercial multilatéral a amené les pays membres à tenter de définir un ensemble de mesures sur lesquelles un accord était possible. Loin de correspondre à l'agenda initialement fixé dans le cadre du cycle de Doha, le périmètre ainsi défini se résume à trois ingrédients : la facilitation du commerce et deux sous-ensembles de sujets, relatifs respectivement à l'agriculture et au développement. Un accord sur ces questions aurait une importance symbolique et des conséquences non négligeables, mais le système commercial multilatéral fait face à des interrogations beaucoup plus profondes.

CONFÉRENCE

28 novembre

Paris

Immigration in OECD Countries - Conference

This edition will have one outstanding keynote speaker: Professor Timothy Hatton from the Australian National University and the University of Essex.

The conference is devoted to examining the economic aspects of international migration in OECD countries. In particular, this edition aims at shedding some light on the consequences of economic downturn in OECD countries on migration flows and on migrants' behavior: How do labour migration flows react to changes in economic conditions in destination countries? What is the impact of the great recession on the composition of migration flows by main categories (labour, family, humanitarian, students) and on destination choices? What are the available evidence regarding return and secondary migration? How immigrants and their children are faring in the labour market?

CONFÉRENCE

6 décembre

Paris

Co-organisé avec OCDE,
EQUIPPE, fRDB, Université du
Luxembourg, Université Catholique
de Louvain, Université Lille 2 (Droit
et Santé)

SPOTLIGHT ON... Europe : From Fragmentation to Financial Integration

The new IMF publication From Fragmentation to Financial Integration in Europe is the first comprehensive and in-depth third-party study of the European Union financial system and financial stability framework after the crisis. It derives from the recent IMF Regional Financial Stability Assessment Program (FSAP) of the

CONFÉRENCE

16 décembre

Paris

European Union and is supplemented with related policy papers. It deals with the various issues central to securing a safer financial system for the EU, such as the pendulum of financial integration and fragmentation. The institutional reforms that are taking place, namely the regulatory program under the auspices of the European Commission and the prospective Single Supervisory Mechanism, are extensively dealt with.

B - ATELIER THÉMATIQUE

GROUPE D'ANALYSE DE LA MONDIALISATION

(co-organisé par le Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective, en partenariat avec le CERI-Sciences Po)

20 mars

Paris

Énergie & mondialisation : vers une nouvelle donne ?

Des scénarios, basés sur des hypothèses différentes, dessinent les mêmes tendances lourdes pour l'énergie à l'horizon 2030 : augmentation de la demande en énergie primaire des pays non OCDE, permanence de marchés nationaux de l'énergie distincts dans un ensemble opposant les États-Unis devenus énergétiquement indépendants à l'Union européenne dont le modèle s'essouffle, première place de la Chine dans les importations d'énergie. Les questions du *mix* énergétique et de l'efficacité énergétique deviennent centrales.

La Chine a assuré la stabilité de ses approvisionnements énergétiques en recomposant ses alliances. Elle constate à présent les dégâts de sa surconsommation d'énergie. Malgré une situation actuelle relativement sereine, il existe à long terme des risques latents de relance de la course à l'armement et d'abandon des préoccupations environnementales. D'une façon générale, l'accès à l'énergie reste difficile et handicape le développement de nombreuses régions, notamment l'Afrique. Les pays du Nord ne sont pas épargnés. Ainsi, les États membres de l'Union européenne souffrent des handicaps combinés d'un parc immobilier à mauvaise isolation thermique et d'un coût élevé de l'énergie. L'institution d'un "droit à l'énergie", d'une "certification éthique" des entreprises du secteur et la création d'une agence mondiale de l'énergie permettraient de résoudre certains problèmes. Toutefois, pour éviter le "scénario catastrophe" d'un réchauffement de 6° à horizon 2050, une forte implication de la Chine avant 2025 apparaît déterminante.

12 juin

Paris

Inégalités & mondialisation

L'augmentation des inégalités a été quasi continue depuis le XIX^e siècle, en raison du différentiel de croissance entre pays développés et pays en développement. Depuis le début des années 2000, les pays développés enregistrent une hausse des inégalités internes, liée notamment à la baisse de la part du travail dans le PIB au profit de celle du capital. La situation dans les pays en développement est plus complexe.

L'impôt progressif sur le revenu reste l'outil fiscal principal pour réduire les inégalités de revenu comme de patrimoine. Dans le cadre de la mondialisation, la base fiscale se déplace des pays à haut taux de pression fiscale vers les pays à bas taux de pression fiscale. Les États réagissent à cela dans un second temps par la concurrence fiscale, dans laquelle l'impôt devient une variable stratégique. Les inégalités entre les hommes et les femmes se sont notamment recomposées dans les pays développés à partir des années 1960, provoquant une diminution de ces dernières jusqu'au début des années 1990. Depuis vingt ans, la précarité touche dans des proportions plus importantes les femmes (instabilité dans l'emploi ou stabilité dans un sous-emploi souvent contraint).

25 septembre

Paris

Le monde arabe dans la mondialisation

Le monde arabe est resté en marge du processus de démocratisation après la chute du Mur de Berlin et de la vague de mondialisation économique d'après M. Nabli. La "rupture fatale" de 2010/2011 de cette partie du monde s'articule autour de trois tendances lourdes : une mobilisation des citoyens désormais déterminés à s'exprimer, une demande récurrente de justice et d'équité, une confrontation de plus en plus ouverte entre approche conservatrice et approche religieuse. Le "printemps arabe" a fait émerger, au-delà du trompe-l'œil économique, les déchirements propres aux sociétés arabes elles-mêmes, qui n'échappent pas aux antagonismes idéologiques forts. Il importe de mettre en place d'autres modes de pacification des conflits, à l'instar de ce que connaissent les pays d'Amérique latine.

Certains pays du monde arabe ne vivent la mondialisation que de manière indirecte, renvoyés à une situation de dépendance par rapport aux pays du Golfe qui favorisent l'esprit d'entreprise dans certaines zones ciblées. Si bien qu'il existe à terme un risque de déstabilisation du monde arabe dans son ensemble. Par ailleurs, l'impact des réseaux sociaux dans le monde arabe ne doit pas être

surestimé. Au-delà de l'activisme avéré des blogueurs au Maroc, en Tunisie ou en Egypte, les médias traditionnels conservent un rôle important. Enfin, les tendances qui paraissent s'inscrire durablement dans le paysage sont la popularité de l'islamisme électoral, l'essor de l'islamisme quiétiste et le retour du djihadisme armé transnational sur la scène régionale arabe.

11 décembre

Paris

Les villes dans la mondialisation

Deux milliards de personnes supplémentaires rejoindront les centres urbains d'ici 2020, la "ville" pourrait être la figure dominante des années à venir. Le phénomène de métropolisation reste sélectif et ne concerne pas toutes les régions du monde. Les pays les moins avancés restent en marge, bien que de nombreuses villes soient en train d'y croître à une vitesse vertigineuse.

Au fur et à mesure qu'elle s'étend, se mondialise, gagne en pouvoirs, la ville pose de plus en plus clairement la question de sa gouvernance. Cette transition accélérée impose aux acteurs de relever des défis complexes, pour éviter notamment l'apparition de villes par trop discriminantes ou

trop énergivores. La sécurité constitue un enjeu fondamental pour les métropoles globales qui sont des cibles de choix pour des attaques terroristes ou relevant de la criminalité organisée, sans compter les violences urbaines. La ville intelligente du futur aura une sphère d'influence plus vaste que celle de la ville physique. Des réflexions devront être menées sur les décalages entre des "*gated communities*" urbaines très connectées et un environnement immédiat sous-équipé, notamment dans les pays en développement. Un autre problème est celui du choix pour les villes entre la concurrence et la coopération, entre elles mais aussi vis-à-vis de leur État d'appartenance.

C - SÉMINAIRES "ACTUALITÉ" DU CEPII

11 janvier

"Le Brésil et l'Argentine : si proches, si lointains", par M. Bas & C. Terra.

18 février

"Japon : les défis du nouveau Premier ministre Shinzo ABE", par É. Dourille-Feer.

20 mars

"L'automobile européenne... en panne sèche", par M. Fouquin.

"Faut-il se réjouir de la baisse des prix immobiliers", par T. Grjebine.	18 avril
"Zone euro, le calme avant la tempête", par B. Carton & C. Destais.	22 mai
"La réforme de l'immigration aux États-Unis : un dilemme insiders/outsiders ?", par X. Chojnicki, M. Le Goff & L. Ragot.	19 juin
"L'émergence du citoyen au Brésil et en Turquie", par C. Terra & D. Ünal.	3 juillet
"La pollution en Chine : quelles conséquences ? quelles causes ? quels remèdes ?", par S. Monjon.	10 septembre
"La réforme économique en Chine", par M. Aglietta.	12 décembre

C - SÉMINAIRES INTERNES

"Aux sources du dynamisme économique turc", par D. Ünal.	10 janvier
"Exchange Rate Volatility, Financial Constraints and Trade: Empirical Evidence from Chinese Firms", par S. Poncet & J. Héricourt.	7 février
"Unilateral Trade Liberalization and Heterogeneous Firms' Growth: Evidence from India", par M. Bas & I. Ledesma.	28 février
"All or Nothing? What Matters for Regional Trade Agreements", par F. Molders.	21 mars
"Gravity Equations: Workhorse, Toolkit and Cookbook", par T. Mayer.	18 avril
"Per-Unit Duties: Friends or Foes for Developing Exporters?", par C. Emlinger & H. Guimbard.	16 mai
"The Welfare Consequences of Mistaking Heckscher-Ohlin for Ricardo", par M. Bombardini.	20 juin
"Le commerce transatlantique face à l'émergence chinoise", par D. Ünal.	27 juin
"Public-Debt Stabilization in the Case of External Debt", par G. Cafiso.	24 juillet
"Does Product Quality Matter for Gains from Trade: Theory and Evidence", par S. Baller.	10 octobre
"A Model of Firm Experimentation under Demand Uncertainty: An Application to Multi-Destination Exporter", par C. Mitaritonna & Z. Akhmetova.	24 octobre

7 novembre	"Impact of NTM's on Trade Unit Values", par J. Gourdon & O. Cado.
21 novembre	"The Geographic Pattern of China's Growth and Convergence within Industry", par D. Unal, F. Lemoine, S. Poncet & G. Mayo.
5 décembre	"Network Analysis of World Trade", par L. de Benedictis.
19 décembre	"The Impact of Preferential Trade Liberalization on Trade Flows and the Wage Gap", par G. Orefice, F. Di Comite & A. Nocco.

D - SÉMINAIRES EXTERNES

24 janvier	"Export and the Labor Market: A Dynamic Model with On-the-Job Search", par D. Suverato (Université de Bocconi).
20 mars	"On the Implication of Structural Transformation for Inflation and Monetary Policy", R. Portillo & L.-F. Zanna (FMI).
4 avril	"Specialization of Developed Countries in High-End Products: New Facts and Macro-Implications", par J. Martin (Université du Québec).
26 septembre	"Base de données profils institutionnels (IPD) 2012", par F. Bertho (Direction générale du Trésor).
8 octobre	"Policy Uncertainty Spillovers to Emerging Markets – Evidence from Capital Flows", par C. McLoughlin (Banque de France).

C - SÉMINAIRES "FORMATION CONTINUE EN ÉCONOMIE"

25 mars	"History of Financial Crises", par C. Meissner (University of California).
29 avril	"External Adjustment, Global Imbalances, Valuation Effects", par H. Rey (London Business School).
23 mai	"Entreprises multinationales : les enjeux de la mondialisation", par F. Toubal (École Normale Supérieure de Cachan & CEPII).
11 juin	"L'économétrie spatiale", par J. Le Gallo (Université de Franche-Comté).
28 novembre	"Les modèles de cycle économique (avant et après la crise)", par F. Tripier (Université de Lille 1 & CEPII).

RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII

Le Brésil : perspectives macroéconomiques, structure sociale et potentiel de croissance

Marcelo Cortes Neri, Président du IPEA (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada) ; Directeur du Centre des Politiques Sociales, Fundação Getulio Vargas (FGV).

Cristina Terra, Professeur d'économie, Université de Cergy-Pontoise & Fundação Getulio Vargas de Rio de Janeiro ; Chercheur Associé, CEPII.

Le système financier indien : entre ouverture et modernité

Débat animé par Olivier Pastré, Conseiller scientifique, Revue d'économie financière.

Son Excellence Rakesh Sood, Ambassadeur d'Inde en France.

Jean-Joseph Boillot, Conseiller économique, Club du CEPII ; co-fondateur du Euro-India Economic & Business Group (EIEBG).

Subodh Kumar, Chief Executive Officer, State Bank of India (Paris)

Maria Bas, Économiste, CEPII.

Les États-Unis, entre gaz de schiste et impasse budgétaire

Florence Pisani, Économiste, Spécialiste de la macroéconomie américaine, Dexia AM.

Sophie Méritet, Maître de Conférences en Sciences Économiques-HDR ; Centre de Géopolitique de l'Énergie et des Matières Premières - CGEMP.

Japon : nouvelle politique économique et défis de Shinzo Abe

Évelyne Dourille-Feer, Docteur en Économie, Spécialiste du Japon, CEPII

Urszula Szczerbowicz, Économiste, Spécialiste de la politique monétaire, CEPII.

LES MATINALES DU CLUB

8 janvier

Paris

Co-organisé avec le CGSP, le CERI-Sciences-Po, et en partenariat avec le quotidien Les Échos.

CONFÉRENCE-DÉBAT

24 janvier

Paris

Organisé en partenariat avec la Revue d'économie financière et l'Euro-India Group EIEBG

LES MATINALES DU CLUB

8 février

Paris

Organisé en partenariat avec la Revue d'économie financière et l'Euro-India Group EIEBG

LES MATINALES DU CLUB

26 février

Paris

LES MATINALES DU CLUB
12 mars

Paris

Grands centres urbains et compétitivité

Souleymane Coulibaly, Économiste senior, Banque mondiale
Jean-Claude Prager, Directeur des études économiques, Société du Grand Paris

LES MATINALES DU CLUB
19 mars

Paris

Transition birmane : enjeux économiques et réformes juridiques

Andréa Goldstein, Économiste, conseiller du gouvernement birman
Nicolas Audier, Avocat au barreau de Paris, Associé gérant au Cabinet Audier & Partners, Yangon Office, Myanmar
Florence Grangerat, Avocat au barreau de Paris, Cabinet Audier & Partners, Yangon Office, Myanmar

LES MATINALES DU CLUB
17 avril

Paris

La fin du crédit facile ?

Isabelle Job-Bazille, Chef économiste Groupe, Crédit Agricole S.A.
Jean-Paul Pollin, Professeur, Université d'Orléans, Membre du Cercle des Économistes

LES MATINALES DU CLUB
29 avril

Paris

La crise de la zone euro

Autour d'Hélène Rey, Professeur, Spécialiste macroéconomie internationale et finance, London Business School

SÉMINAIRE
3 mai

Paris

En partenariat avec le FMI et le CEPII

Do We Need to Reform Labor Markets to Support Jobs and Boost Growth?

Prakash Loungani, Conseiller au Département de recherche du FMI
Fabien Tripier, Conseiller scientifique au CEPII et Professeur à L'Université de Lille 1

SÉMINAIRE
14 mai

Paris

Europe : l'automobile en panne sèche

Franck Fontanesi, Responsable Economie et statistiques, Fédération des Industries des Equipements pour Véhicules (FIEV)
Michel Fouquin, Économiste et Conseiller au CEPII
Catherine Girard, Chef économiste, Renault SAS

Regard sur les développements commerciaux en Asie-Pacifique

Tim Groser, Ministre du commerce extérieur, Ministre délégué aux Affaires étrangères et Ministre chargé des questions sur le changement climatique de la Nouvelle-Zélande

HUIS-CLOS

29 mai

Paris

En partenariat avec l'Ambassade de Nouvelle-Zélande et le CEPII

Income Inequalities in China: Origins, Extent and Consequences

Guanghua Wan, Économiste principal, Asian Development Bank (ADB)

Françoise Lemoine, Économiste et Conseillère au CEPII

SÉMINAIRE

12 juin

Paris

Entreprises multinationales et « optimisation fiscale »

Pascal Saint-Amans, Directeur, Centre de politique et d'administration fiscales, OCDE

Michael Brei, Maître de conférences, Université Paris-Ouest

LES MATINALES DU CLUB

21 juin

Paris

Target Balances and the Crisis in the Euro Area

Philippe Cour-Thimann, Économiste, Banque Centrale Européenne (BCE)

Agnès Bénassy-Quéré, Présidente-déléguée, Conseil d'analyse économique (CAE) ; Professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

LES MATINALES DU CLUB

27 juin

Paris

Vers un nouveau paradigme monétaire

Autour de Michel Aglietta, membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier ministre, Consultant à la CPR, membre de l'Institut Universitaire de France, Professeur émérite à l'Université de Paris-X Nanterre, Conseiller au CEPII et à Groupama AM ; et de Patrick Artus, Économiste, Directeur de la recherche et des études de Natixis

DINER-DÉBAT

23 septembre

Paris

L'avenir de la zone euro : visions croisées franco-allemandes

Panel 1. Is the single currency viable without the pooling of fiscal instruments?

Hans Eichel, former Minister of Finance, Germany

TABLE RONDE

15 octobre

Paris

En partenariat avec la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et le CEPII

Jean Pisani-Ferry, Commissioner General for Policy Planning, France

Achim Truger, Professor of Economics, Berlin School of Economics and Law

Panel 2. Is it necessary to revise the missions and the organisation of the European Central Bank?

Augustin Landier, Professor of Economics, Toulouse School of Economics

Peter Spahn, Chair of Economic Policy, University of Stuttgart-Hohenheim

Cédric Tille, Professor of Economics, Graduate Institute for International and Development Studies

Quel potentiel de croissance pour la Russie ?

Sous la présidence de Yves Zlotowski, Économiste en Chef, Direction de la recherche économique, Coface

Jean-Robert Raviot, Professeur de civilisation russe contemporaine, Université Paris-Ouest

Sergeï Guriev, Professeur invité d'Économie, Science Po

Ralentissement dans les BRIC : faut-il s'en inquiéter ?

Andrea Goldstein, Économiste, OCDE

Françoise Lemoine, Conseillère, CEPII

Olivier de Boysson, Chef-économiste Économies Émergentes, Société Générale

LES MATINALES DU CLUB

12 novembre

Paris

LES MATINALES DU CLUB

18 décembre

Paris

Annexe 7

- Participation à des groupes de travail, comités de lecture et comités d'experts

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL, COMITÉS DE LECTURE ET COMITÉS D'EXPERTS

Michel Aglietta

Membre du groupe d'étude sur la dette publique, Institut Caisse des Dépôts.

Membre du Haut Conseil des Finances Publiques, Cour des Comptes.

Évelyne Dourille-Feer

Conseiller scientifique du Groupe d'Analyse de la Mondialisation avec le CAS et en partenariat avec le CERI-Sciences Po.

Participation au groupe d'experts macro-finance sur l'économie du Japon, présidé par le Délégué général de la Banque du Japon.

Charlotte Emlinger

Rapport de référent pour les revues Économie Rurale, Food Policy, la Revue Économique.

Lionel Fontagné

Président de la Commission "Entreprises et Stratégies de Marché" du CNIS.

Membre élu du Conseil National des Université - section 05 (membre du bureau).

Membre du comité WTO chairs, Genève.

Julien Gourdon

Membre du projet de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) "Commerce et Développement : Nouveaux Enjeux", coordonnée par Anne Célia Disdier (INRA/PSE).

Sébastien Jean

Membre du CESifo Research Network, Munich, Germany.

Membre du comité editorial de la revue OECD Journal: Economic Studies.

Policy Associate, Leverhulme Centre for Research on Globalisation and Economic Policy, University of Nottingham, UK.

Membre nommé de la Commission scientifique spécialisée Sciences économiques, sociales, de gestion (CSS SESG) de l'INRA (membre du bureau).

Membre du groupe d'experts E-15 sur le thème "Agricultural trade, food security and sustainable development", conjointement organisé par l'International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) et l'International Food and Agricultural Trade Policy Council (IPC).

Cristina Mitarironna

Membre du Comité d'experts pour le projet Agrodep

Valérie Mignon

Directrice du laboratoire EconomiX (UMR CNRS 7235).

Membre nommée au bureau de la section 37 du Comité National du CNRS.

Membre du jury du premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement de professeurs des universités en économie, 2013-2014.

Membre du comité éditorial de la revue Finance.

Membre du comité éditorial de la revue Economie et Prévision.

Membre élu au Comité Directeur de l'Association Française de Sciences Économiques.

Gianluca Orefice

Participation au groupe de travail "Expert meeting on Non-Tariff Measure" (comités d'experts sur des mesures non-tarifaires), organisée par le USITC, Washington 16-17 Septembre 2013.

Alix de Saint-Vaulry

Membre du groupe de travail sur les statistiques du commerce des biens et services" (depuis 1999), organisé par l'OCDE.

Urszula Szczerbowicz

Comité scientifique du "Workshop on Empirical Monetary Economics" organisé par l'OFCE en décembre 2013.

Annexe 8



Relations internationales
du CEPII

RELATIONS INTERNATIONALES DU CEPII

Réseau ELSNIT

(*Euro-Latin Study Network on Integration and Trade*)

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

[CEPII](#) (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), [CREI](#) (Centre de Recerca en Economia Internacional, Espagne), [IADB](#) (Inter-American Development Bank, Etats-Unis), [IFW](#) (Institut für Weltwirtschaft, Allemagne) & [IUE](#) (Institut Universitaire Européen, Italie).

Consortium GTAP

(*Global Trade Analysis Project*)

Le CEPII est membre du consortium GTAP. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par tous les chercheurs dans le monde pour étudier les politiques commerciales en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DGTPE.

Les instituts membres :

[AERI](#) (Agricultural Economics Research Institute, Pays-Bas), [ADB](#) (Asian Development Bank, Mandaluyong City, Philippines), [ABARE](#) (The Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics, Australie), [CEPII](#) (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), [ESRI](#) (Economic and Social Research Institute, Japan), [ERS/USDA](#) (Economic Research Service of the United States Department of Agriculture, Etats-Unis), [EPRI](#) (Electric

Power Research Institute, Etats-Unis), [EU](#) (European Commission, Belgique), [FAO](#) (Food and Agriculture Organization of the United Nations, Italie), [FOI](#) (Institute of Food and Resource Economics, Danemark), [IADB](#) (Inter-American Development Bank, Etats-Unis), [IFPRI](#) (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), [ITC](#) (International Trade Centre, Suisse), [Johann Heinrich von Thünen Institute](#) (Allemagne), [KPMG Australia](#) (Australie), [MIT](#) (Joint Program on the Science and Policy of Global Change, Etats-Unis), [Nathan Associates Inc.](#) (Etats-Unis), [OCDE](#) (Organisation de coopération et de développement économiques, France), [Productivity Commission](#) (Australie), [RIETI](#) (Research Institute of Economy, Trade and Industry, Japon), [The World Bank](#) (Etats-Unis), [UNCTAD](#) (United Nations Conference on Trade and Development, Suisse), [UNECA](#) (United Nations Economic Commission for Africa, Ethiopie), [University of Hohenheim](#) (Allemagne), [US Department of Energy](#) (Etats-Unis), [US-EPA](#) (US Environmental Protection Agency, Economy and Environment Division, Etats-Unis), [USITC](#) (US International Trade Commission, Etats-Unis) & [WTO](#) (World Trade Organization, Suisse).

Réseau RIEF

(*Research in International Economy and Finance*)

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

[ADRES](#) (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), [CEPII](#) (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), [ENPC](#) (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), [GREQAM](#) (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), [IFPRI](#) (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), [PSE](#) (Paris-Jourdan Sciences Économiques, France), [THEMA](#) (Théorie Économique, Modélisation et Applications, France), [ULB](#) (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & [Université de Paris I](#) (France).

SERVICEGAP

Le projet SERVICEGAP étudie les questions soulevées, dans le domaine de la recherche académique comme dans celui des décisions publiques, par l'essor du secteur des services dans l'économie mondiale. Il le fait notamment à travers l'examen de l'évolution de la productivité dans les secteurs de services, des liens entre les services et les autres secteurs, ou encore des changements technologiques dans les moyens de fourniture de services.

L'objectif global de ces recherches est de réaliser une vaste étude de l'impact du marché des services sur la croissance économique globale de l'Union européenne, au regard des performances des régions concurrentes, et en particulier les Etats-Unis.

Le projet est divisé en trois grands thèmes de recherche : la mesure de la productivité dans les services, les changements technologiques et l'internationalisation. C'est sur dernier thème que porte l'essentiel des contributions du CEPPII.

Les partenaires :

The University of Birmingham (Royaume-Uni), ESRI (Economic and Social Research Institute, Irlande), ZEW (Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung, Allemagne), NIESR (National Institute of Economic and Social Research, Royaume-Uni), CASE (Center for Social and Economic Research, Pologne), IfW (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne), IHS (Institute for Advanced Studies, Autriche), ETLA (The Research Institute of the Finnish Economy, Finlande), IER (Institute for Economic Research, Slovénie), CEPS (Centre for European Policy Studies, Belgique), CEPPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), CIREM (Club d'Information et de Réflexion sur l'Economie Mondiale, France) & WIFO (Austrian Institute of Economic Research, Autriche).

Consortium TAXUD (Taxation and Customs Union)

Le consortium TAXUD a pour objectif de réaliser des études sur l'impact des projets de réformes fiscales en Europe. Il a reçu

le soutien de la DG TAXUD (fiscalité et union douanière) de la Commission européenne.

Les partenaires :

CPB (Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, Pays-Bas), **UNIMORE** (University of Modena and Reggio Emilia, Department of Economics, Italie), **CAPP** (Centre for the Analysis of Public Policies, Italie), **CASE** (Center for Social and Economic Research, Pologne), **CEPII** (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), **ETLA** (The Research Institute of the Finnish Economy, Finlande), **IFO** (Institute for Economic Research, Allemagne), **IFS** (The Institute for Fiscal Studies, Royaume-Uni), **IHS** (Institute for Advanced Studies, Autriche).

Annexe 9

 Prix et distinctions

PRIX ET DISTINCTIONS

Houssein Guimbard

Nommé en 2011 GTAP Research Fellow (2011-2014).

Valérie Mignon

Membre du jury du premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement de professeurs des universités en économie, 2013-2014.

Sandra Poncet

Nomination membre junior de l'Institut Universitaire de France
Récipiendaire du One thousand Talent Scheme Shanghai Municipality

Urszula Szczerbowicz

Prix Pirou/Aguirre/Basualdo (prix solennel de la Chancellerie des universités de Paris) en Sciences Économiques et Gestion, décembre 2013 pour sa thèse intitulée "Unconventional monetary policies".

Rapport d'activité 2013

CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée, Matteo Gagliardi

IMPRESSION

Commissariat général à la stratégie et à la prospective

CEPII

113, rue de Grenelle - 75700 Paris SP 07

www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

Voice of America, Jürgen Matern, WTO

Imprimé en juin 2014